

Université de Sherbrooke

Faculté des lettres et sciences humaines

Département de philosophie et d'éthique appliquée

Le couple conceptuel « public – privé » à l'intérieur de la littérature portant sur le  
problème des mains sales

Nahim JARQUIN

Mémoire présenté comme exigence partielle  
de la maîtrise ès arts (philosophie)

Sous la supervision d'  
André DUHAMEL

Avril 2016

© Nahim Jarquin



## Résumé

Le rapport entre la morale et la politique est un des plus vieux problèmes et des plus durables que s'est posé la philosophie morale, la philosophie politique, et plus récemment la philosophie du droit. Pour certains, la Morale, au sens large, doit guider les actions humaines dans toutes les sphères d'activité et les individus devraient ainsi, au mieux de leur capacité, chercher à se conformer à ses exigences. Dans ce cas, il ne peut y avoir de dilemme moral entre les exigences normatives issues de l'univers politique et les exigences, prétendument universelles, de la Morale. En contrepartie, d'autres suggèrent que l'on peut être justifié d'enfreindre, à certains moments, les exigences que l'on considère comme morales dans la vie « ordinaire » étant donné le caractère adversatif de la politique. Le dilemme se présente, ainsi, comme une tension entre deux normativités qui suggèrent une distinction entre ce qui relève du public et ce qui relève du privé.

C'est en voulant répondre à ce dernier problème que s'est développée une littérature qui porte au cœur de sa conception le problème de la justification morale d'une action politique qui est moralement condamnable. Dans son ensemble, ce mémoire s'intéresse à analyser comment la littérature portant sur le *problème des mains sales* traite la question du couple conceptuel public – privé. Nous soutenons, qu'en retenant la possibilité d'une réelle distinction entre ces deux univers à normativités différentes, l'hypothèse qu'il y a effectivement une tension entre le domaine privé et le domaine public, qui ne peut totalement se soumettre aux exigences de la morale étant donné les particularités de l'action politique. Ceci étant dit, nous désirons nuancer une telle prise de position qui fait écho aux écrits de Machiavel. Ainsi, nous soutiendrons que cette distance entre le public et le privé est bien réelle, cependant, elle ne se présente pas aussi radicalement. Plutôt,

elle se présente comme une distinction qui est liée à l'enjeu de l'évaluation, du jugement moral, faite par les individus qui sont hors de la politique et de ceux étant à l'intérieur de la politique.

**Mots clés :** mains sales (problème), public – privé, morale, politique, évaluation morale, devoir, situation, décision, responsabilité.

## Abstract

The relationship between Morality and the political reflection is one of the oldest problems and of the most long-lasting that arose in moral philosophy, political philosophy, and more recently in philosophy of law. For some, Morality, in its broader sense, has to guide human actions in all the spheres of activity and individuals should so, at the best of their capacities, try to conform to its requirements. Which amount to say that it cannot have a moral dilemma between the normative requirements from the political realm and the requirements, supposedly universal, of Morality. In return, others suggest that it can be justified to violate requirements which we consider, in « ordinary life », as moral, given that the purpose of the so immoral, political, action is exactly the preservation and the development of morality. Here, the dilemma appears as a tension between two normativities who suggest a distinction between what is a matter of the public and what is a private matter.

In the attempt to address this problem a vast literature has developed and it carries at the heart of its conception a debate which seems difficult to solve: the problem of the moral justification of a political action which is morally reprehensible. In overall, this master thesis is interested to analyze how the literature, concerning the « *problem of dirty hands* », handle the question of the abstract couple « public and private ». We support, by retaining the possibility of a real distinction between these two normative realms, the hypothesis that there is an actual tension between the private domain and the public domain, which cannot totally submit itself to the requirements of the morality, given the peculiarities of the political actions. Having said that, we wish to temper such a stand, which echoes Machiavelli's papers. We shall argue that this tension between the public

and the private is real; however, it does not appear so radically. Rather, it appears as a distinction which bound to the stake of the evaluative approach, in the moral judgement, between individuals who are outside the realm of politics and those being inside its realm.

**Keywords:** dirty hands (problem), public – private, morality, politics, judgement, moral evaluation, duty, situation, decision, responsibility.

## Table des matières

Résumé.....	iii
Abstract.....	v
Remerciements.....	x
Introduction.....	1
Chapitre 1 Le couple conceptuel « privé-public » à la lumière du problème des mains sales.....	12
1.1. La conception interne du problème des mains sales .....	17
1.1.1. L'agent politique comme être unique.....	19
1.1.1.1. Les particularités de la politique et le rôle du politicien.....	20
1.1.1.2. La conscience du politicien : entre angoisse et culpabilité .....	22
1.1.2. L'agent politique assujetti entre la politique et la morale .....	23
1.2.1. Contraint entre exigences politiques et devoirs moraux .....	24
1.2.2. Contraint entre devoirs moraux et conséquences politiques.....	27
1.2.3. Contraint entre moralité des effets et moralité des actions .....	31
1.2. La conception externe du problème des mains sales.....	35
1.2.1. L'observateur externe .....	37
1.2.1.1. Nous et eux .....	38
1.2.1.2. Conséquence sur la continuité de la morale.....	40
1.2.2. Une approche décentrée de l'agent politique .....	43
1.2.2.1. Une saleté qui se partage?.....	44
1.2.2.2. Une approche qui engage.....	46
Chapitre 2 La séparation du couple conceptuel « privé-public ».....	50
2.1. Le problème machiavélien .....	51
2.1.1. Le conflit entre la morale et la politique .....	53
2.1.1.1. La primauté de la réflexion politique.....	55
2.1.1.2. Nécessité et situations politiques exceptionnelles .....	57
2.1.2. Les vices des uns, les vertus des autres .....	61
2.1.3. La dynamique machiavélienne contre l'interprétation standard du problème des mains sales .....	63
2.2. La tradition réaliste en philosophie politique.....	66
2.2.1. La critique réaliste pour une autonomie de la politique comme activité humaine distincte.....	69
2.2.1.1. La critique réaliste de la philosophie politique .....	70

2.2.2. Pour un renversement des priorités (deux exemples).....	72
2.2.2.1. Bernard Williams et les demandes légitimes de base (BLD) .....	73
2.2.2.2. Raymond Geuss et la théorie politique .....	76
Chapitre 3 Le couple conceptuel « privé-public » à la lumière d'une conception évaluative du problème des mains sales .....	81
3.1. L'évaluation d'une action du type mains sales .....	83
3.1.1. La capacité du citoyen .....	84
3.1.2. Quoi évaluer?.....	91
3.1.2.1. L'évaluation de l'agent .....	92
3.1.2.2. L'évaluation de l'acte .....	94
3.2. Les limites de l'évaluation morale .....	100
3.2.1. La limite liée à la simulation morale .....	102
Expérience de pensée et bombe à retardement .....	104
3.2.2. La limite liée à la relativité positionnelle de l'évaluateur .....	107
L'évaluation située et le problème des mains sales .....	108
Conclusion .....	112
Bibliographie.....	117



*À mes fils Jazz Malcolm et Arthur Benedict qui endurent mes absences et mes demi-présences, et qui se foutent éperdument que Papa fasse de la recherche en Philosophie.*

## Remerciements

Je désire remercier celles et ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réussite du présent mémoire de maîtrise. Ce fut une expérience passionnante, mais également angoissante. Je tiens ainsi à souligner, dans ces quelques lignes, le soutien de chacun.

D'abord, je souhaite remercier M. André Duhamel qui a accepté de diriger ce mémoire alors que j'avais de grandes ambitions et pourtant si peu de connaissance en la matière. C'est avec énormément de patience que M. Duhamel a éclairci ma conception des mains sales et des nombreux débats l'entourant.

Je veux également remercier le professeur Yves Bouchard qui m'a donné le courage (à son insu) de continuer à écrire. Il m'a aussi permis de travailler pour l'Association canadienne pour l'épistémologie et de représenter le *Département de philosophie et d'éthique appliquée* de l'Université de Sherbrooke à de nombreux événements. Je tiens aussi à remercier les professeurs du *Département de philosophie* pour m'avoir transmis leurs connaissances et pour le temps qu'ils m'ont accordé. Je remercie Mme Allison Marchildon et M. Jean-Herman Guay (École de politique appliquée) d'avoir accepté d'évaluer mon mémoire et qui m'ont aidé à l'améliorer.

À l'Université de Sherbrooke, j'ai eu le privilège de côtoyer des collègues qui m'ont obligé, au travers de nombreuses discussions et débats, à éclaircir et à préciser mes arguments. Pour ce faire, je remercie Thibault Tranchant, Patrick Ouellet, Marie-France Lanoue. Je tiens à remercier tout spécialement Benoit Côté, un homme exceptionnel comme nous avons peu de chance de côtoyer dans la vie.

Ensuite, plus personnellement, j'aimerais remercier mes amis du 1875 qui se sont intéressés à mes travaux malgré la complexité des propos. Donc, merci à Vincent, Roberto, Francis, Dany, Yan, Daniel, Alexis, Carl, Gabriel, et j'en passe. Si je devais leur rembourser toutes les bières qu'ils m'ont offertes, ce serait moins dispendieux d'acheter *Grupo Modelo*.

Finalement, je tiens à remercier ma famille. Mes parents qui ont tout sacrifié afin que mes frères et moi ayons un meilleur avenir. À José, Pepe, Fatima, Arlon qui ont partagé cette expérience. Merci aussi à ma belle-famille qui m'a toujours encouragé : Jack, Ginette, Mario, Michelle, Marie, Joseph. Enfin je dois terminer en remerciant Laurence, ma compagne de tous les jours, qui me soutient et qui m'encourage autant dans les moments forts que dans les moments faibles. Sans elle, j'aurais abandonné depuis longtemps.

## Introduction

Le rapport entre morale et politique est un des plus vieux problèmes et des plus durables que s'est posé la philosophie morale, la philosophie politique et plus récemment la philosophie du droit. En effet, la réflexion morale<sup>1</sup> porte, d'une part, sur la compréhension de l'action humaine et comment elle définit ses liens avec la signification des termes moraux généraux comme « bien », « bon », « juste », « mauvais », « mal », etc. De plus, nous pouvons également comprendre la morale comme un ensemble d'exigences, de principes, de normes, de valeurs qui caractérisent une société, une culture, ou un groupe en particulier (Métayer, 2008). Le terme « politique », d'autre part, est aussi particulier. Au sens large il désigne un phénomène qui ne se résume pas uniquement à la gestion des affaires publiques, mais qui reflète l'organisation d'une société par des règles, des mécanismes, et des institutions développés dans le but d'administrer la vie en société. On parle ainsi, *du politique*. Dans un sens plus étroit, *la politique* est une démarche et une attitude qui fait que l'on organise la représentation du pouvoir au travers d'institutions. Cette notion de *la politique* fait référence à l'action politique, c'est-à-dire, la participation à des activités, à des débats, à des discussions, à la délibération, au processus électoral, etc., et ce, dans le but de créer un ensemble d'orientation qui conduit la société et un gouvernement (Voir Boudreau et Perron, 2002).

Cela dit, la difficile articulation entre ces domaines n'est pas toujours évidente et un enjeu encore très d'actualité. Effectivement, lors des contestations entourant l'engagement militaire des États-Unis au Viêt Nam dans les années 1960-1970, la

---

<sup>1</sup> Nous ne faisons pas la distinction dans ce travail entre morale et éthique étant donné que dans notre littérature cette distinction est mise également de côté. Ceci étant dit, nous sommes conscients de la distinction qu'en fait, notamment, Ricœur dans « *Soi-Même comme un Autre* ».

« nouvelle gauche » intellectuelle américaine émet de sérieuses réserves d'ordre moral sur la conduite de la guerre et exige, comme exprime l'article de Thomas Nagel *Guerre et Massacre* achevé en 1971, une forme d'imputabilité morale. Plus proche dans le temps, les attaques sur les tours du World Trade Center en 2001 et, tout particulièrement, la lutte menée pour contrer le terrorisme qui fait état des cas de torture (techniques d'interrogation avancées), remettent à l'avant-scène le questionnement de ce rapport à la fois simple, mais qui présente aussi des ambiguïtés.

La compatibilité (ou l'incompatibilité) des normes morales avec les comportements politiques, et la question de savoir qu'elle devrait être précisément la relation de ces domaines portent ainsi au cœur de sa conception un débat qui semble impossible à résoudre (tellement il est hétérogène) lorsqu'on pose la question de la justification morale d'une action politique qui est, somme toute, moralement condamnable. Cette formulation que l'on doit à Michael Walzer, dans un article phare de 1973, on la retrouve encapsulée sous l'appellation accrocheuse du « *problème des mains sales en politique* ». En effet, dans son article, Walzer cherche à répondre à la question suivante : « est-ce qu'un dirigeant politique, un gouvernement, peut diriger innocemment?<sup>2</sup> ». C'est-à-dire, gouverner, commander, agir de manière à ne pas enfreindre les normes, valeurs, principes moraux. Walzer écrit que sa propre réponse est non, « I don't think I could govern innocently nor do most of us believe that those who govern us are innocent » (1973 p. 161).

---

<sup>2</sup> Cette question fait référence à la question que pose Hoederer, leader du parti communiste, dans la pièce de Jean-Paul Sartre « *Les mains sales* ».

Cette réponse assez directe traduit une certaine méfiance et incrédulité vis-à-vis de la classe politique. Il est vrai que certaines décisions politiques, comme le note très bien André Duhamel (2003), particulièrement en temps de guerre, posent de graves problèmes de confiance chez le public et cela peut expliquer le cynisme qu'entretient la population envers les politiciens. Toujours est-il que la suite de la réponse offerte par Walzer soulève, sans aucun doute, l'étonnement et l'ambiguïté lorsqu'on réfléchit sur la compatibilité entre morale et politique : « [t]his does not mean that it isn't possible to do the right thing while governing. It means that a particular act of government [...] may be exactly the right thing to do in utilitarian terms and yet leave the man who does it guilty of a moral wrong » (1973, p. 161).

Alors que certains auteurs considèrent « les mains sales » comme un guide pratique permettant aux politiciens, aux décideurs, etc. de se déplacer entre les cadres moraux rigides (particulièrement de l'utilitarisme et du déontologique), nous considérons de notre côté la *situation du type mains sales*, ou au problème *per se*. En d'autres mots, on s'intéresse à ces situations où un agent politique<sup>3</sup> est forcé de faire une action moralement mauvaise en vue de faire un bien à la lumière d'une situation extrêmement complexe. Ces situations, pour le Sud-Africain Stephen de Wijze (2002, 2009, 2012), se fondent sur deux arguments de base. D'abord, lorsque l'agent politique est dans une situation où il n'y a pas de *coût moral nul*, c'est-à-dire, quand l'action comme l'inaction cause un coût

---

<sup>3</sup> Afin de simplifier l'argument, nous utilisons le concept d'agent politique. Ce qui nous intéresse ce sont les individus qui occupent des postes de décisions et dans la continuité de János Kis, lorsque nous parlons de l'agent politique, nous avons en tête le Premier Ministre, le Président, les membres de son cabinet, les leaders politiques et les législateurs importants. En d'autres mots, nous nous intéressons aux *directions* politiques.

moralement significatif<sup>4</sup>. Autrement dit, c'est une situation où les contraintes morales ou politiques engagent l'agent politique à violer une autre considération morale. Ensuite, peu importe l'action qu'entreprend l'agent politique, il aura un *sentiment de culpabilité*, où il se sentira *moralement souillé*. Ces situations soulignent, ainsi, la complexité de nos vies morales où la question « comment doit-on agir? » se trouve à être un conflit moral insoluble que les disciplines, et les acteurs concernés, qui s'intéressent à la morale cherchent à résoudre. De Wijze résume bien la particularité des situations de type mains sales : « what makes genuine dirty hands scenarios so pernicious is that they arise despite our best efforts to prevent them from obtaining, and compromise our moral goodness as a result » (2012, p. 198).

En retenant cette définition, on constate que ces situations contiennent au cœur de leur structure : (1) la violation de règles, de normes, de principes ou de valeurs morales; (2) l'importance morale de ne pas violer ces normes, principes et valeurs, et (3) l'importance des conséquences *politiques* et sociales. Cette relation complexe explique, en partie, pourquoi le problème des mains sales est aussi particulier quand il est en lien avec les événements politiques. En fin de compte, les situations extrêmes (les cas de torture), les attaques brutales (attentat terroriste), sont les situations où se développent le mieux les arguments qui entourent les situations de type mains sales (Walzer, 2004; Tholen, 2013).

Nombreux sont, donc, les observateurs qui s'efforcent de démontrer les conditions nécessaires et suffisantes (de Wijze, 2012, p. 197) pour faire du problème des mains sales

---

<sup>4</sup> C'est le vieux scénario de l'impasse selon lequel on a toujours tort quoi qu'on fasse. De Wijze écrit par exemple : « [a dirty hands approach] highlights the problem of situations structured by a “comple of morality” and consequently ones in which there can be no morally cost-free option for good persons to choose. All actions, and non action, carry unavoidable significant moral costs [...] » (2012, p. 196). Voir également la note en bas de page 7.

un véritable dilemme moral insoluble<sup>5</sup>. Or, ceux qui s'opposent à ce qu'il existe un tel phénomène, ne pensent pas que ce soit un problème nécessairement *insoluble*. Ils considèrent que la complexité du problème n'est en fait qu'une confusion conceptuelle. Bref, la possibilité qu'il puisse y avoir des situations de type mains sales ne fait pas l'unanimité, tant au niveau théorique que sur la réalité de ces phénomènes. Ces derniers chercheront, par exemple, à absorber les tensions de la moralité par ce que Duhamel et J. P. Geise (1989) nomment « les stratégies de purification » (qui sont en fait les théories morales). En dépit de ce débat persistant, aux fins du présent travail, nous considérons le problème des mains sales comme un problème qu'il faut prendre au sérieux et nous remettons en doute toute réconciliation *parfaite* et cohérente entre les arguments abondants des théories morales et la complexité du domaine politique. À notre avis, comme soutiennent Walzer (2003) et Nagel (1983), notre univers moral est moins ordonné que nous sommes prêts à admettre.

En ce qui nous concerne, et de manière plus précise, d'autres auteurs (Weber, French, Dovi) expliquent que le conflit se posant dans le problème des mains sales est, en fait, une tension entre les devoirs, les intérêts, les droits et les engagements de principes qui relèvent de deux sphères d'activité différentes et qui engagent, du point de vue normatif, les individus de façon distincte, étant donné la nature particulière de l'activité en question, dans notre cas de la politique. De là résulterait l'incommensurabilité de deux domaines normatifs, ce qui expliquerait la revendication de l'autonomie de la politique et qui permettrait à l'agent politique d'agir en se référant au cadre moral se référant à son

---

<sup>5</sup> Il faut noter que nous soutenons une version élargie du problème des mains sales. Alors que Walzer entreprend son article en voulant démontrer que les dilemmes moraux existent bien, il déplace son attention vers un dilemme entre normes morales et normes politique. Or, le problème n'est pas uniquement un problème *à l'intérieur* de la morale, mais peut également se présenter de différentes manières (voir 1.2.).

rôle (sans pourtant nier l'existence d'un ordre moral), par exemple. En d'autres mots, le problème des mains sales s'appuie, pour ces auteurs, sur une tension entre la *sphère privée*, qui base sa normativité morale sur l'universel, et la *sphère publique*, qui base sa normativité morale sur la *spécificité* de la politique. D'autres auteurs (Walzer, de Wijze, Sutherland), par contre, refusent qu'il y ait une indépendance de la politique face au jugement moral et exigent de la politique une reddition de compte afin que ses acteurs se plient aux considérations éthiques, ou à la Constitution qui est l'expression juridique des principes moraux. Par conséquent, ce débat a comme élément central *la tension entre la sphère publique et la sphère privée* dans une perspective où les normes morales et politiques sont en relation adversative.

Notre question de recherche cherchera, donc, à comprendre comment s'est théorisée, dans le cadre du problème des mains sales et de sa littérature, la tension entre les sphères publique et privée. Des questions secondaires viendront étayer notre question principale. On peut se demander, ainsi, qu'est-ce qui justifie l'utilisation du couple conceptuel public – privé dans la réflexion portant sur le problème des mains sales? Est-ce que ce couple permet de mieux comprendre l'enjeu et la complexité que l'on retrouve dans le problème des mains sales? On se demande également, pourquoi la tension entre les sphères publique – privée est, avant tout, considérée à partir de la question qui concerne la *dérivation (dervability)* des cadres moraux d'une sphère à l'autre? S'agit-il, plutôt, d'un enjeu qui est en lien avec les rôles que nous avons ou de la *relativité* de notre position lorsque nous désirons évaluer une décision de type mains sales?



En démontrant que le problème des mains sales cultive une réelle tension entre le domaine<sup>6</sup> public et le domaine privé, nous faisons l'hypothèse que le couple conceptuel privé – public est bien opératoire. Cependant, cette tension ne se présente pas aussi clairement qu'une *séparation* des normativités en lien avec des sphères d'activité, mais comme une *distinction* que l'on doit nécessairement attacher à une autre approche. En effet, nous soutenons que les bases permettant une évaluation morale ne sont pas comparatives étant donné que celui qui est hors politique, donc qui est un observateur non directement impliqué dans le processus décisionnel, est dans une position relativement différente de celle de l'agent politique. Par conséquent, il ne peut baser son évaluation morale d'une situation de type mains sales sur les mêmes bases normatives que l'agent politique qui est *dans la situation*.

La présente recherche souhaite contribuer à l'avancement de la réflexion théorique portant sur le problème des mains sales. Pour ce faire, nous désirons souligner les spécificités méthodologiques qui donnent les lignes directrices de notre réflexion. Il faut préciser, d'abord, que notre corpus est notamment nourri par les écrits anglo-saxons. Nous parlons, dans notre cas, d'une littérature provenant surtout des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, et de l'Afrique du Sud. Cela s'explique par le fait que la discussion s'est construite à la suite d'événements particuliers (Viêt Nam, les attentats du 11 septembre 2001, les moyens pour lutter contre le terrorisme, etc.). Nous avons alors rassemblé les articles les plus pertinents d'auteurs qui posent la question générale des rapports entre morale et politique, mais surtout en correspondance avec la possibilité d'un

---

<sup>6</sup> Nous comprenons « domaine » comme un champ d'activités d'une ou des personnes, en ce sens, il est un synonyme de « sphère » qui se définit comme un domaine au sein duquel s'exerce une activité. Ces termes sont ainsi interchangeables.

phénomène de type mains sales. Nous avons, ainsi, remarqué en cours de lecture qu'un autre enjeu était en arrière-fond, celui de la compatibilité morale des sphères publique et privée. Dès lors, nous avons focalisé notre attention sur cet enjeu parce que la littérature ne traite pas cette question directement, mais uniquement comme une question secondaire. Nous avons, ainsi, cherché à organiser le débat au niveau théorique.

Il est important de noter, d'ailleurs, l'appel que nous faisons à un auteur particulier. Nicholas Machiavel est un auteur que l'on ne peut laisser de côté étant donné l'influence du célèbre traité politique *Le Prince*. En soulignant les fondements particuliers de la politique, Machiavel est l'un des premiers à traiter cet enjeu. Ceci étant dit, l'utilisation de Machiavel n'est pas un détour historique. La lecture de son traité nous permet de considérer une réponse à l'enjeu de la dérivabilité dans le couple conceptuel public – privé, mais aussi comme une première *façon* d'étudier le problème des mains sales.

Enfin, malgré le fait que nous donnons des exemples pour expliciter un développement précis des mains sales, le présent mémoire n'est pas, en soi, une analyse de cas. Il s'agit plutôt une analyse théorique des concepts qui nous permettent de donner sens aux approches par lesquelles on peut étudier le problème des mains sales. Ce faisant, nous ne cherchons pas à résoudre le conflit entre la morale et la politique au travers la littérature et nous acceptons le caractère paradoxal et aporétique qui est soutenu dans le débat. Par contre, pour ceux davantage intéressés à l'analyse du problème des mains sales à travers des études de cas, nous les invitons à lire *Conscience and Power : An Examination of Dirty Hands and Political Leadership* (1996), de Stephen A. Garrett. Pour une analyse plus systématique, on peut aussi lire l'article « Target Killing : A “Dirty Hands” analysis » (2009), où Stephen de Wijze examine la politique de l'assassinat ciblé à partir

d'une perspective morale et défend la possibilité, sous certaines circonstances, que cette politique paradoxale peut être à la fois moralement justifiée et moralement répréhensible.

Trois chapitres serviront, en fin de compte, à mettre en lumière nos positions. Dans le premier chapitre, nous abordons comment se présente l'enjeu entourant les domaines public – privé. Nous verrons, alors, que deux manières sont possibles, mais non contradictoires, que nous avons nommé la conception *interne* du problème et la conception *externe* du problème. La première insiste sur le fait que la dualité entre les domaines « privé – public » se vit d'abord à partir de la conscience de l'agent politique, celui qui prend la décision. Nous présentons comment cette approche est associée à un argument sentimentaliste qui soutient que la tension est maintenue étant donné que l'action moralement condamnable est suivie d'une réponse émotionnelle (culpabilité, remord, pollution). En contrepartie, nous verrons par la suite l'importance d'évacuer le dilemme des mains sales étant donné que la décision affecte non seulement l'agent politique, lors de la décision, mais également un tiers. Ainsi, cette nouvelle approche fait intervenir un observateur qui, lui, n'est pas informé par la conscience du politicien. Bref, cela signifie que la dualité, entre la sphère publique et la sphère privée, n'est plus à l'intérieur d'une conscience individuelle, mais est extérieur à lui.

Dans le second chapitre, nous retournons vers la réflexion politique de Nicolas Machiavel, qui est sans nul doute l'auteur le plus cité dans la littérature portant sur les mains sales. Nous désirons, de cette façon, considérer une première manière d'extérioriser le problème des mains sales que l'on peut considérer comme une *séparation radicale* entre deux domaines normatifs, le politique et le moral, qui sont incompatibles. En d'autres mots, chez Machiavel, la politique a son propre système

normatif, alors que le personnel, le monde « ordinaire », est guidé par une morale qui ne cadre pas avec ces nouvelles normes. Nous serons en mesure de saisir à partir de l'acuité de son analyse comment cette séparation des domaines d'activités crée une *division du travail politique et morale*. À cet égard, en deuxième section de chapitre, nous considérons comment cette division force un renversement des priorités à l'intérieur de la réflexion des enjeux en philosophie politique contemporaine, exigeant ainsi de passer d'une solution du problème à partir d'une « politic-first » au lieu d'une « ethic-first politic ».

Au troisième et dernier chapitre, nous désirons présenter une approche du problème de la relation entre le privé et le public qui n'est qu'en arrière-pensée dans la littérature des mains sales (sauf dans un cas, celui de Moran Yemini que nous aborderons dans ce chapitre), mais qui est pourtant bien présente? C'est ce que nous comprenons comme *la distinction du couple conceptuel « privé – public » basé sur une conception de l'évaluation d'une situation de type mains sales*. Dans ce chapitre, nous suggérons que la conception externe du problème des mains sales doit rendre compte de la participation démocratique du public qui est dans la plupart des analyses reléguée en arrière-plan, sauf dans le cas où on veut lui faire partager le fardeau moral (voir 2.2.1.). Alors nous nous demandons, d'une part, dans quelle mesure le citoyen peut évaluer, politiquement et moralement, une décision de type mains sales. Si tel est le cas, est-ce qu'il a la volonté de le faire? D'autre part, nous affirmons que la tension « privé – public » est maintenue étant donné que l'on rencontre deux limites à l'approche évaluative : la première étant liée au problème que pose l'appel aux expériences de pensée pour la *simulation morale*; et la seconde est liée à la *relativité positionnelle* de l'évaluateur.

Notre objectif est dynamiser la réflexion du problème des mains sales en lien avec notre hypothèse à l'effet que l'on peut comprendre le problème des mains sales à travers le cadre d'analyse fourni par le couple conceptuel privé – public. Pour ce faire, il faut changer notre perspective et non plus s'intéresser au problème de conscience de l'agent politique (approche interne), mais en créant une relation entre les citoyens et l'agent politique (approche externe) par l'entremise de l'évaluation.

## Chapitre 1 Le couple conceptuel « privé-public » à la lumière du problème des mains sales

Comme tu tiens à ta pureté, mon petit gars! Comme tu as peur de te salir les mains. Eh bien reste pur! [...] La pureté, c'est une idée de fakir et de moine. Vous autres, les intellectuels, les anarchistes bourgeois, vous en tirez prétexte [de la morale] pour ne rien faire. Ne rien faire, rester immobile, serrer les coudes contre le corps, porter des gants. Moi j'ai les mains sales. Jusqu'aux coudes. Je les ai plongées dans la merde et dans le sang. Et puis après? Est-ce que tu t'imagines que tu peux gouverner innocemment? »

Hoederer dans la pièce *Les mains sales* de Jean-Paul Sartre, 1948, p 247.

Il est à propos, avant de débiter, de donner une définition de ce que nous considérons comme l'enjeu « public – privé » et le lien qu'on en fait avec les enjeux que l'on retrouve dans le problème des mains sales. Nous avons mentionné en introduction que le problème des mains sales semble soutenir un second débat concernant la tension entre deux *domaines* qui puisent leur fondement normatif dans des conditions distinctes. Qu'est-ce que cela veut dire? On peut définir, de manière simple, la tension des domaines « public – privé »<sup>7</sup> comme l'expression d'une dichotomie entre une « personne publique » et une « personne privée ». Le plus souvent dans la littérature des mains sales, on associe le concept de « public » à ce qui dépend du politique et celui de « privé » à ce qui est hors politique, donc dans le contexte de la vie domestique, ou ordinaire. Toutefois, en correspondance avec la moralité d'une action, on retrouve un rapport disharmonieux entre ces deux domaines. Par exemple, certaines pratiques (le droit, la politique)

---

<sup>7</sup> En ce qui concerne la difficulté de théoriser les concepts de public – privé voir l'article d'Hannah F. Pitkin. (1981), « Justice : On Relating Private and Public », *Political Theory*, Vol. 9 No. 3, pp. 327-352.

possèdent un caractère adversatif, c'est-à-dire, qu'elles permettent, à certains moments, à un acteur d'agir de façons qui seraient autrement (donc dans le privé) considérées comme antisociales ou immorales (Turmel, 2013).

En adoptant certaines actions contraires à la morale, par exemple le mensonge, la manipulation, etc., un agent politique peut parfois formuler une justification incompatible avec la moralité ordinaire (privée). Dans ce cas, on comprendre que les domaines public – privé permettent (1) de distinguer les applications morales selon les domaines normatifs distincts et (2) d'évaluer la moralité d'une action à la lumière d'un des domaines. Pour Stanley I. Benn et Gerald F. Gaus :

[p]ublic life tends to be equated with political life, because the idea of political organisation exhausts the understanding of the social whole. What is often called civil society, as distinct from the polity, is then firmly privatised; it is an area which, whatever one's role, it is not like that of a state official, so one ought not to be held accountable for it to society at large (1983, p. 17).

Plus précisément, les concepts « privé » et « public » sont des concepts particuliers au travers desquels les sociétés libérales occidentales s'organisent<sup>8</sup>. Stanley I. Ben et Gerald F. Gaus définissent ces concepts comme des *complex-structured concepts* idéologiquement connectés plutôt que de manière logique, car ils supposent une société laïque dans laquelle les individus se confrontent à l'intérieur d'un État de droit (Benn et Gaus, 1983, p. 25). En effet, les sociétés libérales soutiennent un ensemble de principes et

---

<sup>8</sup> Voir André Duhamel, « *Une éthique sans point de vue moral, la pensée éthique de Bernard Williams* », Presses de l'Université Laval, « Coll. » Mercure du Nord, 2003, 195 p.

Particulièrement la note 7 à la page 100. Il y écrit que « le vocabulaire de cette distinction [public – privé] est riche et varié. La distinction classique associe la liberté (négative) au “privé”, le rôle du (pouvoir) “public” se limitant à la protéger. Les termes contemporains : conception du bien (vie bonne) et principes de justice (vie juste), se sont imposés depuis Rawls et plusieurs soutiennent comme lui une priorité de ceux-ci sur celles-là. D'autres couples conceptuels ont cours : individuel et social (mais le social ne couvre pas tout le politique), caractère et justice (cependant la justice peut être un trait de caractère) ou même vie personnelle et institution impersonnelle. Toutes ces distinctions ne sont pas exactement équivalentes et nous préférons par uniformité retenir les catégories “personnel” et “politique” ».

de valeurs considéré comme fondamental et qui fait la promotion de la protection de l'individu et des droits de la personne. Ainsi, la tradition libérale permet la possibilité de faire une distinction apparente entre ce qui est de l'ordre du privé, et ce qui est de l'ordre du public<sup>9</sup>. Benjamin Constant soulignait déjà cette particularité chez les modernes, où le droit de s'exclure des activités « publiques » permet la création d'un espace individuel (1819).

Les concepts de privé et de public possèdent un caractère normatif qui porte vers une exclusivité mutuelle, donc d'une polarisation entre les deux domaines (Benn et Gaus, 1983, p. 6). En effet, on peut distinguer à l'aide du couple conceptuel les différentes applications possibles des valeurs, des normes. Par contre, la coupure entre ce qui appartient à l'un ou à l'autre n'est pas toujours facile à faire. Par exemple, un agent moral est parfois un individu privé et parfois un citoyen public, bien que l'un n'empêche pas l'autre. Cette conception que nous avons du privé et du public permet non seulement une compréhension de nos sociétés et de nos institutions, mais permet également la régulation de ces mêmes institutions selon les pratiques et les actions. Ils organisent donc l'action dans un environnement social particulier (Ben et Gaus, p. 6). Au niveau pratique, la compréhension que nous avons de la structure de ces concepts nous informe non seulement sur nous-mêmes, mais nous informe également sur les attentes que nous avons envers les autres. En d'autres mots, elle norme et prescrit un comportement, ou une action, que l'on devrait avoir lorsqu'on rationalise une situation précise. Par exemple,

---

<sup>9</sup> Non pas que les autres traditions n'ont pas de distinction entre les deux domaines, mais la richesse des normes morales, des principes juridiques qui protègent les droits fondamentaux sont davantage accentués dans les sociétés libérales.



affirmer qu'une lettre appartient à M. Smith<sup>10</sup> et que cette lettre est *privée*, implique un comportement particulier, un interdit à notre égard d'ouvrir et de lire la lettre. Par contre, cette situation ne peut être comprise que pour un individu qui possède le langage conceptuel correspondant à la « *privacité* » (Benn et Gauss, p. 6). Ainsi, ces connexions sont incorporées dans une culture et dans un langage par des principes de transition (*internal semantic relation*) qui donnent sens à ces concepts.

On peut distinguer les *complex-structured concepts* par des caractéristiques (disponibilité, autorité, etc.) qui prennent forme sous trois dimensions, ce sont des caractéristiques liées à l'accès, aux intérêts, et au statut d'un agent (Benn et Gaus, 1983, pp. 7-11). La première se divise en quatre sous catégories, l'accès physique; l'accès aux activités; l'accès à l'information; l'accès aux ressources. La seconde dimension est liée aux intérêts et se comprend surtout en relation avec l'économie libérale classique, elle concerne alors le statut des individus qui seront mieux, ou moins bien, avec une ressource en question. Par exemple, l'eau, l'électricité, etc. Bref, c'est la réglementation d'une ressource. Finalement, la dimension qui nous intéresse davantage est la dimension qui concerne le statut de l'agent. Dans ce cas, la distinction se fait à la lumière du rôle qu'a un agent. Elle est importante, car elle permet de situer la position de l'agent et surtout, permet de considérer les conséquences de son action. Si son action ne dérive pas d'un mandat officiel, alors il peut utiliser les ressources à sa disposition de manière privée et comme bon lui semble. Alors qu'un fonctionnaire peut faire exactement les mêmes actions avec les mêmes ressources, ce dernier le fait en vertu d'un mandat officiel, de sorte qu'il est responsable de ses actions et doit rendre des comptes de manières différentes que celles

---

<sup>10</sup> Exemple tiré du texte de Benn et Gaus, 1983, p. 6.

du citoyen. En d'autres mots, un fonctionnaire à des droits spéciaux, souvent balisés par la loi, qui contraignent ses actions.

En comprenant le problème des mains sales comme une opposition entre des normativités particulières, c'est-à-dire comme un conflit entre des exigences morales et/ou non morales que l'on ne peut ignorer, une confrontation se détermine alors entre les obligations morales communes, qui gèrent les activités sociales entre les individus, et les obligations morales liées spécifiquement au rôle de l'agent. La confrontation, entre ces exigences normatives, mènera inmanquablement à une impasse morale (Nagel, 1973, p. 91). On doit ainsi, à la lumière de cette conception du problème des mains sales, se demander et chercher à comprendre comment les concepts structurés de manière complexe (*complex-structured concepts*) de « public » et « privé » sont présentés dans la littérature portant sur les décisions de type mains sales.

Intuitivement, on peut considérer que le problème se pose à l'intérieur de la dimension concernant le statut de l'agent car,

public agents are not only officers of the public but private persons, too, with consciences of their own [and] what they perceive as the duties of their office may conflict with the demands of their private morality [...]  
(Benn et Gaus, 1983, p. 10).

Comprendre cette tension nous demande de nous situer dans un univers qui est en relation avec la conscience du décideur et à des conséquences particulières. Par contre, cette conception est en compétition avec une autre approche qui provient de cette même tension, public – privé, mais qui inclut le citoyen dans sa compréhension du problème. Ceci étant dit, la distinction entre les deux approches ne va pas de soi dans la littérature et c'est pourquoi nous voulons exposer dans le présent chapitre deux manières de considérer

la tension entre les *complexe-structured concepts* que nous nommons les approches *interne* et *externe* du problème des mains sales. Ces conceptions, nous les pensons complémentaires, néanmoins, cela ne veut pas dire que cette complémentarité épuise le problème. Non seulement elles amènent une lumière au fait qu'il y a différentes approches afin de traiter cette tension, mais également, redynamise le problème des mains sales sur de nouveaux terrains.

Afin de rendre compte des différentes approches proposées, nous divisons le chapitre en deux parties. La première veut rendre compte de l'utilisation des concepts public et privé comme une tension *interne*, donc dans la conscience du politicien. C'est un conflit exclusif à l'agent politique qui vit un problème de conscience suite à une décision de type mains sales. Le second point vise à comprendre la décision sous une conception plus démocratique des mains sales. En d'autres mots, il s'agit d'*extérioriser* le conflit moral entre les domaines public et privé afin de décentrer les effets d'une telle décision du politicien.

### **1.1. La conception interne du problème des mains sales**

Nous avons souligné en introduction de chapitre qu'une situation de type mains sales engendre une tension nous mettant dans une position inconfortable entre deux normativités. En d'autres mots, une telle situation survient lorsque nous devons violer un principe moral, ou une valeur, pour le bien d'un résultat possédant également un poids moral important (Dovi, 2005, p. 128). Par exemple, un agent politique peut être contre le mensonge, mais dans le but de conserver la sécurité de son pays doit mentir à la

population<sup>11</sup>. Pour Alex Bellamy cela sous-tend l'idée d'une *séparation radicale* entre une éthique relevant du privé et une éthique relevant du public (Bellamy, 2007, p. 512). Alors qu'on reconnaît d'instinct une relation conflictuelle entre les deux éthiques, il n'est pas clair, dans la proposition de Bellamy, de savoir où se situe cette séparation et si elle est nécessairement radicale. En d'autres mots, nous devons définir, d'abord, *qui* fait l'expérience de l'inconfort morale et, par la suite, comment se crée la tension entre les différents engagements moraux<sup>12</sup>.

Dans son article phare, Michael Walzer situe le dilemme à l'intérieur de l'univers moral du décideur politique. En effet, voulant répondre à la question : « est-ce qu'un homme peut faire face un dilemme moral? », il offre son appréciation sur le sujet. Il écrira une argumentation démontrant que les dilemmes moraux sont non seulement possible, mais qu'ils sont plus fréquents et particuliers dans l'action politique (Walzer, 197, p. 162). Cependant, Walzer s'intéresse directement au problème des mains sales d'un point de vue particulier. À juste titre, soutient André Duhamel, le paradoxe requérant un heurt entre la nécessité de l'action politique et l'évaluation des motivations se caractérise, également, par une *autocompréhension* de l'agent. « [C]e conflit de raisons est donc celui éprouvé par le décideur en sa conscience » (Duhamel, 2003, p. 91). Si tel est le cas, il est approprié de constater que la décision politique a un poids moral important différent de celui que l'on retrouve dans l'univers personnel.

Cette manière d'observer le problème des mains sales est caractérisée, dans la littérature, par une approche que nous nommons l'approche *interne*. Interne, car elle s'intéresse

---

<sup>11</sup> Voir l'exemple de Martin Hollis, dans son article 'Dirty Hands' p. 391, sur le massacre de Coventry.

<sup>12</sup> La question de la séparation des éthiques sera davantage étudiée lors des chapitres deux et trois.

d'abord, et presque exclusivement aux angoisses du leader. János Kis résume bien ce point :

The problem of dirty hands is first of all a problem for the agent himself : his dirty-handed act makes him liable to justified remorse; it gives him reasons for trying to explain his act to others, particularly those adversely affected by it [...] (Kis, 2008, p. 283).

On comprend donc ce problème, d'abord et avant tout, comme un conflit normatif à l'intérieur de la conscience (Benn, 1983, p. 109) de l'individu qui doit prendre une décision, et dont les moyens sont condamnables, mais les finalités moralement désirables. En conséquence, voulant comprendre la *séparation radicale* entre la normativité morale publique et la normativité privée, nous considérons *d'abord* le problème des mains sales comme une confrontation entre, d'une part, les capacités d'action d'un agent politique, qui prennent sens dans le domaine public, et d'autres parts, les convictions morales de ce même individu, qui sont issu de son univers privé.

#### **1.1.1. L'agent politique comme être unique**

Pourquoi le problème des mains sales est-il particulier dans le domaine politique? Et surtout, pourquoi discriminer l'agent politique? Ne fait-il pas assez les frais de notre scepticisme et de nos critiques? Nous soutenons que c'est parce que les devoirs moraux et les responsabilités morales prennent un statut particulier lorsqu'ils sont liés à la fonction politique, donc, au rôle qu'a l'agent politique en société.

Les politiciens prennent, en effet, des décisions d'une nature particulière, qui ont un poids moral distinct des décisions prises dans l'intimité de la vie privée. Mais est-ce que cette raison est suffisante pour justifier les actions prises dans des situations de type mains

sales? N'y a-t-il pas un danger de se retrouver face à une argumentation *réaliste* de la politique qui briserait le lien délicat, mais nécessaire, entre la morale et la politique?

#### ***1.1.1.1. Les particularités de la politique et le rôle du politicien***

Nous soutenons que les responsabilités et les devoirs moraux se voient conférer un caractère particulier lorsque liés au rôle de politicien. Ce caractère est lié, plus généralement, aux caractéristiques qui distinguent la politique de toutes autres activités sociales. Trois caractéristiques, mises en évidence par Archard (2008), expliquent la particularité de la politique. D'abord, les enjeux sont plus importants en politique, ce qui fait qu'un secret politique, par exemple, n'équivaut pas au secret dans la vie courante. Ainsi, les décisions de divulguer ou non de l'information, ou de la cacher, affectent plus concrètement la communauté comme un tout. Ensuite, la politique est le lieu du pouvoir, ce qui signifie que les agents politiques ont le monopole légitime de la violence et de ce fait se retrouvent plus souvent que n'importe qui d'autre dans des situations où il est aisé de se salir les mains. En d'autres mots, les événements produisent de nombreuses opportunités, des cas d'urgence par exemple, qui renvoient à une nécessité d'action de la part des agents politiques. De plus, comme ils possèdent le monopole de la violence, ils peuvent se retrouver dans une impasse où l'action, tout comme l'abstention, peut mener à une décision moralement condamnable. Finalement, les politiciens agissent en notre nom. Ils représentent la collectivité et malgré qu'ils puissent le faire pour des raisons purement égoïstes, la politique est une profession, une vocation qui se distingue par ses buts et ses finalités collectives. En somme, les raisons d'agir, dans l'univers politique, sont davantage soumises à une forte normativité utilitariste qui est en relation avec le rôle des leaders politiques. En effet, les leaders politiques prennent des décisions qu'ils

considèrent comme étant dans le meilleur intérêt pour la population, et les conséquences d'un éventuel échec sont si importantes qu'on les suppose capables d'outrepasser certaines règles qui régulent les comportements en temps normal (Benn, 1983, p. 163).

Dans le même ordre d'idée, la politique, pour reprendre les termes de Patrick Turmel (2012), est particulière parce qu'elle possède un caractère *adversatif*. C'est-à-dire, elle permet à l'agent d'agir de façons qui seraient autrement considérées comme antisociales ou immorales. En fin de compte, « [...] [the] politicians have the means, the opportunities and the pressing need on occasion to do what is "morally disagreeable" [...]. Politicians use their political power to pursue various ends, and in the pursuit of those ends wrongs may be done » (Archard, 2008, p. 780).

Ainsi, on doit comprendre que l'agent politique est plus à risque de développer une position adversative entre ses deux « agentivités » parce que la politique est une activité sociale particulière et normée différemment que le domaine privé. En d'autres mots, l'agent politique est également un agent moral, un individu dans le sens privé, capable d'ériger et de réfléchir sur ses obligations morales. Dans ce cas il est possible que les décisions liées à sa fonction entrent en conflit avec ses engagements moraux personnels. Comme le souligne Duhamel (2003), le problème des mains sales est justement la rencontre entre ces deux capacités d'action sur le monde. Par contre, il faut faire attention et ne pas faire de l'agent politique une créature de son rôle (Hollis, 1982, p. 393-394), c'est-à-dire, que l'on ne définit que par ce rôle.

### *1.1.1.2. La conscience du politicien : entre angoisse et culpabilité*

Si on accepte l'idée que la politique est effectivement un domaine particulier, et que le rôle du politicien engage celui qui entre dans des situations où il ne peut éviter une violation de l'ordre moral, nous serions incités de conclure que l'agent politique, agissant au mieux de sa fonction, n'est qu'un héros tragique wébérien qui accomplit les finalités publiques avec les moyens politiques, donc de la puissance et de la violence (Weber, 1919, p. 216). Par contre, selon Walzer, pour que l'agent politique soit suffisamment moral pour la politique, il doit souffrir et sa souffrance se doit d'être exprimée socialement afin que l'on retrouve cet ordre moral perdu (Walzer, p. 178).

L'intérêt que portent Walzer et De Wijze (1994, 2002) sur les sentiments moraux (remord et culpabilité), et sur l'état mental des agents politiques, est pertinent puisqu'ils sont les premiers signes qui font que l'on peut déterminer les situations comme étant de type mains sales. De Wijze écrit, en effet, que « [t]he dirt that adheres to (and is felt by) persons in such situations provides insights into the uniqueness of evil and the nature of its moral residue » (2002, p. 212). Pour récupérer la maxime de Reinhold Niebuhr, qui souligne que la politique est l'arène où la conscience rencontre le pouvoir (Benn, 1983, p. 166), nous dirons que pour Walzer et De Wijze, la conscience du politicien est le lieu où se rencontrent le pouvoir politique et l'évaluation morale des décisions politiques. Cet argument phénoménologique (McConnell, 2014) nous indique, ainsi que l'agent politique est véritablement face à un dilemme, car quelle que soit sa décision il aura une expérience de la culpabilité, ou se sentira moralement souillé.

Cette manière plutôt romantique de considérer la faute indique deux choses, d'abord, que l'agent politique *ressent* un sentiment négatif suite à la violation d'une norme morale, et



ensuite une *reconnaissance* du mal qu'il a fait<sup>13</sup>. Elle sert donc d'indicateur de l'engagement de l'acteur. Par contre, ce sentiment n'est approprié que si l'on pense correctement avoir fait quelque chose de mal. À ce sujet, Suzanne Dovi affirme que la culpabilité promue par Walzer n'offre, en fait, qu'une méthode permettant au politicien, tel un Ponce Pilate, de se laver les mains. Voulant souligner ce défaut, elle soutient que la culpabilité est incapable de préserver à elle seule les conditions nécessaires à l'action morale (Dovi, 2005, p. 11). Dans le même ordre d'idées, Kenneth Howard conteste le rôle de la culpabilité. Selon lui, Walzer traite la culpabilité comme étant innée, comme si elle était la manifestation d'une loi naturelle (Howard, 1977, p. 35).

### **1.1.2. L'agent politique assujetti entre la politique et la morale**

Nous avons affirmé que la tension entre les domaines du public et du privé est possible parce que l'activité politique est particulière et attache l'agent politique à un rôle, ce qui lui donne un caractère adversatif complexe. De plus, nous avons souligné que la décision de type mains sales compromet l'intégrité du politicien, et une compréhension de son action l'amènera à une évaluation pratique et morale de son action (Duhamel, 2003, p. 92). Par contre, une généralisation du problème des mains sales est difficile à cerner parce que les auteurs ne font pas la distinction entre différents types de conflits qui peuvent se produire entre les principes moraux, les valeurs morales et les décisions politiques, selon un cadre particulier (celui de la nécessité). Ainsi, il est nécessaire que le politicien ait une conception mixte de la morale, sans nécessairement traiter ses intuitions

---

<sup>13</sup> Pour une critique distinction du regret et du remord basée sur ces deux éléments (*experimental* et *cognitif*) voir Mcconnell, Terrence, 'Moral Dilemmas', *Stanford Encyclopedia of Philosophy*, Automne 2014, Edward N. Zalta (éd.), '<http://plato.stanford.edu/archives/fall2014/entries/moral-dilemmas/>'

morales comme étant fermées et exclusives aux autres normes ou principes moraux (Nagel, 1983, pp. 91-92).

Une première version de ce problème est soulevée par Kevin DeLapp qui propose des distinctions entre trois « variétés » de mains sales où chacune de ces variétés propose une compréhension différente du problème<sup>14</sup>. Or, les distinctions de DeLapp veulent conserver l'aspect dilemmatique à l'intérieur de la morale. Dans cette section, nous désirons, donc, souligner que le dilemme implique des conflits non seulement entre des valeurs morales, mais également entre des valeurs non morales. Pour ce faire nous voulons démontrer qu'il existe au moins trois sortes de conflits qui expliquent la nature de la relation complexe de la politique et de la morale que l'on retrouve dans la littérature des mains sales<sup>15</sup>. Partant de ce fait, nous concevons, tout comme DeLapp, qu'une particularité du problème des mains sales est non seulement que l'agent politique est dans une position particulière liée à son rôle, mais également qu'il est contraint entre deux domaines qui norment son action : la politique et la morale. Cependant, selon l'importance normative que l'on accorde à l'un ou à l'autre, ces domaines ne contraignent pas l'agent politique de la même manière.

### *1.2.1. Contraint entre exigences politiques et devoirs moraux*

La question plus générale, concernant les rapports entre la morale et la politique, se rapporte sur l'unicité de la morale et peut se formuler ainsi : est-ce qu'il y a une morale

---

<sup>14</sup> Pour ce faire, DeLapp propose d'abord, une situation où l'agent brise des considérations morales pour le bien de considérations compétitives, mais non morales. Ensuite, il propose une situation où un agent renverse une considération morale pour le bien d'une autre considération morale en compétition. Le dernier cas consiste également en un renversement d'une considération morale par une autre, mais cette fois, aucune ne peut en surpasser une autre. Ce cas propose la possibilité de l'incommensurabilité des valeurs. Dans notre analyse, nous traitons différemment les « variétés » et proposons une compréhension variée du problème selon l'importance accordée aux contraintes.

<sup>15</sup> Bien entendu, ce n'est pas un nombre exhaustif, mais nous pouvons aisément faire ressortir ces trois types de dilemme de notre littérature.

qui s'impose sur toutes les activités humaines, individuelles ou collectives, ou est-ce que la politique constitue un domaine qui lui est soustrait étant donné sa particularité (Rémond, 2004, p. 1495)? Nous voulons soulever le fait que l'harmonie que l'on cherche, afin de répondre à cette question, se distingue selon le traitement que l'on fait de chaque domaine en question.

La thèse standard, *pace* Walzer, suggère l'idée que le cœur du problème, ainsi la possibilité d'un dilemme, est la possibilité d'un désaccord qu'il pourrait y avoir entre des principes moraux et la demande d'une réussite de l'action politique, que l'on considère comme ayant une forte correspondance utilitariste. Ce double standard moral – politique situe, en d'autres mots, le politicien entre une nécessité politique d'agir (publique) et une évaluation morale de l'acte qui est personnelle (privée) (Duhamel, p. 91; Thompson, 1987, p.13). Par contre, les exigences de la politique ne sont pas toujours liées aux jugements moraux de l'agent, elles sont donc non morales. Comme le souligne René Rémond, « [s]i c'est l'efficacité et non la moralité qui dicte le jugement sur une politique, c'est parce que la politique obéit à une nécessité supérieure : le salut de la société » (Rémond, p. 1495). C'est, ainsi, la normativité politique, héritée de Machiavel, qui est mise de l'avant.

On retrouve cette première dichotomie dans les exercices de pensée que l'on nomme les scénarios<sup>16</sup> du type « bombe à retardement ». Imaginons, écrit Walzer (1973, p. 166-168.), un politicien qui vient d'être élu et qui se trouve face à une crise nationale, une

---

<sup>16</sup> Walzer propose un autre scénario où un politicien doit faire un marché, en vue de gagner ses élections, avec un *boss* malhonnête et qui concerne le contrat pour la construction d'écoles pour les quatre prochaines années (1973, p. 165-166.) Cependant, le choix de scénarios de bombe à retardement (*ticking bomb scenario*) est le plus populaire et le plus critiqué, car, met l'accent sur la nécessité politique et les situations contraignantes.

guerre coloniale. Bien qu'il n'en soit pas responsable, une de ses promesses électorales était de mettre fin au conflit. Par contre, en se rendant vers la colonie afin d'ouvrir les discussions en vue d'en arriver à un accord, la capitale est aux prises avec des attaques terroristes. La première décision à laquelle le nouveau leader est confronté est d'autoriser la torture d'un chef rebelle afin de connaître l'emplacement de la bombe. Mais cette décision va à l'encontre de ses principes moraux personnels. Ou, deuxième possibilité, ne pas torturer par souci moral et de ce fait laisser mourir des innocents.

En analysant cet exercice de pensée, on retient que la pression politique est extérieure au jugement moral de l'agent politique, et c'est cette distinction qui crée un malaise chez l'agent politique. Anthony Cunningham soutient, à juste titre, qu'une situation du type mains sales ne peut se faire sur un échec de notre part, mais elle est plutôt une situation dans laquelle l'agent politique est poussé et qui menace tout de même son innocence (Cunningham, 1992, p. 240). Cette situation, explique-t-il, ne peut pas non plus apporter de satisfaction au politicien. Même si l'agent n'est pas responsable de la situation dans laquelle il est présent, ses actions et ses conséquences ne doivent pas avoir un effet positif sur sa conscience. Nagel abonde en ce sens dans la conclusion de son article *Guerre et Massacre* lorsqu'il se demande :

que se passerait-il si c'était le monde lui-même, ou les actions de quelqu'un d'autre, qui pouvaient mettre une personne de prime abord innocente en présence d'un choix à effectuer entre des actions moralement abominables, et ne lui laisser aucune issue par où elle pourrait sauver son honneur (Nagel, 1972, p. 92)?

La contrainte politique a ainsi, un poids considérable qui agit sur l'agent et qui le force à entreprendre une action qui ne serait pas demandée en temps normal. L'argument de la raison d'État suggère, par exemple, que l'on peut rationaliser et justifier certaines

pratiques politiques condamnables, comme la torture, afin d'assurer la paix ou la stabilité d'une société. La contrainte politique, dans ce cas, sans pourtant exiger une autonomie dans sa pratique, résiste à la réflexion morale sans pourtant la rejeter complètement et développe un état de nécessité dont la solution appelle à une *realpolitik*. Selon Charles Blattberg, Walzer et Ignatieff formulent, dans cet ordre d'idée, une théorie des mains sales qui permet d'ignorer les théories morales, mais uniquement dans le but de les préserver (Blattberg, 2013, p. 4).

À l'encontre de ce qui vient d'être dit, pour Sharon Sutherland les scénarios des mains sales, présentés sous cette double tension, sont incohérents. Ils ne révèlent aucunement la nature de la politique, si ce n'est du fait que le leader est toujours dans un mode conséquentialiste, et ce, peu importe les situations et les conséquences (1995, p. 485). Arthur Applbaum aborde en ce sens, il affirme que souvent on exagère les bénéfices produits par les institutions adversatives et que même s'il y a des bénéfices, il n'est pas clair comment cela peut justifier le fait de faire un mal (Turmel, 2012).

### ***1.2.2. Contraint entre devoirs moraux et conséquences politiques***

Si l'on considère maintenant le conflit que vit l'agent politique par une approche centrée sur les contraintes morales, on se retrouve à inverser la force normative de la morale, comparativement à celles des exigences politiques. Dans un tel cas, l'agent politique sera appelé à s'imposer (Nagel), ou se faire imposer (Dovi), des limites déontologiques à son action afin d'éviter de se justifier par un pur conséquentialisme. En effet, l'avènement du nucléaire, par exemple, et la possibilité d'une destruction de masse à une échelle impensable par le passé, oblige les agents politiques à s'interroger davantage au plan moral et à chercher de nouveaux critères pour justifier la guerre (Rémond, p. 1499). Ces

limites sont grandement nécessaires, selon Nagel (1983) et Dovi, afin de prohiber les massacres au nom d'un plus grand bien, ou la justification d'un moindre mal.

Nous devons ici souligner une distinction importante entre ce type de conflit et celui présenté dans le dernier point. Il est vrai que l'on retrouve encore, ici, une tension entre deux catégories de raisons morales et non morales. Par contre, il faut noter que dans le premier type de conflit, les contraintes sont extérieures à l'agent politique. En effet, les exigences proprement politiques d'efficacité et de réussite, par exemple, ayant des caractéristiques utilitaristes, s'imposent à lui. Dans ce second conflit, ce sont les obligations morales qui contraignent les actions de l'agent politique. En conséquence, l'attention sera portée sur ce qu'il est permis, ou pas, de *faire* et non pas sur ce qui va ou qui doit se *produire*. Pour reprendre les mots de Nagel, « [l']absolutisme exige que nous *évitons* le meurtre à tout prix, et non pas que nous *l'empêchions* à tout prix ».

Nous avons écrit que pour Nagel (p. 75) et pour Dovi l'absolutisme<sup>17</sup> impose des limites à ce qu'un agent politique peut faire. Pour Nagel, les principes absolutistes soutiennent, d'un côté, des restrictions sur la conduite de la guerre qui ne sont pas totalement militaire et politique, donc basé sur l'utilité, et d'un autre côté, cherchent à nuancer des positions comme le pacifisme, qui soutient que la guerre n'est *jamais* permise (p. 73). Dans cette optique, pour Nagel la guerre est *parfois* justifiable selon deux restrictions (p. 81). D'abord, il y a une classe de personnes envers qui on peut diriger une agression, donc la

---

<sup>17</sup> Nous considérons que Nagel et Dovi comprennent le concept d'absolutisme comme une éthique qui donne une grande importance aux droits et aux devoirs, donc, comme une forme d'absolutisme moral, affirmant qu'il existe des principes, des devoirs ou des normes morales qui ne doivent jamais être violées, et non pas politique. Ceci étant dit, on comprend mal pourquoi Nagel et Dovi ne prend pas le concept de déontologie qui est plus nuancée et qui « se présente comme un ensemble de règles exprimées de façon formelle et explicite et dont la transgression est susceptible de sanction » (Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale, Berthen, p. 474).

première restriction nous exige de définir la cible. Ensuite, des restrictions doivent porter sur la manière dont on peut attaquer, selon la cible qui tombe dans la classe que l'on vient de définir. En combinant ces restrictions, on obtient une limitation absolutiste qui nous exige de définir la cible (soldats, terroristes, civils, etc.) de nos attaques et ce faisant, de prendre les moyens appropriés.

Pour Dovi, cette reconnaissance de l'approche absolutiste comme frontière délimitant ce qui est acceptable, ou pas, vient de la demande de Walzer à identifier les agents politiques moraux par leur disposition à la culpabilité. Par contre, l'importance que l'on accorde à l'identification des politiciens moraux échoue à reconnaître adéquatement l'importance du rôle de l'agent politique qui refuse de se compromettre (qui est absolutiste). Dovi défend, à la lumière de ce fait, une position absolutiste en affirmant que les politiciens, refusant de se salir les mains, donc trop moral pour la politique selon Walzer, sont utiles pour la santé morale d'une société (p. 132). Elle écrit en effet que les

[a]bsolutists play two crucial roles in the life of a moral healthy polity. First, they serve as moral exemplars who, by living out their commitment to moral principles, strengthen other citizen's commitment to their moral beliefs. Second, absolutists can provide political cover that improves the negotiating positions of those who compromise their moral integrity for desirable political ends. In both of these ways, absolutists are of instrumental value to maintaining morally healthy polity (p. 132).

Donc, que ce soit dans le domaine de la méta-éthique, comme chez Nagel, ou au niveau pratique, comme c'est le cas chez Dovi, l'absolutisme ne cherche pas à régler le problème des mains sales, mais plutôt à renforcer la normativité des principes moraux, à la suite de décisions de type mains sales, afin de retrouver la vitalité et la santé morale des démocraties. En effet, Nagel écrit qu'« il est naïf de supposer qu'il y a une solution à tout

problème moral qui puisse se présenter à nous dans le monde » (p. 92), mais cela n'empêche pas les individus d'exiger plus des agents politiques.

Si l'on analyse cette position, on conçoit que la tension entre ce qui relève du privé et ce qui relève du public persiste. En effet, l'agent politique consciencieux de Nagel, malgré le fait qu'il admette les limites de ses actions, doit également admettre les inconvénients de ses actions tant au niveau politique que moral. Quel genre d'agent politique serait-il si tel n'était pas le cas? En d'autres mots, est-ce qu'un politicien qui refuse de manquer à un principe au nom de sa pureté, qui situe les obligations morales au-dessus de toutes conséquences, est plus désirable que celui qui, au contraire, prévoit les conséquences de ses actions et agit en lien avec elles? Sur cette question, Dovi et Nagel restent discrets.

On retrouve, par contre, une telle attitude dans ce que Max Weber définit comme l'*éthique des convictions*. Selon Weber, le partisan de l'éthique de la conviction choisit librement l'action politique à entreprendre tant et aussi longtemps qu'il reste fidèle aux valeurs et aux normes qu'il s'est données. C'est l'obligation envers ces valeurs qui l'encourage à servir ses principes. Ainsi, c'est la cohérence entre les moyens moraux et non pas la finalité politique, aussi morale soit-elle, qui est plus importante (Weber, 1919). Weber définit ainsi cette position comme étant absolutiste parce que si les moyens, en fonction avec la valeur, sont purs, les conséquences n'ont que peu d'importance.

Collectivement par contre, et à un extrême, l'éthique de la conviction est nuisible parce qu'elle repose sur la bonne foi du politicien qui juge du bien et du mal, et qui se retrouve en souverain à décider de ce qui est bien pour autrui. Or, la passion des convictions peut mener aussi bien à un grand mal, à la moralisation de la société qui peut se traduire



comme un plus grand mal. Alors qu'on peut s'imposer des limites quant aux moyens que l'on prend pour certaines actions, il est important de prendre en considération que d'adopter ces limites peut entraîner davantage de souffrance. Dans ce cas, quelqu'un vivant une telle tension se trouve confronté à nouveau au dilemme moral de la politique. Nagel écrit, à juste titre, que les positions *absolutistes* « sont souvent la seule barrière qui se dresse devant l'abîme de l'apologétique utilitariste en faveur du meurtre à grande échelle » (p. 73). Donc, qu'elles sont une limitation du raisonnement utilitariste et non pas un substitut. Par contre, il n'est pas aisé, dans le cas contraire, de justifier le refus d'une action au nom d'un principe moral sachant que la conséquence sera encore plus néfaste que l'action en soi.

### *1.2.3. Contraint entre moralité des effets et moralité des actions*

Si les deux derniers types de conflits semblent être des dilemmes solubles, pour reprendre le langage de Williams, la dernière caractéristique contraignante que l'on retrouve dans la littérature des mains sales est plus laborieuse. Il s'agit de situations où un conflit est généré par des considérations morales exclusives, mais dont aucune obligation n'a le dessus sur l'autre. Williams décrit ces dilemmes comme étant des conflits insolubles, c'est-à-dire, quand deux devoirs, principes, ou valeurs de mêmes forces sont en conflit étant donné leur incommensurabilité (Nagel, 1983, 1991). L'exemple de la bombe à retardement, par exemple, met en opposition le devoir de protéger la population au risque de torturer face à une conséquence moralement désobligeante, qui est de laisser mourir des innocents. L'acceptation de tels dilemmes semble contre-intuitive étant donné que les grands systèmes moraux procurent des stratégies de purification (Duhamel, p.88; Geise, 102-106) qui rendent de tels conflits inconcevables.

Alors que Walzer représente le problème comme un conflit entre la morale et les directives extérieures à celle-ci, à savoir les demandes politiques, Nagel insiste sur le fait que les dilemmes du type mains sales sont un conflit à l'intérieur de la moralité. Pour rendre cette conception du problème intelligible, il insiste sur le fait que le conflit surgit lorsqu'on disjoint l'individu entre la position personnelle et la position impersonnelle Nagel. Il écrit à cet effet en introduction de son livre *Égalité et partialité* (1991, p. 3) que

[t]he latter represents the claims of the collectivity and gives them the force for each individual. If it did not exist, there would be no morality, only the clash, compromise, and occasional convergence of the individual perspectives. It is because a human being does not occupy only his own point of view that each of us is susceptible to the claims of others through private and public morality (Nagel, p. 3-4).

Ainsi, les relations sociales que l'on entretient entre individus, également entre individus et collectivité, dépendent de la balance de ces points de vue que l'on retrouve, d'abord, dans le soi. À la suite de Nagel, nous considérons le choc entre ces points de vue comme étant une condition de possibilité pour que la conception interne du problème des mains sales prenne forme. En d'autres mots, le dilemme est possible si les intuitions morales sont confondues (Yemini, 2014, pp.170-173).

Afin de démontrer que ce conflit est un autre type de contrainte pour l'agent politique, il nous faut démontrer la possibilité d'un conflit entre ces deux points de vue et comment il se produit. Le point de vue impersonnel, d'un côté, est une puissante demande d'impartialité universelle et d'égalité. Le point de vue personnel, d'un autre côté, est plutôt imprégné de motifs et de demandes individuelles, ce qui devient un obstacle à l'atteinte des demandes impartiales (Nagel, 1991, p. 4). Ainsi, dans notre expérience du monde lorsqu'on veut penser nos expériences de manière abstraite, ou simplement en

cherchant l'objectivité scientifiques, on peut s'abstraire de notre personne, on peut se détacher de nos préoccupations, de nos désirs, de nos intérêts, de notre volonté individuelle, etc. On se détache ainsi de *notre* position particulière afin de réfléchir nos relations avec les autres. Cet acte d'abstraction que Nagel nomme le point de vue impersonnel (p. 10) supplante la description individuelle lorsqu'on considère le monde.

Le domaine de l'action politique n'est pas non plus immunisé de cette disjonction ontologique. En effet, les individus ont tendance à encenser un « bon politicien » quand, dans certaines circonstances, il est capable de faire la distinction entre ce qui est de son intérêt privé, donc personnel, et de ce qui est de l'intérêt du public, ce qui est impersonnel. Dans ce cas, sa capacité de séparer ces différents points de vue et les intérêts reliés à ces points de vue lui permettra d'acquérir une objectivité que les gens apprécient chez un agent politique. Par contre, « [l']importance que l'on accorde aux choses ne disparaît pas parce qu'on les considère de manière impersonnelle » (Nagel, 1991, p. 11) et par conséquent les conflits surgissent.

Associé aux sentiments moraux, le point de vue impersonnel nous permet de considérer les choses à partir d'une approche conséquentialiste. Ainsi, quand l'on considère la réalité d'un point de vue impersonnel donc, en considérant toute vie comme étant aussi importante que la nôtre, on donne une importance à ce qui advient à autrui et l'élimination de la souffrance devient une priorité. Nagel écrit que s'il y avait « [u]n être extérieur, puissant bienveillant et dispensant ses bienfaits aux habitants de la planète [il] essaierait probablement d'obtenir le meilleur résultat possible en prenant [d]es mesures impartiales et égalitaires [...] » (p. 13). Par contre, la tradition utilitariste qui nous

demande de devenir « la réalisation de ces valeurs impartiales » (p. 15) ne prend pas assez en considération le point de vue personnel.

Conséquemment à l'incapacité de l'utilitarisme à unir les points de vue, l'élaboration d'une éthique devra prendre en compte des restrictions déontologiques afin de parvenir à ce que Nagel nomme *l'unanimité idéale*. Dans ce cas, « on cherche à considérer la question du point de vue de chaque individu pour parvenir à une forme de motivation que tous pourront partager au lieu de remplacer les perspectives individuelles par une perspective impersonnelle [...] » (p. 15-16). Une raison d'action sera donc kantienne étant donné la nouvelle posture qui nous demande de représenter « ce dont je peux dire que chacun devrait le faire à ma place et, partant, ce que chacun devrait considérer comme étant ce que je dois faire, les choses étant ce qu'elles sont » (p. 17).

La solution de Nagel à face à cette *human duality of perspective* trouve sa solution dans le domaine politique (Yemini, 2014, p. 173). Si son hypothèse est la bonne, les institutions politiques offrent une *externalisation* du heurt psychologique lié aux perspectives étant donné leur capacité à différencier les rôles permettant à chacun de mener une vie collective « qui satisfasse les réquisits impartiaux du point de vue impersonnel tout en adoptant la conduite que l'on peut raisonnablement attendre d'individus obéissant à des motifs personnels forts » (Nagel, 1991, p. 18). En d'autres mots, les institutions permettent une division du travail moral et politique en situant la responsabilité des valeurs impersonnelles entre les mains de l'État, qui lui-même est une institution impersonnelle, tout en laissant les individus vivre une bonne vie sans avoir à se sacrifier. (Yemini, 2014, p. 173-174). Cependant, Nagel est conscient de la difficulté à

réaliser cet idéal parce que les perspectives ne cesseront pas d'entraîner les institutions dans l'un ou l'autre des sens.

Le conflit à l'intérieur de la morale, comme nous avons essayé de souligner, est une autre manière de considérer les contraintes dans lesquelles se trouve l'agent politique qui est dans une situation du genre mains sales. En effet, le problème fait émerger les systèmes moraux comme étant opposés et non complémentaires; en d'autres mots, un système doit nier son concurrent. Alors que Walzer traite le problème comme un conflit entre la moralité et les directives extérieures à celle-ci, Nagel défend l'idée que le conflit est interne à la morale tout en ayant des enjeux et des conséquences politiques. Ce conflit se présente ainsi comme une condition de possibilité pour que l'on prenne le problème des mains sales au sérieux.

## **1.2. La conception externe du problème des mains sales**

Deux éléments se dévoilent dans l'argumentation concernant la culpabilité du politicien. McConnell (2014) soulève deux éléments afin de rendre compte de cette argumentation : l'élément *expérimental* et l'élément *cognitif*. Le premier élément consiste dans le fait que l'agent ressent, donc expérimente, un effet négatif à son action et ce, malgré le fait qu'il n'ait pas d'autre choix. L'utilité de ce sentiment a été traitée dans la première section. Nous désirons, plutôt, amener le second élément un peu plus loin. Celui-ci consiste à l'évaluation que fait l'agent de son action et pour qu'il soit convaincant cet élément doit aussi faire part de l'argumentation de la culpabilité. « The argument assumes that remorse or guilt is appropriate only if the agent believes that he has done something wrong » (McConnell, 2014). En revanche, le fait est qu'il n'est pas toujours le cas qu'un agent politique considère avoir fait quelque chose de mal (Sutherland 1995, 2000) et même si

c'était le cas, l'auto-évaluation ne devrait pas empêcher une évaluation morale externe, donc d'un tiers. Dans cette seconde section, nous soulignerons, dans manière générale, l'importance d'*évacuer* le dilemme moral parce que comme note Kis :

[it] is also a problem for other people. It gives reason to the affected persons for reacting with resentment, for asking for explanation and for demanding rectification, and so on. And it gives reason to unaffected third parties for passing judgement about the act and the agent [...] (Kis, 2008, p. 283).

En d'autres mots, notre approche fait intervenir un autre parti, celui qui est affecté par les décisions de type mains sales et qui subit également les effets de ce type de décision tant au niveau politique que moral.

L'approche externe, comme nous l'avons mentionné, n'est pas en compétition dans le but de remplacer l'approche interne, elle est une compréhension différente de l'enjeu des mains sales, et davantage lorsque l'on traite l'enjeu entourant le conceptuel « public-privé ». En principe, les universitaires (Sutherland, Duhamel, Geise, Thompson, Howard) qui défendent une position externe, quoi que souvent bien malgré eux, soutiennent que l'enjeu des mains sales ne prend pas uniquement place à l'intérieur de l'autocompréhension, donc de l'évaluation qu'a l'agent de son action lorsqu'il viole un principe moral ou une valeur morale. Ils défendent, à la lumière de cette thèse, une conception sociale et démocratique de la décision politique qui n'isole pas le politicien à l'intérieur de sa conscience, mais qui inclut le citoyen dans le débat concernant la justification d'une décision moralement condamnable, mais moralement nécessaire.

André Duhamel, à titre d'exemple, dans son article<sup>18</sup> *Le problème des mains sales et la démocratie politique* font cette distinction. D'une part, il examine le caractère paradoxal des raisons qui justifient les choix du décideur, donc sur les dispositions du décideur lors de l'action politique; c'est ce qu'il nomme « l'approche morale » (Duhamel, p. 86). D'autre part, il souligne que cette approche néglige les dimensions politiques de la décision et c'est pourquoi sa deuxième approche, qu'il nomme « approche politique », examine les mécanismes aux travers lesquels, la décision politique est évaluée (commissions d'enquête, délibération publique) afin de « laver le processus politique du secret et de la tromperie, mais sans garantir sa pureté morale pour autant » (Duhamel, p. 87).

### 1.2.1. L'observateur externe

Notons qu'un problème déterminant de l'approche interne est qu'elle situe, pour la plupart des cas, la population en tant qu'*observatrice externe non impliquée* dans la dynamique « décision-évaluation » et lui octroie une position passive lors de l'évaluation d'une décision moralement condamnable. Comme le souligne Sutherland, le rôle des masses dans le problème des mains sales se limite au nombre de morts que l'on calcule, faisant alors du public « a passive collection of individuals of whom the lone decision maker must save the largest number possible » (1995, p. 483). Ceci étant dit, ce n'est pas une particularité propre à cette approche. Dans cette section il sera question, d'abord, de démontrer que le vocabulaire qui s'opère dans la littérature portant sur les mains sales crée une séparation entre les agents politiques et le reste de la société civile, et par la

---

<sup>18</sup> Un des seuls articles francophones traitant directement sur le problème des mains sales en politique.

suite, nous soulignerons la conséquence qu'a ce langage sur notre compréhension du couple conceptuel privé-public.

#### **1.2.1.1. *Nous et eux***

Il n'est pas inhabituel de constater dans les médias des nouvelles qui rapportent l'inconduite d'agent politique à plusieurs niveaux et cela renforcerait ce que l'on constate depuis quelques années déjà : il y a un certain cynisme dans la population envers les agents politiques (Guay, 2011). Mais en dépit du fait, comme le souligne bien Jean Herman Guay, que la classe politique n'est pas l'unique explication à ce cynisme, il semble que la dichotomie (insinuée à l'intérieur même du couple conceptuel public – privé) entre gouvernants – gouvernés résiste à un certain niveau d'analyse.

En effet, il n'est pas inhabituel de rencontrer dans la littérature des mains sales, et même plus généralement dans les études de philosophie politique et morale, une utilisation des termes *nous* (*us*) et *eux* (*them*) qui maintient un écart entre les agents politiques et les citoyens qui délaissent peu à peu les grands partis et les groupes (Guay, 2011). Dans son article de 1973, par exemple, Walzer entreprend son analyse avec la mise en avant d'une « *opinion communément admise* » qui soutient que *les agents politiques* sont moralement pires que *le reste d'entre nous*. Il défend, ainsi, l'idée que l'on devrait honorer le politicien qui prend des décisions difficiles : « *We should simply honor the man who did bad in order to do good* ». Il défend, par la suite, l'utilité de la punition afin de maintenir l'importance des valeurs morales et l'affirmation que la violation ne doit pas être prise à la légère : « *we would punish him for the bad he has done*<sup>19</sup> » (1973, p. 179). L'utilisation que fait Walzer du langage permet une distinction entre l'agent politique du reste de la

---

<sup>19</sup> Nous soulignons.



société étant donné qu'il a une fonction unique (voir 1.1) et qu'il gouverne sur celle-ci. En conséquence, cette représentation de la politique stabilise les agents politiques face aux autres, autrui étant un ensemble d'agent qui est extérieur aux décisions et, donc, qui ne peut décider ni évaluer une décision étant donné qu'il n'est pas dans le domaine de l'exercice du pouvoir politique.

La citation suivante, de David Archard, est un exemple clair dont le langage des mains sales est teinté par cette disjonction exclusive entre nous (la population) et eux (les agents politiques) et qui laisse penser à une interaction non harmonieuse;

*We demand of our politicians both that they carry the weight of decision-making that leaves *them* with dirty hands [...] and that *they* be of a certain moral character. We wish *them* to be persons who clearly and distinctly recognise the moral « disagreeableness » of what *they* do. *They* must be able to dirty their hands on *our* behalf [...] (Archard, p. 783)<sup>20</sup>.*

De manière approuvée, la réflexion que porte Cécile Hatier dans son article « “Them” and “us” : demonising politicians by moral double standards » va dans le même sens. En effet, elle affirme que l'important écart (*gap*) entre les politiciens et les citoyens est en partie causé par le fait que ces derniers recourent à un double standard moral lorsqu'il s'agit d'exprimer les attentes (morales) envers les agents politiques. Il serait ainsi plus aisé d'accepter les actions moralement condamnables des autres individus (ayant un rôle quelconque) que d'accepter les violations morales des politiciens. Il y a au fond, selon Hatier, un déséquilibre entre les électeurs et les politiciens : les électeurs peuvent critiquer les politiciens, mais les politiciens ne peuvent pas retourner la critique. « Implicitly, a highly Rousseauian logic prevails “the People” are assumed to always be right and infallible » (2012, p. 467). Elle cherche ainsi à atténuer cette demande.

---

<sup>20</sup> Nous soulignons.

« [C]itizen's expectations regarding broken political promises are, in fact too demanding » (2012, p. 467).

Les notions de nous (*we*) et eux (*they*) sont donc importantes parce qu'elles sous-tendent qu'il y a un domaine normatif complètement différent entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, cela disloque les partis et nous engages dans une *face-to-face society*, (Howard 1977, p. 36) qui selon Sutherland « exclude the prospect of the reciprocity between citizens and leaders which arises through the citizen's role in choosing the governors [...] » (Sutherland, 1995, p. 486). Extérioriser le problème des mains sales nous demande ainsi de traiter sérieusement la question de la relation entre les agents politiques et le reste de la société et d'essayer de trouver la source de la relation non harmonieuse entre les parties. Également, elle nous demande de trouver une possible interaction politique et morale entre les différents partis sans pourtant les isoler les uns des autres. Dans le cas contraire, on se retrouve à considérer les agents politiques élus comme des professionnels et la moralité de leurs fonctions ne peut être définie que par ces fonctions mêmes (Hardin, 2004).

#### ***1.2.1.2. Conséquence sur la continuité de la morale***

Quel est donc la conséquence de la *face-to-face society* lorsqu'on cherche à comprendre le couple conceptuel public – privé? C'est sans doute l'acceptation prématurée que l'on se retrouve face à un double standard entre, non seulement les activités inhérentes politiques et les activités extérieures à celles-ci, mais également entre les évaluations morales. Comme le remarque Leslie Griffin, accepter cette conception des mains sales « asserts as well that the *public* realm is subject, by its very nature, to moral regulations different from those of the *private* sphere. Therefore, there are *two* moralities, one for

private life, and one for political life » (Griffin, 1989, p. 41). Compris de cette manière, on fige la notion de ce qui est privé à la société civile et la notion de public s'articulant avec l'organisation de l'État et de ses institutions<sup>21</sup>.

Or, la question dans ce cas est de savoir si la moralité du privé et la moralité du public, s'il existe de telles choses, sont en conflit ou est-il possible de trouver une harmonie entre les deux? C'est ce que Nagel nomme « la question de la nature de la discontinuité entre la moralité individuelle et la moralité publique » (1983, p. 96). Il pose la question suivante : est-ce que la moralité publique et la moralité privée tirent leurs sources normatives de différents endroits ou est-ce qu'il est possible qu'elles découlent de la même source? En d'autres termes, est-ce qu'il existe une continuité entre la moralité privée et la moralité publique (1983, p.98)?

Il y aura dérivation, nous explique Nagel, si on est en mesure d'expliquer les caractères spécifiques de la moralité publique en terme de principes que l'on retrouve déjà présent au niveau de la moralité individuelle (1983, p. 97). Malgré le fait qu'il y ait dérivation, cela n'empêche pas qu'il y ait des exigences morales différentes et cela se manifeste de deux manières. D'une part, les principes généraux pourraient demander à l'action publique d'être soumise à des contraintes supplémentaires, ou dans d'autres cas, ils pourraient relâcher certaines contraintes envers celui qui occupe une fonction publique (1983, p. 97), étant donné que les applications sont différentes. D'autres parts, les principes exigeraient une combinaison entre une plus grande contrainte et un relâchement.

---

<sup>21</sup> On retrouve en économie la thèse que le secteur privé est composé d'organisations qui sont la propriété d'individus privés qui ne font pas partie de l'État. Alors que le secteur public est composé d'organisations qui sont détenues par l'État.

Par contre, s'il n'y a pas dérivation nous ne trouverons pas les fondements de la moralité publique dans la moralité privée, « par conséquent, aux gens qui exercent certaines charges ou fonctions officielles on demande ou on permet de faire des choses qu'on ne peut justifier sur cette base » (1983, p. 97). Cela peut prendre deux formes, écrit Nagel

[i]ls pourraient être soumis à des restrictions dans des domaines où la moralité individuelle n'a pas cours : ainsi, les personnalités publiques pourraient être tenues de se soucier de l'intérêt général plus sérieusement que les simples particuliers. Ou bien on pourrait permettre à ceux qui exercent des charges officielles, ou même exiger d'eux qu'ils fassent des choses qui seraient, du point de vue de la moralité individuelle, inacceptable (1983, p. 97).

Nonobstant cette délimitation entre la moralité publique et la moralité privée, cela ne signifie pas qu'elles sont indépendantes (1983, p. 98). Nagel vient ainsi nuancer la « séparation radicale » soulevée par Archard en affirmant que les moralités peuvent dériver « toutes deux d'une source commune qui aboutissent à des résultats différents quand on les applique à la production de principes directeurs de l'action dans les circonstances extrêmement diverses de la vie privée et de la vie publique » (1983, p. 98).

C'est donc l'application de contraintes générales de la morale à certains types d'actions qui est fondamentale selon Nagel et non pas tant le genre de moralité différenciée par les rôles. Dans le cas contraire, nous aurions à faire à une mécanique qui exigerait l'accomplissement de contraintes dans le privé afin qu'elles puissent trouver écho dans l'activité publique, mais selon Nagel, « il n'y a aucune raison *a priori* de penser que l'éthique à cette structure » (1983, p. 98). Ainsi, les moralités différenciées partagent une même source sans représenter une dérivation. Ce que l'on cherche à rendre intelligible est que l'application des fondements de la morale et les responsabilités changent quand l'on

entre en fonction. Le rôle influence donc cette application de la morale ceci étant dû aux circonstances exceptionnelles que l'on retrouve en particulier dans l'univers politique.

### **1.2.2. Une approche décentrée de l'agent politique**

Mettre en perspective la conception interne du problème des mains sales n'est pas le signe d'une incompréhension de la nature du politique (Sutherland, 1995, 2000), mais permet plutôt d'expliquer pourquoi il y a autant d'incohérence dans les explications lorsque nous voulons considérer le couple conceptuel public – privé comme caractéristique inhérente au problème des mains sales. Nous pensons que ce problème est lié, en particulier, au fait que toute l'attention est portée au conflit interne que vit le politicien entre la moralité de sa vie privée et la moralité liée à sa fonction.

Ceci étant dit, ceux qui dénoncent cette première approche affirment que c'est l'effet de ces gestes sur la démocratie et non pas l'effet sur l'âme de l'agent politique qui doit être vraiment analysé (Sutherland, 1995, p. 481). Le problème des mains sales doit être soumis à un processus de révision offert par les différentes constitutions, qui agissent comme des « structures normatives » (Duhamel, p. 95), parce que la légitimation de tels actes ne devrait pas reposer sur une analyse vague du conflit entre les sentiments de l'agent politique et les devoirs liés à sa fonction. Mais il n'est pas clair, comme le souligne Paul Dumouchel, de savoir pourquoi l'agent politique devrait-il être le seul à payer le prix de son action? « [...] pourquoi, surtout dans une société démocratique, le décideur politique serait-il le seul à en porter l'odieux » (Dumouchel, 2003, p. 282)?

Comme nous allons le présenter dans cette section, le conflit interne que vit le politicien a également des conséquences sur les relations qu'a l'agent politique avec la société. Il est

ainsi possible de réfléchir au problème en n'engageant pas seulement l'agent politique, mais également les citoyens via un partage de la responsabilité de la faute. En effet, ce que l'on nomme les mains sales démocratiques (Howard, 1977; Thompson, 1987; Shugarman, 1999; Duhamel, 2003) se distingue du modèle aristocratique que nous avons présenté dans la première section du chapitre et questionne, d'une part, la part de responsabilité des citoyens, et d'autre part, les relations conflictuelles entre l'agent et la société. En d'autres mots, nous voulons décentrer le problème et y inclure *les autres*, mais sans pour autant produire une évaluation politique détachée de tout aspect moral.

#### ***1.2.2.1. Une saleté qui se partage?***

Il est vrai, et l'article de Duhamel est pertinent à ce sujet, que le problème doit se publiciser dans une société démocratique faute de quoi l'agent politique se présente comme un prince qui n'a de compte à rendre qu'à lui-même (Duhamel, p. 94). Étant donné que la politique est une affaire sociale, l'interprétation et l'évaluation, et même la faute d'une décision salissante, sont des fonctions qui peuvent se partager. Comment dans ce cas est-il possible qu'une faute morale commise par un agent politique pour le bien commun puisse se partager entre ceux qui commettent la faute et ceux qui recueillent les biens faits de cette action moralement condamnable?

Il est clair que le problème des mains sales met en jeu l'équilibre moral de l'agent politique, mais nous devons penser que la légitimité de l'action politique repose également sur le consentement de la population afin qu'il puisse agir, défendre ses intérêts et garantir une forme de sécurité. Comme le souligne Martin Hollis dans son article *Dirty Hands*, l'autorité de l'agent politique dérive du peuple et en tant que

représentant<sup>22</sup>, il exerce le pouvoir pour le bien de son peuple, « [t]hey are *our* agents and their dirty hands are *ours* » (1982, p. 389)<sup>23</sup>. Ainsi, quand le gouvernement représente la population, il est possible qu'il doive se salir les mains et leur saleté devient notre saleté. David Archard écrit que « the etymology of “authorization” indicates [that] the public is the true author of the actions performed by others » (Archard, 2012, p. 781). En d'autres mots, on permet que l'agent politique nous représente, il lui est permis de prendre position en notre nom sans avoir à nous consulter à tout moment.

Reste qu'il est faux de prétendre que la population est impliquée au même niveau que les agents politiques. Ne serait-ce que, parce que ces derniers doivent maintenir un certain niveau de discrétion dans le cadre de leur travail, la population ne peut avoir le même point de vue, ni le même niveau d'information. Il est vrai que maintenir une information assez importante peut se justifier par les conséquences politiques que cela pourrait avoir (Archard, p. 783), mais cela ne veut tout de même pas dire que la population n'est pas complice, c'est tout de même elle qui élit ses représentants. En conséquence, l'octroi d'une autorisation rend complice la population même si ce n'est pas au même degré. Dire le contraire, selon Archard, serait de la mauvaise foi, au sens sartrien du terme<sup>24</sup>, et occasionnerait un problème qui met en opposition les agents politiques et les agents non politiques (Archard, p. 785).

---

<sup>22</sup> Nous ne soutenons pas ici que l'agent politique soit nécessairement dans un régime représentatif, mais plutôt de soutenir que le problème des mains sales peut être un véritable enjeu dans une société qui permet aux citoyens de mandater des élus afin que ces derniers veillent à leurs intérêts. Nous ne voulons, cependant, pas lancer le débat sur la possibilité de situation du genre mains sales dans un régime délibératif.

<sup>23</sup> Tel quel dans le texte.

<sup>24</sup> C'est-à-dire, dans le cas où l'on sait que la politique est un domaine « sale » tout en affirmant que ce n'est pas de notre faute et que nous n'avons pas les mains sales.

Savoir si le public est complice des actions des agents politiques qu'il autorise à le représenter est un enjeu important. Du point de vue d'une réinterprétation du couple conceptuel public – privé, le partage de la faute et la complicité nous permet de reconsidérer le problème des mains sales autrement que comme un affrontement *radical* entre les deux domaines d'activités. Ainsi, notre propos afin comprendre l'importance de l'approche externe est qu'à partir du moment où l'on peut distribuer la faute et la responsabilité morale d'une action, l'agent politique n'est plus le centre de l'analyse et la question de la responsabilité morale doit poser le problème des mains sales sur un plan collectif.

#### ***1.2.2.2. Une approche qui engage***

Sous ce rapport externe au problème, comme nous l'avons mentionné en début de section, il y a opposition face à l'idée que le citoyen soit une entité passive n'ayant pas de réels pouvoirs sur l'évaluation d'une action du genre mains sales. En reprenant la manifestation publique de la faute (Duhamel, 2003, p. 93) à laquelle doit se soumettre le politicien à la suite d'une violation morale, nous voulons permettre une interaction entre le public, qui évolue dans un environnement distinct, et le politicien, qui est soumise à des contraintes particulières de la morale et de la politique. Il est vrai que Walzer laisse une place aux citoyens en faisant de lui le bourreau; « we would punish him » (1973, p. 179) et ce faisant engage le citoyen. Par contre, en ne voulant pas s'engager lui-même dans le détail sur une approche de la punition, Walzer ne nous permet pas de comprendre de manière satisfaisante la nature de cet engagement.

Pour rendre compte de la possibilité de cet engagement, nous devons accepter un modèle participatif de la démocratie (Shugarman, 1994) qui appelle à la transparence, l'ouverture



et la réédition de compte. Contrairement au modèle élitiste, ce modèle rapproche le « nous » et le « eux » au travers d'un dialogue entre agents politiques et citoyens sur une base régulière et non seulement au moment des élections. Shugarman soutient à cet égard qu'opérer sur des principes démocratiques signifie que lorsqu'une action importante est envisagée, « a context of relevant information and the reasons for the plan should be widely disseminated, easily accessible and addressed to the largest possible audience of citizens » (Shugarman, p. 243). Donc, quand une action doit enfreindre un principe moral, les raisons de l'action doivent être considérées après publication (transparence) à la lumière de la justice et de la légitimité à l'intérieur d'une interaction sociale entre les agents politiques et les citoyens. En fin de compte, Shugarman affirme que la démocratie est une relation ouverte et continue entre l'agent politique, tenu de rendre des comptes, et le citoyen qui se doit d'être attentif aux différents programmes publics afin d'influencer les prises de décisions et donc d'avoir une plus grande participation aux affaires publiques.

Qu'est-ce que l'on doit comprendre de l'engagement lorsqu'on est hors de la décision politique? Quelle forme prend-il? Comme nous allons le voir dans le chapitre trois, l'approche externe engage à l'évaluation morale, cependant le défi est de rendre compte de la distinction entre les domaines public et privé sans pourtant les *séparer* parce que, comme nous avons soutenu, être hors politique ne signifie pas que l'on ne peut pas critiquer, discuter, et débattre. De plus, pour que cet engagement soit pertinent, nous devons reconnaître à l'individu est une capacité de rendre un véritable jugement politique ayant une validité universelle. En d'autres mots, le citoyen ne doit pas avoir « une simple

opinion sur une matière politique », mais cette opinion doit avoir « de[s] conséquences pratiques pour le sujet qui forme ce jugement » (Descombes, 1994, p. 132).

À la lumière de ce que nous avons analysé jusqu'ici, force est de constater que le problème de la distance entre la moralité privée et la moralité publique, que laisse entendre le problème des mains sales, peut s'étudier à l'aide de deux approches non pas concurrentes, mais complémentaires. Il serait une erreur de penser que cette distance ne peut se vivre qu'à partir de la conscience, à défaut de quoi nous serions incités à tendre vers une position élitiste, *agent-centered*, de l'agir politique. De plus, il faut considérer la conception interne du problème des mains sales comme étant plus complexe qu'elle ne se pose dans la littérature, compte tenu des contraintes non seulement politiques, mais aussi morales, qui exercent une pression sur l'agent politique et qui l'engage non seulement dans une confrontation entre des principes moraux, mais également entre des principes moraux et des principes non moraux. Enfin, nous considérons la possibilité que la conception externe du problème des mains sales permette également d'étudier l'effet de distance entre les normes politiques face aux normes que l'on place au niveau personnel. Autrement dit, elle permet de discriminer les différentes sphères d'activité sociales, tout en maintenant la relation entre les deux par le partage des responsabilités et par un appel au dialogue entre ceux ayant des rôles différents dans la société, c'est-à-dire, entre ceux ayant des rôles publics et ceux ayant des rôles hors du politique.

Externaliser le problème des mains sales signifie, en définitive, revoir le couple conceptuel public – privé *hors* de la conscience du politicien et étudier le problème des mains sales à l'intérieur de la relation entre les agents politiques et les gens « ordinaires ». Comme nous verrons dans les chapitres deux et trois, la situation de

l'agent politique, comme ayant un rôle particulier, *fait* une différence. Cependant, radicaliser, comme le suggère Archard, cette séparation nous incite à adopter une version réaliste de la politique. Il faut noter que nous ne sommes plus dans la conscience du politicien, mais nous faisons un retour à la logique politique telle que proposée par Machiavel.

## Chapitre 2 La séparation du couple conceptuel « privé-public »

Since Machiavelli gave more thoughtful attention than any other political philosopher to the question how public officials ought to act when circumstances are not ideal, it is natural to turn to his writing for guidance.

Kenneth I. Winston, « Necessity and Choice in Political Ethics: Varieties of Dirty Hands », 1994, p. 38.

Nous avons considéré dans le chapitre précédent que le problème des mains sales semble conduire vers une rupture entre la moralité privée et la moralité publique selon deux modes particuliers. Cependant, bien que ces moralités ne puissent dériver l'une vers l'autre, dans ce cas la moralité publique dérivant de la moralité privée, cela ne signifie pas qu'elles ne tirent pas leurs normes ou principes moraux de la même source. Comme le résume Stephen Garrett, « [t]he public and private realms are indeed different, but that doesn't mean they are totally unconnected » (Garrett, 1994, p. 161). Il appelle alors à réfléchir sur ce qui fait qu'un principe peut être appliqué de façon acceptable (*rightly*) dans la vie publique comparativement à des circonstances domestiques.

On peut se demander ainsi comment penser l'action politique, et l'univers de la politique en général, en comparaison à la vie que l'on décrit comme *ordinaire*? Comment cela se traduit-il dans le problème des mains sales? Et quelle est la conséquence de cette séparation? Une réponse tire son origine de la réflexion politique qu'a faite Machiavel sur l'action politique et sur l'attitude que doit avoir l'agent politique qui veut parvenir à ses finalités. Essentiellement, dans ce chapitre, nous soulignerons, d'abord, comment le problème des mains sales, à la lumière d'une réflexion machiavélique, nous permet de

comprendre le couple conceptuel public – privé, c'est-à-dire non pas comme une *distinction* entre moralités, mais comme une *séparation* entre domaines d'activités. Nous nous demanderons ainsi, suivant le questionnement d'Arthur Applbaum (1999), si les rôles issus de l'activité politique ont une force normative qui leur permet de justifier des actes qui seraient considérés comme immoraux en dehors de ces rôles.

Pour répondre à ces questions, nous considérerons que pour Machiavel la réflexion morale *ordinaire* se distingue de la réflexion politique, étant donné que cette dernière répond à ses propres normes qui exigent ses propres qualités (*virtù*) et n'entretenant pas le même rapport normatif avec la morale, et cette tension est exacerbée lorsqu'une situation d'urgence fait surface. Ensuite, nous verrons qu'en conséquence, cela exige un renversement des priorités des enjeux politiques vis-à-vis des enjeux moraux, et que cela vient consolider l'idée de séparation entre les domaines public et privé, mais sans enlever toute l'importance qu'a la morale dans les activités de la vie sociale. À la fin de ce chapitre, nous serons en mesure de constater que cette première manière de comprendre la conception externe du problème des mains sales est problématique, car elle cherche à éliminer le caractère distinct du problème, et donc à le dissoudre, à travers un argument visant à rendre compte de l'ignorance de l'univers politique et a un refus de donner trop de place à l'élaboration de principes politiques qui ne sont pas « *politics-first* » ou qui sont « *ethic-first* ».

## 2.1. Le problème machiavélien

Écrivant un des traités politiques les plus importants au 16<sup>e</sup> siècle, *Le Prince*, l'Italien Nicolas Machiavel rendait compte d'un des problèmes les plus importants de la philosophie politique qui est celui de la relation entre la morale et la politique. En effet

celui qu'on surnomme le Secrétaire donne un aperçu réfléchi sur l'ambiguïté que peut trouver l'agent politique, en l'occurrence le prince, lorsqu'il essaie de joindre les deux attitudes à l'agir politique. En d'autres mots, Machiavel acceptait l'importance d'être conforme aux *vertus chrétiennes* de l'époque (compassion, intégrité, humanité, etc.), mais comprenait aussi bien que ces mêmes qualités pouvaient mettre en danger les efforts à qui voulait mener convenablement les affaires de l'État. Ainsi, pour connaître le succès politique, le prince se doit d'apprendre un nouvel ensemble de *vertus politiques* (Bellamy, 2006, p. 512), ce que Parrish nomme une « nouvelle éthique » (p. 115-125).

Ce traité politique, écrit comme un miroir des princes<sup>25</sup>, reconnaît de manière originale la politique comme une activité de la vie humaine distincte et non plus comme un simple moyen de se conformer à la volonté de Dieu. Jean Giono écrit, par exemple, qu'« [a]lors qu'au Moyen-Âge on s'appuie sur la chevalerie et la morale chevaleresque, la Renaissance s'efforce de voir les choses telles qu'elles sont et non plus à travers l'illusion chrétienne. Elle va essayer de connaître le monde à l'aide de techniques » (1964, p. ix). Machiavel concevait alors que le succès d'un agent politique provient, d'abord, de sa capacité à séparer ce qui est politique et de ce qui ne l'est pas. Il écrit à ce propos dans la préface du *Prince* :

étant mon intention d'écrire chose profitable à ceux qui les entendront, il m'a semblé plus convenable de suivre la vérité effective de la chose [politique] que son imagination. Plusieurs se sont imaginés des Républiques et des Principautés qui ne furent jamais vues ni connues pour

---

<sup>25</sup> Les miroirs des princes sont un genre littéraire issu du Moyen-Âge ayant été écrit afin de conseiller les princes pour qu'ils règnent selon la volonté de Dieu. Cary Nederman (2014) écrit que « [m]any authors [...] believed that the use of political power was only right ful if it was exercised by a ruler whose personal moral character was strictly vitous. Thus rulers were counseled that if they wanted to succeed – that is, if they desired a long and peaceful reign and aimed to pass their office down to their offspring – they must be sure to behave in accordance with conventional standards of ethical goodness ». Ce sont ainsi des traités d'éthique gouvernementale, Érasme est un auteur que l'on peut associer à ce genre de courant.

vraies. Mais il y a si loin de la sorte qu'on vit à celle selon laquelle on devrait vivre que celui qui laissera ce qui se fait pour cela qui se devrait faire, il apprendra plutôt à se perdre qu'à se conserver [...] (1964, p. 335).

En effet la lecture du *Prince*, tout particulièrement, ne nous entraîne pas dans une conception idéale de la politique, mais dans la vérité effective de la chose (*verità effettuale della cosa*). Machiavel défend, en d'autres mots, un discours de la vérité politique et de son rapport *réel* avec le monde qui ne peut être en communion avec la morale des gens ordinaires.

### 2.1.1. Le conflit entre la morale et la politique

Pour connaître le succès politique, le prince machiavélien doit, au fond, laisser de côté les vertus traditionnelles de la chrétienté et l'idéalisme politique afin d'apprendre à agir de façon contraire à la morale. Parrish écrit que Machiavel « seeks leaders with the moral courage to accept the necessity of doing wrong in order to achieve what is right » (2007, p. 108), ce faisant, le Secrétaire Florentin rompt avec l'art de gouverner de l'époque. Cependant, contrairement à l'opinion communément admise, Machiavel n'est pas un penseur *immoral*, il affirme et reconnaît qu'effectivement, en *temps normal*, la morale est une bonne chose et s'applique très bien avec la vie des gens ordinaires – donc hors politique. Il écrit qu'

[...] il faut noter qu'un Prince, surtout quand il est nouveau [...] ne peut bonnement observer toutes ces conditions par lesquelles on est estimé homme de bien; car il est souvent contraint pour maintenir ses États, d'agir contre sa parole, contre la charité, contre l'humanité, contre la religion. C'est pourquoi il faut qu'il ait l'entendement prêt à tourner selon que les vents de fortune et variations des choses lui commandent, et, comme j'ai déjà dit, *ne s'éloigner pas du bien, s'il peut, mais savoir entrer au mal, s'il y a nécessité*<sup>26</sup> (Machiavel, 1964, p. 342)<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> Nous soulignons.

Machiavel est, pour tout dire, conscient que la capacité d'un prince à œuvrer dans l'univers du politique dépend fortement de sa capacité à *entrer dans le mal*, c'est-à-dire, de renverser l'importance accordée à la politique parallèlement à celle accordée à la morale – nous y reviendrons.

Ceci étant dit, Machiavel avance un argument portant sur la nature de la politique, du *monde* et des individus, ne permettant pas ce maintien de la moralité *ordinaire*, pour cela l'agent politique doit pouvoir *suspendre* la moralité de la vie privée pour avoir les moyens d'affronter les maux du monde. Au chapitre 17, par exemple, il écrit qu'il vaut mieux être cruel et faire régner l'ordre que d'être clément et ne pas se faire respecter. En d'autres mots, idéalement, le prince doit être aimé et craint, mais comme le mariage des deux est impossible, il est plus facile d'être craint. Pourquoi? Parce que les hommes sont ingrats, changeants, dissimulés, lâches, avides (p. 339), et le prince qui s'appuie sur l'amabilité et sur les hommes est perdu. Ailleurs, dans son *Discours sur la première décade de Tite-Live*, il écrit que « quiconque veut fonder un État et lui donner des lois, doit supposer les hommes méchants et toujours prêts à déployer ce caractère de méchanceté toutes les fois qu'ils en trouveront l'occasion » (1978, p. 389). À cet égard, si l'on veut croire en sa bonne foi, il est clair que Machiavel ne dit pas « Prince soyez méchant et immoral », mais qu'« il serait préférable d'être quelqu'un de bien, il est vrai. Par contre, si besoin il est, il faut être en mesure de faire des choses qu'un homme, que l'on considère comme bon, ne ferait pas ». Ceci, parce que les hommes sont de nature méchante et, surtout, lorsqu'il est question d'unité nationale, grand thème de la pensée machiavéienne.

---

<sup>27</sup> Ailleurs, Machiavel écrit « [a]ussi est-il nécessaire qui se veut conserver, qu'il apprenne à pouvoir n'être pas bon, et d'en user ou n'user pas selon la nécessité » (1964, p. 335).



En définitive, et c'est le cœur du *problème machiavélien* (Parrish, 2207), l'agent politique doit être conscient qu'il doit parfois faire des choses terribles afin d'atteindre ses finalités qu'il considère comme bonne (Walzer, 175). Parrish résume bien la réflexion que propose le problème machiavélien,

[t]hus Machiavelli's political theory does not call for the abandonment of traditional framework of moral virtue: instead it preserves those frameworks, at least in parts, while at the same time insisting on the existence and importance of *a different virtue* – an extraordinary virtue – that can when necessary *transcend the claims of ordinary virtue* and morality (Parrish, p. 108)<sup>28</sup>.

Dépasser le cadre traditionnel de la morale et instaurer une nouvelle éthique (Parrish, p. 115-125) requièrent, par voie de conséquence, de l'agent politique qu'il ait une nouvelle relation exclusive entre les domaines de la morale et de la politique s'il veut avoir du succès. Comme explique Demetris Tillyris, « leading a political life is incongruent with leading a morale life » (p. 64).

#### ***2.1.1.1. La primauté de la réflexion politique***

Pour tout dire, au cœur du problème machiavélien on retrouve une *séparation radicale* de l'action politique par rapport aux normes morales qui guident les actions de la vie ordinaire, et cette séparation est importante dans notre compréhension du couple public – privé. Comme nous l'avons souligné, « [l]es vertus du prince seront [...] en réalité distinctes, mais indissociable, des vertus populaires dans cet exercice qui ne peut jamais devenir fondamentalement moral, l'exercice du pouvoir » (Giboin, 2014, p. 75). Le prince doit alors comprendre qu'on ne peut pas pratiquer l'art de gouverner et les vertus de bienveillance, de charité, et d'humanité en même temps.

---

<sup>28</sup> Nous soulignons.

Ainsi, comprendre le monde comme il est, agir à partir de la réalité, demande à celui qui veut entrer dans l'exercice du pouvoir de s'ajuster au monde et non pas imaginer des gouvernements. Giboin exprime bien le rapport antagoniste entre ces deux domaines tels que le comprend Machiavel quand il écrit que de

[d]éfendre la morale et parler au nom de la bonté et de la justice contre le politique, c'est montrer qu'on n'y prend pas au sérieux le problème de la morale. Car si problème il y a, c'est qu'il ne peut être politique de se laisser guider par les seuls principes moraux (2014, p. 77).

Il ajoute que l'opposition au *machiavélisme* « tient à la conviction commune qu'il ne devrait jamais y avoir de compromis sur les valeurs et que c'est là la seule et véritable justification du politique : il doit partout chercher ce qui est moralement juste et acceptable » (2014, p. 77). Mais le véritable problème, et c'est ce que Machiavel a compris, est que la morale ne saurait dicter nos actions *a priori* d'un problème politique (chap. 18). Pareillement, pour Tillyris, le problème machiavélien est alors cette *inflexibilité morale* (2014, p. 64) qui exige une attitude morale dans la conduite des affaires politiques. Ainsi, on retrouve une « *intractable and perpetual conflict between at least two different moral worlds [...] each of which corresponds to two exhaustive and incompatible practices and ways of life, each with its own ends and values* » (2014, p. 64)

Ainsi, on retrouve dans la compréhension du problème machiavélien et à la lecture du *Prince* une prééminence de la politique sur la morale (Giboin, p. 77). Comme nous l'avons souligné à maintes reprises déjà, l'aspect le plus important de la conception de l'action est la capacité pour l'agent politique de faire des choix rationnels (Holler, p. 41) dénués de jugements moraux, donc être en mesure de décider politiquement sans questionner la valeur morale de l'action parce qu' « [o]n peut toujours juger moralement

que les moyens sont mauvais et inacceptables [mais] du point de vue politique, ils ne le sont pas » (Giboin, p. 78).

Giboin et Parrish comprennent que pour Machiavel, réussir en politique demande d'être en mesure de faire la différence entre les deux domaines. Ainsi, la réflexion politique « n'appelle pas le jugement moral » étant donné que « la nécessité peut commander au prince de prendre les choses comme elles sont » (Giboin, p. 79). Cependant, seul l'agent politique peut être justifié par cette *nouvelle éthique*, Parrish écrit que

[f]or Machiavelli, the moral problems attendant upon public life are burdens to be borne by political leaders, *not ordinary citizens* and consequently also the moral privileges of the new political ethic are justified, *not for all*, but only for those morally heroic figures who undertake the necessary evils on behalf of the commonwealth<sup>29</sup> (Parrish, p. 116).

Ce à quoi ajoute Giboin que « [l]a vertu du discours de Machiavel est ainsi de montrer que la question n'est pas d'opposer la morale à la politique – ceci fait seulement partie du jeu politique –, mais d'instruire que la morale n'est pas première par rapport à la politique » (p. 80).

#### ***2.1.1.2. Nécessité et situations politiques exceptionnelles***

La primauté de la réflexion politique au détriment de la morale trouve les forces de sa justification dans *les situations extrêmes* (dans le cas d'attentats ou de guerre). C'est-à-dire, quand le cours normal des choses est perturbé par un événement, un fait, ou quand les conditions de gouvernance idéales sont perturbées. C'est l'appel à la nécessité politique qui exige de l'agent politique qu'il fasse preuve d'une volonté d'agir sur les événements, de faire preuve de contrôle sur les situations exceptionnelles. Herman van

---

<sup>29</sup> Nous soulignons.

Erp écrit que la nécessité politique est « une forme de coercition externe ou d'urgence et, donc, différente de la nécessité morale » (2013, p. 110). Ceci étant dit, pour Giboin, « [l]a nécessité politique exige de tenir compte des choses comme elles sont : les hommes ne se conduisent *pas* comme ils aiment à le croire, *c'est dans leur imagination que la morale prédomine*<sup>30</sup> » (p. 87). C'est alors pour cette raison que dans la réflexion machiavélienne, la nécessité *politique* doit guider les choix qui s'imposent du prince et à ce qui s'impose, il ne s'agit pas de savoir ce qui est bon ou mauvais, mais de reconnaître son aspect *nécessaire* – ou comme écrit Walzer, « la nécessité ne connaît pas de loi » (1999, p. 345).

Machiavel soutient, comme nous avons souligné plus haut, que l'homme qui veut diriger avec succès doit être capable de : « ne [pas] s'éloigner [...] du bien, s'il peut, mais savoir entrer au mal, s'il y a *nécessité*<sup>31</sup> » (p. 342). La nécessité devient ainsi une boussole pratique (Parrish, 2007) qui permet de reconnaître comment agir selon les circonstances sans faire appel aux propriétés morales de bonté ou de cruauté. Faire appel à la nécessité c'est, autrement dit, reconnaître l'aspect exceptionnel de la situation politique. Pour le philosophe italien, étant donné l'ordre du monde – la nature lâche, méchante et vaniteuse de l'homme – l'homme politique doit faire ce qui est nécessaire afin de conserver l'unité nationale. Parrish écrit que la nouvelle éthique machiavélienne

seeks to justify the use of *extraordinary political tactics in that particular, extreme political situation*, because that situation above all others requires strong princely leadership. But it is ultimately the fact that such situation requires the prince to be unusually secure and powerful that justifies his extraordinary moral permission to « maintain his state » in power [...] (Parrish, 2007 118).

---

<sup>30</sup> Tel quel dans le texte.

<sup>31</sup> Nous soulignons

Partant de ce fait, l'urgence, comme la décrit J.-P. Pierron, « inaugure une rupture de rythme » créant une brèche entre la nécessité d'action et la liberté et, qui en même temps, donne une force normative particulière à l'action (2006, p. 114). Cet état des choses *exceptionnel* exige alors des « réorientations pratiques » (2006, p. 114) qui viennent à notre sens figer le couple conceptuel public – privé dans une dichotomie entre ce qui est de l'ordre du politique (donc public) et de ce qui ne l'est pas (privé).

En ce qui concerne notre compréhension de l'urgence, de l'état de nécessité, toujours selon Pierron, deux éléments s'articulent autour d'elle, le temps et un enjeu de principe.

L'urgence présuppose donc une orientation du temps marquée par l'irréversibilité, tel que se positionner à l'égard de l'urgence, en agissant ou en différant, engendrera nécessairement des conséquences irréversibles, qu'elles soient bonnes ou mauvaises (2006, p. 115).

Autrement dit, l'urgence, comme contrainte, impose une action différente des autres normes, que celles que l'on adopte en temps normal. Elle fait, donc, pression de deux manières, par le temps et par la « voie normative de l'essentiel » (2006, p. 115). La première exige l'action rapide, car il y a une perturbation dans le déroulement des choses; elle nous demande, ainsi, de réorganiser nos priorités, de catégoriser. La seconde manière se déroule dans le cadre normatif de l'action; elle « formule alors dans des catégories temporelles une obligation à l'égard de laquelle il n'est pas possible de transiger » (2006, p. 115), par exemple, on redéfinit « l'important »; « le prioritaire »; « l'impératif », etc.

Une réflexion similaire est présente chez Walzer qui reconnaît adroitement que le problème des mains sales se défend mieux lorsqu'on appuie notre argumentation à l'intérieur d'une réflexion de *l'urgence suprême*. Dans son article *Political Action : The Problem of Dirty Hands*, mais particulièrement dans sa monographie *Guerres justes et*

*injustes*, Walzer appuie le développement de sa thèse – la possibilité d’un dilemme moral original en politique – autour de cet état de nécessité. En effet, Walzer reconnaît que l’urgence d’une situation engendrant la peur et l’horreur<sup>32</sup> peut exiger des mesures que les conventions et les principes moraux interdisent (1999, p. 341). Ainsi, il définit l’urgence suprême par deux critères qui se rapprochent de ceux de Pierron soit, l’imminence du danger et la nature de ce danger. Dans ce cas, ces critères ne peuvent être considérés séparément afin de justifier les mesures extraordinaires que la situation impose, car la relation entre ces deux éléments définit le degré d’urgence (p. 342). L’idée d’une attaque imminente n’est pas suffisante selon Walzer, la nature de l’attaque doit également être prise en considération et assez forte, par exemple l’anéantissement d’une nation ou d’une communauté politique, pour arriver à une justification raisonnablement robuste.

La théorie non idéale souligne également l’importance de prendre en considération la situation. Selon cette dernière, il est difficile de réaliser l’idéal moral étant donné l’imperfection des circonstances du monde (Bellamy 2016, p. 6). En ce qui concerne Machiavel, l’idéal délibératif qui encourage la participation et l’échange d’idée est possible en des temps « normaux », mais la possibilité qu’une procédure délibérative fonctionne à l’intérieur d’un *état d’urgence* est difficile à concevoir, et « one of the central features of Machiavelli’s ethical approach is his claim that in certain situations virtue counts as a vice, and vice virtue » (Parrish, 2007, p. 109). Ainsi, ces situations exigent du politicien qu’il s’arrache de la moralité *ordinaire* et qui l’engage dans une approche politique qui réfléchit par elle-même.

---

<sup>32</sup> Walzer soutient que l’expérience du nazisme fût une « menace si radicale contre les valeurs humaines que son imminence constituait sûrement un cas de suprême urgence » (1999, p. 344)

Finalement, Michael Ignatieff nomme le *moment machiavélien* ces situations dans lesquelles « when public necessity requires actions that private ethics and religious values might condemn as unjust and immoral. We call these moments Machiavellian because it was Niccolò Machiavelli's *The Prince*, [...] that first laid bare the moral world of politics and the gulf between private conscience and the demands of public action » (2013). En d'autres mots, la séparation entre ce qui relève du public et ce qui relève du privé engage l'agent politique dans une voie où le succès politique ne peut trouver de justification dans une réflexion purement morale étant donné que cette dernière limite les actions.

### 2.1.2. Les vices des uns, les vertus des autres

Machiavel écrit dans *Le prince* que lorsqu'il est question de succès politique, de conservation du pouvoir et de consolider l'État, les vertus chrétiennes peuvent devenir un vice et les vices des vertus (p. 335). Le prince doit donc être capable d'équilibrer les vertus politiques s'il veut se conserver, être cruel quand le moment l'exige et le contraire au moment opportun. « Selon Machiavel, écrit Giboin, pour le *bon*<sup>33</sup> politique, les vices comme les vertus sont permis selon qu'ils sont utiles ou non à son pouvoir. » Mais afin de maîtriser ces nouvelles vertus, le prince doit se rééduquer (Parrish, p. 109). En d'autres mots, il est clair que pour Machiavel nous pouvons juger qu'une action est une vertu ou un vice selon qu'elle est morale ou pas, mais les actions du prince ne peuvent pas s'évaluer de la même manière, on doit donc opérer un renversement des valeurs qui lui permettra de se conserver et de régner (chap. 17). Comment s'opère alors ce renversement? Pour faire court, la valeur des vices est fondée sur la capacité que possède le prince à conserver le pouvoir, donc sur le succès de rester au pouvoir.

---

<sup>33</sup> Tel quel dans le texte.

Machiavel présente, dans cet ordre d'idées, une vision du pouvoir politique dénuée de toute considération morale et le concept de *virtù* est l'élément central, le concept opératoire qui traduit le mieux sa vision des exigences politique. En effet, le concept de *virtù* remplace la force normative des vertus morales afin de mieux appliquer la nouvelle éthique qui exige une tout autre relation avec le pouvoir. C'est la capacité d'affronter la complexité des événements, la *fortuna*, le caractère incontrôlable des situations. En d'autres mots, la *virtù* est la capacité d'affronter les situations exceptionnelles et réfère « to the range of personal qualities that the prince will find it necessary to acquire in order to “maintain his state” and to “achieve great things” the two standard markers of power for him » (Nederman, 2014). Il ne peut donc plus y avoir d'équivalent entre les vertus ordinaires et la *virtù* au sens propre du terme. La *virtù* suggère également une certaine flexibilité dans l'attitude du prince, soit d'être capable de varier ses conduites non pas à la lumière du bien et du mal, mais selon ce qui lui amène du succès (Tillyris, 2014, p. 64).

Comme nous avons écrit, le « bien » et le « mal<sup>34</sup> » ne sont plus des catégories opératoires pour juger de la moralité (bonne – mauvaise) d'une action. Machiavel déconseille de ce fait même l'absolu, c'est-à-dire le jugement moral d'action purement politique. Au contraire, ce qu'il faut c'est la mesure, l'adaptation, le résultat, le paraître, la simulation, la manipulation, jouer sur les perceptions, etc. En somme, ces vices de la vie courante sont des *excellences*, des qualités qui cadrent dans l'univers politique si elles arrivent à faire conserver le pouvoir au prince. Pour Tillyris, ce sont des réalités du pouvoir qui sont souvent négligées, ce qui fait que la discordance entre morale et

---

<sup>34</sup> Pour une étude approfondie sur le mal dans l'histoire chez Machiavel voir G. Sfez, (2001), « Machiavel et le mal dans l'histoire » *Presse Universitaire de France*, pp. 149-177.



politique « does not just involves an incompatibility of action-guiding prescriptions; it cuts much deeper : it involves an incompatibility of character » (2014, p. 71). Étant donné qu'un agent politique qui entre dans cet univers, du moins l'agent politique expérimenté, sait ce qui l'attend, il est « aware that the life he chose to lead cannot ever be free from conflict, vice and imperfection. Nor it can ever be clean » (2014, p. 73).

Tillyris exprime bien l'enjeu de cette nouvelle approche, « [w]hat is [terrifying] about politics then is that its practitioners subscribe to standards of excellence which are at odds with those of an admirable moral life but which are ultimate » (Tillyris, 2014, p. 64). Cette excellence qui met l'accent sur la capacité du prince à *bien* faire les choses, un bien différent de la bonté chrétienne; bien faire une action politique étant de réussir l'action.

### **2.1.3. La dynamique machiavélienne contre l'interprétation standard du problème des mains sales**

La thèse standard du problème des mains sales<sup>35</sup> suggère, tout comme Machiavel, qu'il existe un désaccord entre la morale ordinaire et la demande d'une réussite de l'action politique. Donc, dans la mesure où l'agent politique veut remplir son rôle, les exigences de la morale ne se dissipent pas complètement. Il s'ensuit, à l'intérieur de cette thèse, un appel à l'argument sentimentaliste que nous avons observé lors du chapitre précédent (1.1.1.). Cet argument affirme que le politicien suffisamment moral pour la politique (Walzer), à la suite de son action moralement condamnable, subira une *perte morale*, et la manière la plus appropriée de répondre à cette perte est soit la culpabilité (Walzer) ou un remord tragique (de Wijze).

---

<sup>35</sup> C'est-à-dire celle soutenue par Walzer, de Wijze et Nagel, Stoker, et autres.

Le problème avec cet argument est qu'il cherche à régler le problème des mains sales en récupérant une certaine innocence que le politicien aurait eue avant l'adoption (*ex ante*) d'une décision de type mains sales. Cette réconciliation avec l'innocence devrait se faire de deux manières, d'abord en faisant l'expérience de la culpabilité, ensuite, en révélant la saleté commise et la souffrance endurée (Tillyris, 2014).

Pour Demetris Tillyris, le cœur de la thèse est clair, elle est cohérente avec la possibilité d'un conflit entre morale et politique. Par contre, cette interprétation standard, qui se veut une critique de l'harmonie des théories déontologique et conséquentialiste, interprète de manière erronée la fragmentation de notre univers moral. Elle suggère, ainsi, une harmonie entre les domaines politique et moral avant (*ex ante*) que le dilemme ne se présente devant l'agent politique, et un retour de l'harmonie à la suite (*ex post*) d'une décision de type mains sales (2014, p. 63). En d'autres mots, la thèse standard prétendant offrir une caractérisation davantage plausible de la réalité morale en reprenant le problème machiavélien, cherche à retourner vers le même idéalisme, la même harmonie morale, qu'elle veut dénoncer (2014, p. 64-69). Or, Tillyris comprend alors cette conception standard comme inadéquate et *statique* (2014, p. 64). C'est-à-dire, elle conçoit le problème des mains sales comme un conflit *momentané*, comme s'il était une anomalie qui vient déranger le courant normal des choses. Ainsi, elle ne rend pas compte de la complexité, et de la fragmentation, de notre univers moral et cela produit une conception des mains sales comme étant une version voilée de l'idéalisme et de l'harmonie morale qu'elle prétend rejeter.

Il est vrai que les deux interprétations du conflit moral et politique (la thèse standard et machiavélienne) opèrent une rupture entre les deux univers. Par contre, une lecture

machiavélienne comprend le conflit comme étant perpétuel, et comprend que l'univers politique n'est pas seulement une question d'activités politiques, mais qu'il est également un mode de vie dans lequel on doit être prêt à cultiver certains vices. Par ce fait, décrire le problème des mains sales comme un « paradoxe of action » n'est pas suffisant afin de comprendre le conflit entre la morale et la politique; « the disharmony between ordinary and political morality cuts deeper than the "static" perspective allows : it does not merely involve an incongruence of action but also an incompatibility of character » (Tillyris, 2014, p. 63).

Ainsi, pour Machiavel, il faut être en mesure de cultiver ces vices et cela est dû au fait qu'on ne peut arrêter le dilemme à un scénario « statique » et momentané. Si un agent politique veut, par exemple, conserver le secret sur un cas de torture, il doit être en mesure de se salir les mains une première fois. Cependant, il doit aussi être en mesure de se salir de nombreuses fois, par la suite, car ces cas ne s'arrêtent pas une fois l'acte terminé. C'est ce que Thompson nomme *doubly dirty hands* (1987, p. 32), donc, c'est lorsqu'un agent politique se salit les mains une première fois, à cause d'une action, et qu'il doit se salir à nouveau les mains afin de maintenir le secret.

En revanche la dynamique machiavélienne, laisse la porte ouverte à l'action et en conséquence, le problème des mains sales devient un phénomène politique continu. En définitive, le problème politique soulevé par Machiavel est un réel conflit insoluble et perpétuel, étant donné que chacun de ces univers a ses pratiques, ses valeurs et ses finalités, et que les normes entre les deux activités s'opposent. La politique de Machiavel suit son propre cours et doit être considérée en ses propres termes, de là l'importance de l'acceptation de la proposition qui affirme que les standards politiques doivent venir de

l'intérieur et non pas d'un point de vue moral qui est extérieur à la pratique politique, donc d'un point de vue moral (Tillyris, 2014, p. 65).

## **2.2. La tradition réaliste en philosophie politique**

Les réflexions de Machiavel sur la relation conflictuelle entre la morale et la politique qui sont centrées sur l'agent (*actor-centered*, voir même *state-centered*) nous amènent naturellement vers une réflexion plus structurée, mieux élaborée et plus systématique que ses propres écrits. Sous ce rapport, nombreux sont les auteurs qui font le pont entre la pensée politique de Machiavel et ladite « école réaliste », mais non pas sous l'angle d'un conflit entre « la conception morale de la conception politique de la “personne” » (Duhamel, p. 102). Mais entre le domaine moral et politique comme institutions porteuses de valeurs. Ainsi, on doit faire sens non plus du conflit personnel (qui est la finalité de l'approche interne), mais du conflit structurel et normatif entre ces deux domaines d'activités de la vie humaine. Quoi qu'il en soit, la question de l'autonomie politique, de la priorité des faits politiques comparativement aux principes moraux, de la conception du pouvoir et de la sécurité, etc. qui trouvent écho dans la pensée du philosophe Italien, refont surface dans le débat contemporain sur la nature du politique et de sa relation avec la morale.

Il est nécessaire de comprendre, par contre, que l'école réaliste n'est pas une théorie unifiée qui est définie par des arguments ou des prémisses majeures. Elle est, d'abord, une approche complexe essentiellement enseignée dans le champ des relations internationales (R.I.) et permet un cadre de réflexion pour comprendre la dynamique propre à la discipline (Loiseau, 2009, p. 3; Rossi et Sleat, 2014, p. 10; Sleat 2016a, pp. 11-12). Néanmoins, c'est une approche qui démontre un scepticisme marqué et qui

est dérivée de nombreux évènements et contextes, par exemple les guerres mondiales, la guerre froide, la course vers l'armement nucléaire, etc. C'est une tradition qui a un désir de comprendre le monde comme il est et les penseurs que l'on définit comme réalistes s'inscrivent dans une volonté, toute machiavélienne, de comprendre le monde et les relations entre les pays et individus non par une utopie, ni par un pur idéalisme, mais par des concepts tels que l'anarchie, la puissance, l'équilibre de la puissance, etc. (Loiseau, pp. 7-9). Pour C.A.J. (Tony) Coady, le réalisme politique « refers both to a particular intellectual school and to a mood amongst many politicians and political commentators » (2008, p. 8). Parmi ceux-ci, on retrouve des auteurs classiques : Thucydide, Saint-Augustin, Machiavel, Hobbes, Weber; et des auteurs plus récents : E.H. Carr, Reinhold Niebuhr, H. Morgenthau, etc.

On peut également considérer l'approche (*néo*) *réaliste* ou le réalisme structurel tel que présenté par l'ouvrage de Kenneth Waltz qui cherche à considérer d'un point de vue scientifique le réalisme tel que présenté par Morgenthau, Niebuhr, etc.<sup>36</sup>. En ce qui nous concerne<sup>37</sup>, nous entrons dans le débat du réalisme en philosophie politique<sup>38</sup> et pas exactement comme on le retrouve en R.I., qui focalise davantage sur la question du pouvoir, de l'équilibre des forces, de l'État comme agent, de l'anarchie et les distinctions

---

<sup>36</sup> Selon Loiseau, l'ouvrage *Theory of International Politics* de Kenneth Waltz (1979) s'impose dans les relations internationales « grâce à la qualité intrinsèque de la théorie néoréaliste qui y est proposée » Waltz réussit donc « à relier l'analyse des relations internationales aux bases dominantes de la science politique aux États-Unis [tout en] formalis[ant] la théorie réaliste et régl[ant] certains problèmes théoriques qui diminuaient la portée explicative du réalisme classique » (p. 9). Par contre, ce n'est pas le but de la présente section d'étaler la différence entre le réalisme classique et le néoréalisme.

<sup>37</sup> En philosophie politique, William Galston souligne les contributions de Stuart Hampshire, John Dunn, Richard Bellamy, Geoffrey Hawthorne, Stephen Elkin, etc. Voir « Realism in Political Theory », 2007.

<sup>38</sup> Il y a une distinction à faire entre la philosophie politique et la théorie politique, mais cette distinction n'est pas vraiment nécessaire pour le travail que nous faisons. Pour lire davantage, voir David, Runciman, (2012) « What is Realistic Political Philosophy? » *Metaphilosophy*, Vol. 43, Nos. 1-2, pp. 58-70.

entre réalisme classique, néoréalisme, réalisme néoclassique, réalisme constructiviste, etc., laissant peu de place au débat concernant la relation de la morale à la politique<sup>39</sup>.

Ceci étant dit, les traditions réalistes et (néo)réalistes ne sont pas totalement séparées de la réflexion qui se pose à l'intérieur de la philosophie politique. D'ailleurs, étant donné qu'il n'y a pas de construction normative et théorique unique à l'approche réaliste, Coady met en évidence cinq caractéristiques qui réunissent les intellectuels et politiciens de ces traditions et qui permettent de faire la rencontre entre le réalisme, le (néo)réalisme et le réalisme en philosophie politique sur le même terrain. Parmi ces caractéristiques on retrouve notamment 1) une opposition à l'idéalisme, en particulier en politique internationale et étrangère; 2) une opposition envers un moralisme excessif, c'est-à-dire le fait de voir des enjeux moraux dans toutes les activités ou dans toutes les actions humaines; 3) une préoccupation pour l'intérêt national comme valeur principale en politique internationale et étrangère; 4) un intérêt envers la stabilité internationale et la sécurité; et 5) une attention particulière au pouvoir politique et à la stabilité de ce pouvoir (2008, p. 12).

Malgré l'importance de la théorie qui tourne autour des enjeux à l'intérieur du réalisme et du (néo)réalisme politique, nous focalisons notre attention, dans cette section, sur la compréhension particulière qu'il y a entre morale et politique. Cette compréhension nous l'avons entreprise dans la présentation de la réflexion machiavélienne, afin de mieux

---

<sup>39</sup> Voir le texte de Matt Sleat « Politics Recovered : On the Revival of Realism in Contemporary Political Theory », 2016, Columbia: Columbia University Press, forthcoming - 2016), afin de comprendre l'importance de comprendre pourquoi le réalisme n'est pas une théorie unique, mais est en fait une « plurality of different forms of realistic approaches to politics » (pp. 11-14).

saisir comment une *approche dualiste* entre le public et le privé se manifeste lorsqu'on adopte une conception externe du problème des mains sales.

Comme nous allons le souligner, pour les tenants d'une philosophie politique réaliste la cible n'est pas la morale *per se*, mais plutôt une « *moralisation* » de la politique (Coady, 2008) qui donne une priorité injustifiée aux considérations morales dans l'explication et dans la justification des actions humaines (Geuss, 2015, p. 3). Comment peut-on alors définir les caractères qui assurent l'autonomie de la politique? À cette question les réponses sont moins accessibles, mais en général « la critique réaliste » appelle à un rejet de l'abstraction morale pour comprendre le politique et à un renversement des priorités entre ce qui est moral et ce qui est politique. Comprendre l'enjeu du réalisme, en philosophie politique, c'est ainsi, comprendre l'enjeu dans *l'effet de distance* (Yemini, p. 174) que l'on retrouve dans la conception externe des mains sales.

### **2.2.1. La critique réaliste pour une autonomie de la politique comme activité humaine distincte**

Comprendre la politique comme une sphère de l'activité humaine autonome de la normativité morale ne va pas de soi. Comme le souligne Benjamin Constant (1819), et par la suite Walzer (1984), le monde prélibéral ne fait pas de distinction entre ce qui est public et ce qui est privé. La société, étant conçue comme un tout organique pouvant être considérée comme une réalité singulière (Walzer, 1984, p. 315). À l'inverse, le monde libéral moderne pratique un « art of separation » (Walzer, 1984, p. 315) qui marque la séparation de ces différents domaines et qui permet un nouveau rapport entre ce qui relève de la morale et ce qui relève de la politique (Constant, 1819, p. 613).

Par contre, il est peut-être exagéré d'affirmer que l'autonomie de la politique implique qu'elle agisse en vase clos avec les autres activités de la vie humaine. Il s'agit plutôt d'affirmer

that there must be *some* space within a theoretical account of politics that can recognise the distinctiveness of the political sphere, that it does have its own character, purposes and means, while also acknowledging that it sits in a series of complex relationships with other human activities (Sleat, 2016b, p. 6).

C'est donc contre un manque de reconnaissance de la distinction que se soulève le réalisme et, de ce fait, rejette une compréhension de la politique qui ne la distingue pas des autres sphères d'activités humaines. Ainsi, la thèse des partisans d'une approche réaliste en philosophie politique dresse une « critique » mettant en perspective ce manque d'autonomie, et cherche à rendre compte de la particularité de l'univers politique, comparativement aux autres sphères d'activité.

#### ***2.2.1.1. La critique réaliste de la philosophie politique***

Alors que Machiavel conseille le prince à dépasser les exigences de la morale, l'approche réaliste cherche à justifier l'autonomie de la politique face à la morale sans toutefois nier l'importance de celle-ci. C'est une tradition qui comprend, comme Machiavel, la place de l'utilité de la morale en société, mais qui refuse l'application d'idéaux moraux *a priori* des contextes politiques extrêmement complexes. Loin d'être un simple pessimisme, il y a une véritable critique, un *style of denial* pour reprendre le terme de Coady, envers les approches normatives de la morale. Plus précisément, le réalisme cherche à combattre le paradigme dominant de la philosophie politique contemporaine « l'accusant d'abstraction, d'idéalisation et de faux universalisme » (Maynard et Worsnip, 2012, p. 1).



Elle veut se défaire des illusions de la philosophie politique et de la morale courante et se présente donc comme une position qui refuse les idéaux, tout en comprenant la place et l'utilité de la morale.

Ainsi, la critique réaliste comme posture d'investigation philosophique est une des caractéristiques importantes et n'est possible que si l'on adopte une position marginale qui remet en cause les réclamations normatives de la morale. Sigwart reprend bien ce point :

[f]rom a realist point of view, political philosophy with, regards to its normative arguments, has primarily a negative function. As a consequence, the positive or construction aspects of political realism as an ethical theory are embedded in its primarily *critical* self-contextualizations and its correspondingly critical theoretical frame of reference (Sigwart, 2013, p. 413).

À cet égard, la critique réaliste veut construire une éthique politique autonome face à la morale politique (Sigwart, p. 413). Les auteurs réalistes sont « unified most clearly in terms of what it rejects » (Maynard et Worsnip, 2012, p. 1). Sleat affirme, par exemple, que malgré le fait que le réalisme « did not offer an alternative normative theory [...] the[y] developed a strong impression that realism is a purely critical mode of political philosophy whose *raison d'être* is merely to tame the wilder moralist or idealist excesses of the neo-Kantianism that Rawls and his followers represented » (Sleat, 2016, p.10). Position qui est consolidée par l'importance accordée à la clarification de la dimension critique du réalisme plutôt que dans l'exploration de son aspect normatif, ou de son « potentiel positif ». Cela a comme effet, un scepticisme lié au fait que le réalisme est capable de faire la transition entre la critique, vers la création d'une pensée politique originale (Sleat, p.10).

Les cibles principales du courant réaliste en philosophie politique sont particulièrement Rawls, Dworkin et Nozick qui proposent un projet libéral où les principes moraux définissent ce qu'est l'idéal d'une constitution de la société (Galston, 2007, p.1), confinant la politique au juridique, dans le cas de Dworkin, à l'administratif ou à la normativité de la morale (Rawls) (2007, p. 2). Par exemple, Archard, sans être un de ces réalistes, écrit que Rawls « understands that a well-ordered society is one in which there is general, if not universal, compliance » (2012, p. 787). Pour Duhamel de son côté « lors du renouveau des théories de la justice [...], Williams se montrera très critique envers le caractère général et abstrait de ces constructions prétendant mesurer la réalité sociale à l'aune de principes moraux justifiés rationnellement » (Duhamel, p. 2003, p. 98). Williams reproche, en effet, à la philosophie politique anglo-saxonne libérale, le manque d'importance accordée aux « éléments concrets d'une société donnée » (Duhamel, p. 98). L'abstraction philosophique doit, de ce fait, accorder une place plus importante à une autre conception de la politique qui fait plus de place à l'histoire et au contexte (Sleat, p. 488). C'est ce que nous entendons par un renversement des priorités et que nous développons dans le prochain point.

### **2.2.2. Pour un renversement des priorités (deux exemples)**

Le débat entre réalisme et morale à l'intérieur la philosophie politique est très complexe et engage de nombreux auteurs ayant des points de vue divers. En revanche, il est possible de faire ressortir un fil conducteur qui se traduisant par un appel à un *renversement* des priorités entre la morale et la politique. Ce renversement souligne un aspect important de la critique d'une « ethic-first politics », qui est la difficulté de l'application des principes moraux normatifs, soi-disant universels, vers des situations

spécifiques de la politique qui est pratique. Il faut noter, par contre, comme le souligne Sleat, que « the most common misinterpretations (or caricatures) of realist thought [is] that it seeks an account of politics cleansed of any normative, and specifically moral, content » (2016, p. 3). C'est-à-dire, qu'une réflexion sérieuse sur la relation entre la morale et la politique ne peut nier l'importance de cette première, mais doit plutôt porter sur la place que doit jouer la morale dans la résolution de problèmes pratiques du politique, donc, sur la façon de comment reprendre cette relation tout en rejetant une *surmoralisation* qui « involves an inappropriate set of emotions or attitudes in making or acting upon moral judgements, or in judging others in the light of moral considerations » (Coady, 2005, p. 17).

Ainsi, pour les réalistes, l'enjeu n'est pas de défendre la priorité de la Justice face au Bien (comme chez Rawls), mais de renverser la relation entre la morale et la politique telle que défendue dans la tradition de la philosophie politique. Comment se présente ce renversement dans la littérature? Afin de répondre à cette question assez large, nous désirons présenter deux exemples de comment l'on peut opérer ce changement de priorité.

#### ***2.2.2.1. Bernard Williams et les demandes légitimes de base (BLD)***

Williams, par exemple, définit deux modèles privilégiés de la théorie politique. D'abord, il présente ce qu'il nomme le « *enactment model* » qui présente la théorie politique comme la formulation de principes, de concepts, d'idéaux, et de valeurs (Williams, 2005, p. 1) et la politique comme étant le moyen de que ces formulations prennent sens dans l'action politique, à travers la persuasion, l'utilisation du pouvoir, etc. Ce modèle pour

Williams est représenté par l'utilitarisme. Ensuite, il présente le modèle structurel (*structural model*) où la théorie propose « moral conditions of co-existence under power, conditions in which power can be justly exercised » (2005, p. 1). Ce modèle se base sur la théorie de la justice de Rawls qui veut définir une société bien ordonnée et une société qui rencontre les aspirations libérales de la justice sociale.

Sans vouloir entrer dans le débat opposant Williams à Rawls, ou dans la distinction entre ces deux modèles présentés, nous considérons que ce qu'il y a d'intéressant dans la réflexion de Williams est la reconnaissance que ces deux modèles affirment la priorité de la morale sur la réflexion proprement politique. Ainsi, Williams reconnaît que « [u]nder the enactment model, politics is (very roughly) the instrument of the moral; under the structural model, morality offers constraints [...] on what politics can rightfully do. In both cases, political theory is something like applied morality » (2005, p. 2). Conséquemment, on doit concevoir la politique comme une branche de la morale et non plus en soi. Williams résume ainsi :

I shall call views that make the moral prior to the political, versions of « political moralism » (PM). PM does not immediately imply much about the style in which political actors should think, but in fact it does tend to have the consequences that they should think, not only in moral terms, but in the moral terms that belong to the political theory itself. It will be familiar how in various way, PM can seek to ground liberalism. I shall try to contrast with PM an approach which gives a greater autonomy to distinctively political thought. This can be called, in relation to a certain tradition « political realism ». Associated with this will be a different approach to liberalism [...] (Williams, pp. 2-3).

Dans ce cas, la première « question politique » selon Williams est celle qui touche à la sécurité : l'État doit être en mesure de garantir la sécurité, la confiance et les conditions de coopération à tous ses sujets. Ainsi, la question de sécurité est la première question

politique et en cherchant des solutions on fait apparaître les conditions de possibilité du libéralisme (2005, p.3). C'est, en d'autres mots, une condition nécessaire de légitimité (LEG). Par contre, elle n'est pas une condition suffisante. Il faut ajouter des demandes de légitimation de base (basic legitimation demand – BLD) pour que la condition soit suffisante. C'est dire que la justification de la légitimité doit rencontrer des demandes de base qui apportent des solutions à la première question politique. Ceci étant dit, et c'est ce qui permet d'affirmer que la position de Williams est réaliste, les BLD doivent se produire à l'intérieur de la politique même et non pas comme étant le reflet d'une demande morale extérieure à la politique (Sleat, 2010, p. 487).

Donc, pour Williams, la LEG en addition avec les BLD offrent un moyen évaluatif proprement politique qui dépasse l'évaluation morale des théories politiques contemporaines (Hall, 2015, p. 466), tout particulièrement celle de Rawls. Comme l'explique Edward Hall, la conception réaliste de Williams n'est pas une *realpolitik*, mais une utilisation distinctive des concepts politiques comme celui du « pouvoir » et de « légitimité » (Hall, 2015, p. 467). Il souligne, par ce fait même, que le « [p]olitical moralism pays insufficient attention to the centrality of answering the first question in realistic terms and, more often than not, forgets the contextual and historically conditioned nature of judgements about what make sense » (2015, p. 468).

Il y a, ainsi, une reprise de la tradition (néo)réaliste qui suggère de ne pas recourir à un point de vue moral comme base politique, mais plutôt de rendre compte de l'existence de caractère politique (sécurité et pouvoir), et de considérer la possibilité d'extraire une normativité consistante à l'activité politique, d'où l'idée de la LEG et des BLD (Hall, p. 468-469). L'idée est donc que la politique comprend sa propre éthique interne qui

permet une légitimité (BLD) que l'on ne peut pas atteindre par des principes moraux extérieurs à la pratique politique. Comme écrit Hall, « [l]egitimacy is not achieved by enacting or respecting a set of external moral principles but is conferred by subjects » (2015, p. 469). Il se crée alors une distinction entre la légitimité politique et le droit moral de gouverner.

#### *2.2.2.2. Raymond Geuss et la théorie politique*

Dans le même ordre d'idées, Raymond Geuss, philosophe contemporain moins bien connu, défend la proposition que la philosophie politique contemporaine crée l'illusion d'une « ethic-first politics » qui cherche à imposer une transition entre les principes généraux de la morale vers des jugements politiques spécifiques. Or, cette transition est trop normative, ainsi qu'abstraite. Elle a, à la base de son raisonnement, une conception de la politique comme étant une application secondaire (pareillement à chez Williams) qui impose ses principes moraux aux situations réelles. Ainsi, en faisant la recension du livre *Philosophy and Real Politics* de Geuss, Michael Bacon soutient que « [t]he ethic-first approach is said to be that of most utilitarians and deliberative democrats, but most significantly of “neo-Kantian” philosophers such as John Rawls and Robert Nozick » (Bacon, 2008, p. 158). Ainsi, Geuss défend une politique qui n'est pas guidée uniquement par les principes moraux normatifs, il écrit :

[...] politics is not exclusively or in the first instance about our individual or collective moral intuitions. Rather than following Rawls's injunction: If you want to think about politics, think first about power [...]. Politics is a craft of skill, and ought to precisely *not*<sup>40</sup> to be analysed, as Plato's Socrates assumes, as the mastery of a set of principles or theories. This does not imply that political agents do not use theories. Rather, part of their skill depends on being able to choose skillfully which models of

---

<sup>40</sup> Tel quel dans le texte.

reality to use in certain context, and to take account of ways in which various theories are limited and ways in which they are useful or fail (Geuss, 2008, p. 97).

Ce faisant, une politique « ethic-first » empêche de penser la politique comme un domaine distinct de l'activité humaine et ne permet pas de développer les outils de réflexion qui permettent de mieux saisir les enjeux réels issus du domaine politique. C'est alors, vers l'analyse de situations politiques réelles, en contexte, vers laquelle le philosophe politique doit se tourner et ainsi développer une conception des enjeux selon une réflexion « *politics-first* ». En d'autres mots, l'application de notions morales abstraites et normatives empêche de comprendre les enjeux réels que l'on retrouve dans le monde et que l'on devrait analyser selon ce qui se présente à nous et non pas le contraire, il doit ainsi s'intéresser à l'action politique et non sur l'application de concept comme le Juste (Sigwart, 2013, p. 416) ou le Bien.

Reprenant la réflexion de Geuss, Hans-Jörg Sigwart (2013) soutient que l'aspect théorique du réalisme est caractérisé par l'importance qu'on accorde à l'application et la résolution des problèmes politiques; par la priorité qu'il veut donner à la normativité politique; par sa compréhension particulière de la légitimité et finalement pas son affirmation que toutes formes d'éthique, du moins en ce qui concerne les questions politiques, sont nécessairement ambivalentes (2013, p. 407). En d'autres mots, le philosophe politique doit s'intéresser à ce qui *est*, plutôt à ce qui devrait être. « Politics does not merely regard the application of ethical principles, but has to be considered as the given *premise* of such principles »<sup>41</sup> (Sigwart, 2015, p. 416).

---

<sup>41</sup> Nous sommes convaincus ici que l'on peut nuancer l'appel à un renversement des priorités par une approche pragmatiste de l'expérience, tel que défendu par le pragmatisme américain. En d'autres mots, il

Cela ne veut pas dire que les principes normatifs de la morale n'ont aucun rôle à jouer, les philosophes devraient trouver une articulation entre ces principes qui fait suite à un contexte politique donné et non l'inverse.

The attempt, écrivent Maynard et Worsnip, by ethic-first theorists to begin with an ethical formula and apply it to political problems, it is argued has resulted in prescription which are variously unworkable, misguided, or irrelevant, and has distorted our understanding of political practice » (2012, p. 1).

En d'autres mots, l'approche « ethic-first politics » brouille la réalité en décontextualisant et en désirant universaliser les principes moraux, et ce, avant même une compréhension du problème politique. Pour Sleat,

« [p]olitical realism must begin with, and rest on, an adequate description of political life<sup>42</sup> ». This has partly taken the form of a *reorientation of focus, turning political philosophy's attention back to the sine quibus non* of politics<sup>43</sup> – order, stability security, and the conditions of co-operation so as both revisit some of politics' most basic and essential theoretical question, as well as to shed new light on more practically pressing issues (Sleat, 2016, p.4).

Donc, « [r]ealism seeks a way of thinking normatively about politics that is suitably sensitive to the conditions and features of the political sphere, with the hope that doing so will provide us with theories befitting the actual practice of politics » (2016, Sleat, p. 5).

En d'autres mots, le réalisme politique cherche à rendre compte des valeurs proprement politiques telles que la justice, la liberté, les droits, l'équité, la tolérance, la démocratie, etc., tel qu'elles se présentent à la réalité politique et non pas à la lumière d'une réflexion *a priori* du contexte ou de la réalité.

---

serait intéressant de faire des liens entre le souci pragmatique d'être proche du concret, du réel, de l'action comparativement aux idées abstraites.

<sup>42</sup> Sleat, citant William Galston, « Realism in Political Theory », The Brookings Institution, 2007, 17 p.

<sup>43</sup> Nous soulignons.



« The realist critique, écrit Sleat, [...] insists that political concepts themselves must be theorized in a manner that is suitably sensitive to honest and comprehensive accounts of what politics is actually like. The real world does not intervene at the level of implementation but of theorization » (2016, p. 6). Il semble alors qu'il y ait une volonté d'unir la pensée réaliste sous des hypothèses permettant une consistance intellectuelle entre la critique et la normativité pratique d'une véritable compréhension de l'univers politique. Finalement, le réalisme considère la politique comme une sphère de l'activité humaine ouverte (Sleat, 2016, p. 19) qui ne peut complètement être gouvernée ni par la raison, ni par la morale.

En guise de conclusion pour ce présent chapitre, notons que les différents penseurs ne forment pas une unité théorique. Cependant, on peut souligner quelques traits qui unissent une philosophie politique réaliste. Sleat résume bien ce que cherche à faire le réalisme :

[i]t is [...] an attempt to recast how we think about politics itself, to recover politics and put it back at the heart of our political thinking [,] a return to a set of very basic but fundamental questions about the very nature of politics and political theory itself : What is politics (2016, pp. 20-21).

Nous constatons, en conséquence, qu'extérioriser le problème des mains sales nous conduit d'abord, et pour ainsi dire intuitivement, à séparer les domaines d'activités humaines de manière à ce qu'elles s'opposent. La séparation des sphères d'activité, comme soutenue dans le réalisme en philosophie politique, produit alors un *effet de distance* entre l'agent politique, qui s'appuie sur une normativité issue de sa fonction publique, et qui prend le dessus sur toute autre forme de normativité (juridique, morale, ou autre), et ceux extérieurs à cette normativité qui s'appuient sur une morale *ordinaire*,

ou conventionnelle. De cet *effet de distance* peut aussi bien s'expliquer le scepticisme des individus hors de cette « moralité publique », ayant comme effet que « les véhicules collectifs sont boudés » et que « [l]a société est considérée par plusieurs comme le nouvel espace démocratique, l'envers de l'État » (Guay, 2011).

Nous pensons que le rôle fait effectivement une différence, on ne peut pas extrapoler une valeur morale, ou un principe moral, vers un cas proprement politique, ou d'un point de vue plus général. De même, on ne peut suggérer un principe premier pour la société idéale sans prendre en considération le contexte de toutes décisions et d'actions, ainsi que les demandes politiques, d'abord, comme semble suggérer Rawls, par exemple. Cependant, il faut comprendre qu'une séparation radicale de la réflexion morale et de la réflexion morale est également un danger. On aurait davantage l'occasion de justifier la saleté, l'immoralité d'une action, par une justification purement politique et qui incitera toujours à régler la décision moralement condamnable au travers d'arguments telle que : le nécessaire, l'exceptionnel, au point où l'évaluation morale n'a plus de place dans la réflexion politique.

### Chapitre 3 Le couple conceptuel « privé-public » à la lumière d'une conception évaluative du problème des mains sales

I believe it may be possible for a person (politician) acting in such situations not to believe herself to be guilty, and still be a moral person. A more relevant criterion for judgment is, I think, whether such person is capable of understanding why in the eyes of other people—or society as a whole—she may still be considered to have done a moral wrong.

Moran Yemini, « Conflictual Moralities Ethical Torture : Revisiting the Problem of Dirty Hands », 2013, p. 177.

Nous avons considéré, lors du précédent chapitre, une première façon d'extérioriser l'enjeu public – privé. Nous avons constaté que cette première approche engage vers une *séparation radicale* de la moralité basée sur une différenciation des rôles donc, dans notre cas, vers une séparation formelle entre le monde de la politique et le monde des individus « ordinaires », c'est-à-dire hors politique. Or, cette approche dualiste a tendance à isoler l'agent politique du reste de la société, et à causer ce que nous avons nommé un *effet de distance* entre les deux domaines (politique et morale), ainsi que dans les deux mondes (politique et hors politique).

Cette façon d'externaliser le problème et de comprendre le couple conceptuel public – privé est problématique, car elle laisse peu de place à l'*observateur non impliqué* (donc le citoyen), et le cantonne à une position de spectateur passif sans vraiment lui attribuer un rôle à jouer. Sutherland écrit, par exemple : « the role of the masses in a dirty hands problem is as the body count : the public is a passive collection of individuals of whom the lone decision maker must save the largest number possible » (1995, p. 483). Cela ayant comme conséquence une solidification de la thèse machiavélienne soutenant une

séparation entre le politique et le personnel<sup>44</sup>. Cependant, quand est-il lorsqu'on refuse une telle position radicale? Est-il possible de trouver une position médiane nous permettant de dynamiser l'implication des personnes qui porte un jugement sur l'action, une continuité, entre l'ordre politique et la vie privée individuelle (Duhamel, 2003b, p. 101), tout en maintenant l'aspect particulier de l'univers politique? Nous le pensons.

Nous avons soutenu, dans la deuxième section du chapitre 1 (1.2.2.2), que la conception externe du problème des mains sales doit rendre compte de la participation réelle du public démocratique lors d'une situation mains sales qui se résume davantage qu'aux simples élections. Nous avons, par ce fait même, soutenu une conception du problème qui rapproche les deux univers dans un dialogue dynamique, mais pas nécessairement sous l'angle des *mains sales démocratiques* (Hollis, Archard)<sup>45</sup>, donc sous l'angle du consentement et de la culpabilité distribuée. Subséquemment, la question de l'engagement citoyen pose la question de l'enjeu de l'évaluation d'une décision de type mains sales. Autrement dit, nous nous demandons si le citoyen a la capacité d'évaluer une décision du type mains sales, non seulement au niveau politique, mais également moral, et si cette évaluation a la même force que l'évaluation de l'agent politique? Si tel est le cas, dans quelle mesure peut-il le faire et est-ce qu'il en a les moyens? À ce sujet, la littérature portant exclusivement sur le problème des mains sales ne propose pas directement de réponse, mais à partir de réflexion exploratoire, nous allons essayer de brosser certaines questions et certaines limites afin de faire avancer le questionnement.

---

<sup>44</sup> Voir note 1.

<sup>45</sup> Il est vrai que nous pouvons reprendre cet enjeu du dialogue dynamique à la lumière d'une lecture sérieuse des écrits de John Dewey (sur la participation des citoyens), ou de Jürgen Habermas (sur la discussion publique), qui traitent tous deux de la participation des individus à l'action collective, mais ce serait dévier de ce que nous présente la littérature portant spécifiquement sur le problème des mains sales.

Dans un premier temps, nous allons considérer dans ce chapitre comment se présente, ou comment ne se présente pas, la possibilité d'une évaluation d'une décision de type mains sales dans la littérature sur les mains sales et quels en sont les principaux enjeux. En particulier, nous considérerons la capacité ou l'intérêt du citoyen à s'engager dans un processus qui évalue politiquement et moralement une décision de type mains sales, et à ce qui doit être l'objet de son évaluation. Dans un deuxième temps, en reprenant l'analyse que porte Moran Yemini sur le problème – suggérant que la distinction fournie par le couple conceptuel public – privé est entretenue étant donné que l'observateur non impliqué est dans une position évaluative différente de l'agent politique et de ce fait, ni l'un ni l'autre ne peuvent développer une vision du monde complète – nous soulignerons quelles sont les limites de cette seconde manière d'extérioriser l'enjeu privé – public enchâssé dans le problème des mains sales<sup>46</sup>.

### 3.1. L'évaluation d'une action du type mains sales

Dans son article « Representing Ignorance », Russell Hardin commence son introduction en affirmant que si l'on désire évaluer la moralité de nos élus, nous devons comprendre les rouages de leurs métiers. Il écrit :

[i]f we wish to assess the morality of elected officials, we must understand their function as our representatives and then infer how they can fulfill this function. I propose to treat the class of elected officials as a profession, so that their morality is a role morality and it is functionally determined. If we conceive the role morality of legislators to be analogous to the ethics of other professions, then this morality must be functionally defined by the purpose that legislators are to fulfill once in office. (2004, p. 76).

---

<sup>46</sup> Il nous faut noter que cette seconde partie sera plus brève étant donné que Yémini est lui aussi dans une position exploratoire, mais nous pouvons faire ressortir des points importants issus de la littérature que nous avons parcourue et qui pourtant a été ignorée par Yémini.

Deux points se démarquent dans ce que souligne Hardin, d'abord, il exprime un désir d'évaluer (*assess*) la moralité des agents politiques que nous avons élus, et par la suite le devoir (*we must*) de comprendre le rôle de l'agent public dans ses fonctions en tant que représentant de la société. Nous posons ainsi la question : le citoyen est-il en mesure d'évaluer une décision de type mains sales alors que ces décisions sont attachées à un rôle et donc à un statut qui est particulier?

On comprend que pour Hardin, les obligations morales sont liées à un rôle particulier et ce lien pourrait biaiser notre compréhension des actions politiques, ceci étant dit, ce que nous désirons comprendre dans cette première partie est le lien entre la capacité des citoyens à comprendre le rôle de l'agent public et ce que l'on doit prendre en considération lors d'une situation de type mains sales. À la suite de quoi, on questionne ce qui devrait être le centre de l'évaluation, l'acte en tant que tel ou l'agent en soi?

### 3.1.1. La capacité du citoyen

Lorsqu'on se pose la question sur la capacité du citoyen à évaluer une situation aussi difficile, complexe et aussi rare qu'une situation de type mains sales, deux réponses peuvent prendre forme<sup>47</sup>.

En effet, on pourrait affirmer dans un premier temps, avec Walter Lippmann, que le citoyen n'est pas vraiment intéressé à la chose publique et que ce sont d'abord et avant tout ses intérêts personnels qui l'engagent dans l'accord ou le désaccord d'une politique. Ou encore, que le *citoyen omniscient* est un idéal démocratique qui n'est pas atteignable et les enjeux beaucoup trop amples pour qu'il soit en mesure d'acquiescer une

---

<sup>47</sup> Il faut noter que la littérature des mains sales n'aborde pas directement cette question et à certain endroit semble considérer *a priori* qu'il en est capable.

compréhension ne serait-ce que globale de la situation<sup>48</sup>. Hardin affirme que « [t]his problem is severely complicated by the nature of democratic choice and participation in a modern, complex society. A central problem of democratic theory for such a society is the general *political ignorance of the citizens*<sup>49</sup> » (2004, p. 76). Le paradigme proposé par Lippmann, et dans une certaine mesure par Hardin, est de régler le problème par une démocratie représentative permettant aux citoyens de déléguer ses pouvoirs, tout en permettant aux agents politiques « a margin of discretion » (Kis, p. 201). Le gouvernement devient alors un appareil composé de hauts responsables qui gèrent l'État comme une société ou une corporation. Lippmann écrit :

[g]overnment, in the long intervals between elections, is carried on by politicians, officeholders and influential men who make settlements with other politicians, officeholders and influential men. The mass of people see these settlements, judge them, and affect them only now and then. (1922, p. 69).

Autrement dit, aux élections. Hardin soutient alors, que pour des gens comme Lippmann (Schumpeter et Burke), l'impression que le vote ne change absolument rien, liés aux coûts de la connaissance (*costs of knowing*) portant sur le fonctionnement des agents politiques comme les gouvernements, non seulement augmente le cynisme des citoyens, mais ne les encouragent pas à s'impliquer davantage dans le processus démocratique (Hardin, 2002, 2004). Il écrit « it is the lack of incentive to vote that makes knowledge of how to vote well virtually useless, so that mastering such knowledge violates the pragmatic understanding of knowledge » (2004, p. 79). Cette ignorance des citoyens vient donc, selon Hardin, biaiser leur capacité de jugement (dans le sens d'évaluation) étant donné que lorsqu'une situation se présente, ils ont tendance à former leur jugement

---

<sup>48</sup> À ce sujet voir Walter Lippmann, « *The Phantom Public* », 1992.

<sup>49</sup> Nous soulignons.

selon leur capacité ou leur penchant politique (p. 80). En résumé, « [o]ne might assert a role morality, but the voters are unlikely to be concerned with it, except perhaps when a representative is grossly out of line » (Hardin, 2004, p. 94).

Par contre, adopter de telles propositions nous ramène vers le paradigme de la *division du travail* politique et morale et consolide, finalement, la séparation des univers public – privé. En conséquence, nous chercherons, comme Machiavel et l'argument du réalisme contemporain, une moralité déterminée par les fonctions (Hardin, 2004, p. 93), comparativement à une simple application de la morale conventionnelle aux rôles des représentants. Ceci ne règle tout de même pas le problème. Archard (2012) écrit en ce sens que « [t]he problem is not a denial that politics is dirty but a denial that those who are not politicians are sullied » et plus loin que « [n]ot knowing exactly what is done in our name is perfectly consistent with its being owned by us in the sense of authorized in advance » (p. 785).

De plus, pour Sutherland, une telle conception du problème des mains sales nous empêche de réfléchir un modèle inclusif à la réciprocité entre les citoyens et les dirigeants politiques, le modèle qui prend naissance du droit de vote et de la structure judiciaire qui les précèdent; « [t]hus the feature that is seen to be missing here is that politics are social, and thus political activity is inevitably public » (p. 486). En conséquence, toujours selon Sutherland, le sens de la moralité politique se trouve dans le processus de la négociation sociale (p. 489). Par contre, elle comprend que des mesures exceptionnelles sont nécessaires *pendant* une situation d'urgence, mais souligne qu'il manque, dans la manière que Walzer et les théoriciens du problème standard traitent l'enjeu, une réflexion posée



sur *l'après* et sur un processus public de rétrospection dans lequel les actions des leaders sont réexaminées (p. 491).

Ce qui nous amène, dans un second temps, à la deuxième réponse, celle qui défend la capacité des citoyens à prendre part à une évaluation d'une décision de type mains sales. Il est vrai que pour qu'une société entretienne une saine relation entre les individus et les différents groupes gouvernementaux, la vitalité et le dynamisme de cette société sont en partie entretenus par la capacité des citoyens à prendre part aux délibérations politiques. Comment, alors, permettre au citoyen d'entrer dans le problème des mains sales tout en échappant à l'un et à l'autre de ces problèmes? Pour les partisans de l'approche démocratique des mains sales (Hollis, Thompson, Archard, Sutherland, Kis, Duhamel, etc.), les agents politiques ne peuvent prendre de décision sans le consentement de la population, c'est-à-dire sans les impliquer dans le processus de décision. Cependant, nous ne parlons pas d'une autorisation liée uniquement aux élections (ayant comme conséquence la complexification du problème étant donné la complicité et donc d'un problème de *doubly dirty-hands*), mais d'un consentement explicite, lié à la participation des citoyens dans le processus politique décisionnel soutenu par une démocratie davantage participative (Kis, p. 208). Par exemple, Van Erp soutient que le citoyen en démocratie, même si ce n'est pas une obligation légale dans certains pays, a une *obligation politique* de voter ou d'exprimer son consentement ou son désaccord avec les politiques de l'État (2013, p. 111). Cette approche inclusive du citoyen ne permet pas, en effet, l'isolement de l'agent politique comme le prétendait Weber<sup>50</sup>, mais permet de

---

<sup>50</sup> Voir le texte de Walzer, p. 176-177, où il écrit que pour Weber, le politicien est un héros « alone in a world that seems to belong to Satan, and his vocation is entirely his own choice » (p. 176).

répondre à la difficulté « how (democratic) political communities should deal with politicians who dirty their hands by doing the right thing » (Kis, p. 284).

Pour sa part, Tholen défend l'idée que la délibération doit faire partie du projet commun (p. 195); il écrit en effet que « [d]eliberating with and being accountable to one's fellow citizens – that is, arguing whether one has made the proper decision and taken the right action – also implies checks on the use of power, and the possibility of mutual learning and exemplary action » (p. 197). Mais pour ce faire, « [b]eing well informed is a necessary precondition for proper deliberation » (p. 196). En d'autres mots, pour être en mesure de délibérer il faut être en mesure de comprendre, de penser et de développer une série de *compétences politiques* qui permettent d'échanger avec autrui, mais aussi avec les agents politiques<sup>51</sup>. Ainsi, la compétence politique demande aux citoyens de pouvoir juger (dans le sens que pour Vincent Descombes un jugement politique n'est pas « comme une simple opinion, sur une matière politique, mais comme une opinion dotée de conséquences pratiques pour le sujet qui forme ce jugement » [1994, p. 132]), évaluer et se mobiliser. Dans le même ordre d'idée, Susan Mendus écrit que la résolution du dilemme des mains sales doit passer par une meilleure compréhension de l'enjeu du pluralisme des valeurs et du contexte dans lequel le rôle et les devoirs du politicien doivent être évalués (de Wijze, 2012, p. 190).

Ceci étant dit, il faut noter qu'il n'est pas toujours le cas que l'agent politique ait le désir ou soit en mesure de publiciser son choix, ce qui affaiblit la possibilité d'une conversation politique telle que proposée par Sutherland. On se rend compte alors que la

---

<sup>51</sup> Voir le texte de R. Luskin et J. Fishkin, « Deliberation and "Better Citizens" », *Center for Deliberative Democracy*, [S.D.], En ligne, <http://cdd.stanford.edu/2002/deliberation-and-better-citizens/>

délibération ne fait donc pas bon ménage avec les décisions tranchées<sup>52</sup>, prises sur le vif, comme celle que l'on retrouve dans les *scénarios* des mains sales, étant donné qu'elles doivent se soumettre à un processus relativement long qui demande une réflexion soutenue. Pour cette raison, selon Sutherland, les situations de type mains sales ne prennent pas suffisamment en considération les mécanismes démocratiques en place qui créent un lien entre les agents politiques au pouvoir et le peuple (p. 490-491), parce qu'elles considèrent uniquement les situations d'urgences, et en conséquence sont en permanence sous le mode conséquentialiste.

En résumé, ce que recherche le dialogue démocratique est une évaluation de la décision qui « suppose [...] que des retours en arrière soient ménagés » (voir note 43) ou comme souligné par Sutherland « a public process of retrospection in which leaders' action are reviewed » (1995, p. 491). Ainsi, selon la position de Sutherland

[t]he decision phase of the executive is thus inevitably followed by phases of judgement. These subsequent rounds of discussion, whose form and impact are dictated by the contingent configurations of the representative institutions, operate to moralize and, indeed, politicize the events of previous rounds : there will be reassessment, redefinition, approbation or disapprobation, and formulation of new issues for the agendas of all parts of the institutional framework. *Public judgment takes place of the autonomous phase of self-judgement in the dirty hands scenario*<sup>53</sup> (1995, p. 491).

---

<sup>52</sup> Formulation empruntée à M. Collon, P. Lascoumes et Y. Barthes « *Agir dans un monde incertain, Essai sur la démocratie technique* », Paris, 2001, *Le Seuil*, « Coll. » La couleur des idées, 358 p. où ils écrivent que « [l]a démocratie dialogique imaginée par les forums hybrides repose sur des procédures de consultation qui ne font pas bon ménage avec l'idée de décisions tranchantes et tranchées. La recherche d'un monde commun suppose en effet que des retours en arrière soient ménagés, que les acteurs se donnent les moyens de pouvoir à tout moment revenir à des options abandonnées et que les évaluations soient constamment révisées en fonction de connaissance et de point de vue nouveaux. Cette attention de tous les instants est loin d'être synonyme d'indécision et de temporisation [...] » (p. 158)

<sup>53</sup> Nous soulignons.

Cette approche rétrospective, soutenue par une conception participative de la démocratie, doit, en clair, complimenter l'approche interne (qui base son argument sur l'autocompréhension du politicien, de sa décision et de sa capacité à juger, ou justifier son action), et miser sur la capacité des citoyens à avoir une *conversation publique*, un dialogue avec les agents politiques. De surcroît, si l'on veut aller plus loin que la simple observation stérile de la souffrance liée au pouvoir, il faut également être en mesure de définir un ensemble de critères par lequel on peut évaluer (*judge*) une action politique spécifique (Garrett, 1994, p. 164; 1996, p. 21)<sup>54</sup>. Cependant, pour être en mesure de définir ces critères d'évaluation il faut être en mesure de savoir ce que l'on *doit* évaluer, ou, et ce que l'on *peut* évaluer (nous y reviendrons).

Cette position, par contre, rencontre également des difficultés qui sont en relation avec la délibération publique que Kenneth Winston détermine comme idéale (1994, p. 54). Selon lui, l'idéal de la délibération peut être critique au moins à deux niveaux. D'une part, les décisions prises en délibéré ressemblent, pour les observateurs, à d'interminables négociations où l'argumentation ne se termine plus (« which seems to some observers to be just so much jaw-jaw » [p. 55]). D'autre part, ce qu'il prend plus au sérieux, la critique soutient que la défense des intérêts, c'est-à-dire faire avancer un enjeu plutôt qu'une autre, est un rôle légitime adopté par les agents politiques. Or, « [a]dvocacy allows partial, even misleading accounts of the truth, leaving it to other parties (who also

---

<sup>54</sup> Il n'est pas dans l'esprit de notre travail de définir un ensemble de critères, cela alourdirait considérablement notre objectif, mais nous invitons le lecteur de lire Garrett, S. *Conscience and Power, An Examination of Dirty Hands and Political Leadership*, New York, St. Martin's Press, 1996, 198 p. En particulier le chapitre deux où l'auteur définit trois critères pour l'évaluation : un critère qui se base sur les valeurs de bases qui guident l'action; un autre qui se base sur les standards utilitaristes (conséquentialistes) surtout, sur le niveau de conscience qu'a le leader des conséquences de son action; finalement, un critère se basant sur la capacité d'universalisation de l'action, c'est-à-dire, l'action doit refléter une sensibilité appropriée envers les intérêts de tous les partis concernés.

advocates) to detect and rectify any distortions or misrepresentations » (1993, p. 55). En d'autres mots, la délibération publique repose trop sur un principe de bonne foi des participants, et sur le fait que le système est capable d'autoréguler les tendances individuelles par les tendances des autres participants (1993, p. 55). Enfin de compte pour certains, surtout les réalistes, « [d]eliberating and consensus building are time consuming » (1993, p. 38).

### 3.1.2. Quoi évaluer?

Il n'est pas évident, lorsqu'on entreprend une position évaluative du problème des mains sales, de savoir ce qui doit être le centre de notre investigation. Dans le premier chapitre (1.2), nous avons écrit qu'une distinction des types de conflit permet de comprendre pourquoi il est aussi difficile de généraliser le problème des mains sales étant donné que le conflit ne se forme pas exclusivement à l'intérieur de la morale, de ce fait les contraintes extérieures imposent un poids assez important qui maintient le politicien dans une situation du genre mains sales. Pareillement, lorsqu'on se pose la question « qu'est-ce qui doit être évalué? », différents objets susceptibles à l'évaluation se présentent et viennent complexifier cette seconde manière d'externaliser le problème privé – public que l'on retrouve aux alentours du problème des mains sales. Michael Stocker (1973; 1990), Anthony Cunningham (1992) et par la suite Gerald F. Gaus (2003) présentent deux éléments nécessaires qui permettent de comprendre le problème de l'évaluation, c'est-à-dire l'évaluation de l'acte et l'évaluation de l'agent<sup>55</sup>.

---

<sup>55</sup> Dans le texte de Cunningham, on retrouve ce qu'il nomme le « *non-action-guiding act evaluations* » et le « *non-juridical agent evaluation* »; tandis que dans le texte de Gaus on retrouve plus simplement l'« *act evaluation* » et l'« *agent évaluation* ». Pour une question de clarté nous retenons les catégories de Gaus.

### 3.1.2.1. L'évaluation de l'agent

Dans un premier temps, les théoriciens de l'approche interne (Walzer, Nagel, de Wijze, Williams) se sont davantage focalisés sur l'évaluation de l'agent, étant donné que l'on cherche à savoir si l'agent politique est suffisamment moral afin de participer aux affaires politiques, donc s'il éprouve un remord, une culpabilité à la suite de l'action<sup>56</sup>. Comme le résume Cunningham, « [m]oral emotions are valuable for their instrumental role in keeping us from pursuing what is base and unworthy, and also as a manifestation of our full commitment to the good » (p. 245). Dans le même ordre d'idée, Dovi soutient que la culpabilité « serves as a good indicator of an actor's commitment to the violated norm » (2005, p. 131). En d'autres mots, l'évaluation de l'agent est un aspect important étant donné que l'on cherche à s'informer des intentions de l'agent, s'il est un individu guidé par le bien, ou s'il accepte trop facilement le compromis et entre dans le mal sans remord.

Ceci étant dit, il ne faut pas attacher remords et culpabilité exclusivement à la responsabilité juridique parce que cette idée, d'une évaluation juridique de l'agent, soutient que l'on ne peut pas être coupable des coûts moraux négatifs si l'on a obéi intentionnellement à un ordre lié aux devoirs ou aux lois (contra Kai Nielsen, 1993). On retrouve cette même logique lorsqu'on se retrouve face au problème du « *doit* implique *peut* » (*ought* implies *can*). Comme l'explique Stocker,

many take the doctrine that "ought" implies "can" as showing that an agent cannot be criticized for not doing what cannot be done. Thus, in these ways, to hold that "ought" implies "can" is to hold that doing exactly what is to be done – which some see as perfect practice – makes for a

---

<sup>56</sup> Une analyse plus approfondie serait possible quant à l'évaluation du caractère de l'agent au travers de la théorie morale de la vertu. Pour ce faire, voir Stocker, M. « Dirty Hands and Conflicts of Values and of Desires in Aristotle's Ethics » *Pacific Philosophical Quarterly*, 1986, No. 67, pp. 36-61.

perfect act, or at least one such that neither it nor its agent can be faulted<sup>57</sup> » (1990, p. 28).

En effet, l'évaluation juridique postule que l'État de droit prime, mais on peut questionner le fait que les normes morales ne sont pas forcément un reflet de la loi, en d'autres mots, la législation ne concerne pas forcément la moralité (Kis, p.8). Donc, pour Cunningham, afin d'avoir une évaluation morale de l'agent, savoir s'il est mauvais, vicieux ou une personne sensible à la morale, on doit mettre de côté l'aspect juridique.

D'ailleurs, alors que dans un monde *idéal* le coût (remord, culpabilité) afin d'éviter le mal moral n'inclurait jamais le fait d'embrasser un autre mal à contrecœur, dans un monde imparfait comme le nôtre, parfois, l'unique manière de faire face à des situations encore plus troublantes est de coopérer avec le mal (Cunningham, p. 243-244). Il ne pourrait alors pas y avoir de dilemme étant donné que l'agent fait son devoir. Accepter cette approche peut sembler créer un flou entre ce que l'on considère comme une bonne et une mauvaise personne, mais, selon Cunningham à l'instar de Nagel, ce problème souligne la possibilité toujours présente de conflits entre nos considérations morales et la possibilité des effets, coûts moraux, que ces conflits ont sur les individus.

Le fait que l'on soit en mesure d'évaluer la moralité des élus implique, en tant que citoyens, qu'il y a un rapport entre l'agent politique, qui fait une action, et un autre parti, qui mesure cette action. Cette évaluation n'est donc plus l'évaluation subjective (donc interne) telle que proposée par Walzer, elle est une évaluation objective (hors de la subjectivité de l'agent politique), externe. Mais cela ne va pas de soi, l'agent politique doit expliquer ce qui guide son raisonnement et ce qui l'amène à une décision

---

<sup>57</sup> Nous soulignons.

(Hampshire, 1978, p. 26). Par contre, une difficulté réside dans le fait que, comme nos manières, nos attitudes, nos fondements moraux sont internalisés (1978, p. 27) et que lorsqu'un agent politique désire se justifier publiquement, la saleté de ses mains et ses raisons viennent se heurter avec nos conceptions *a priori* autant de l'univers politique que nos conceptions morales. Rahul Sagar écrit par exemple que l'idée même de secret d'État peut empêcher les individus d'avoir accès à l'information. « I explain why state secrecy makes it difficult for citizens and lawmakers *to assess* the balance that officials are striking between security and privacy » (2011, p. 145).

### 3.1.2.2. L'évaluation de l'acte

Dans un second temps, les théories éthiques contemporaines se sont davantage concentrées sur l'évaluation de l'acte (Stocker, 1973, p. 42) qui résulte du questionnement que l'on se pose, non seulement sur les conséquences et les résultats d'une décision de type mains sales, mais également sur la moralité d'une action, par exemple le mensonge/secret, la torture, pour une finalité que l'agent politique désire être moralement acceptable. Ce changement de direction, comme le conséquentialisme de l'acte, applique les critères moraux aux actes en tant que tels et non pas aux règles qui devraient guider l'agent politique. De ce fait, lorsque Peter French définit la question des mains sales comme étant « can it be moral in certain circumstances and because of anticipated consequences, *to do things in office that would generally be regarded as morally unacceptable* in private life [...] »<sup>58</sup> (1982, p. 17), ce n'est plus les liens entre évaluation et sentiment que l'on cherche à définir, mais le lien entre moralité et action. Comme le souligne également Sidney Axinn, le problème des mains sales « holds that in

---

<sup>58</sup> Nous soulignons.



order to govern an institution one must sometimes *do things that are immoral*<sup>59</sup> » (Hartle, 2002, p. 969). Axinn n'écrit pas « l'agent doit mettre de côté sa moralité personnelle », mais plutôt faire des choses que l'on considère comme étant immorale. Sutherland écrit, de son côté, que le scénario des mains sales suppose que « the distinctive meaning of the *political act* is to be found in the *act itself*, and thus can be neatly explored in just such scenario » (1995, p. 486). En d'autres mots, l'évaluation de l'acte ne focalise pas tant sur l'intentionnalité de l'agent à entreprendre une action moralement répréhensible, ou sur la justification au travers laquelle ce dernier se défend à la suite de son action, mais l'analyse repose plutôt sur le geste en soi (Gaus, pp. 175-176).

Le problème, pour French, focalise alors sur des actes ou des menaces de violences qui se présentent à l'agent politique et qui contraignent ses choix d'action. Or, dans un cas des mains sales, si les agents politiques devaient suivre les mêmes normes morales qui guident le comportement des individus privés afin de conduire leurs actions, les agents politiques ne seraient pas en mesure d'accomplir leurs fonctions adéquatement et surtout en cas de situation extrême. On peut, ainsi, considérer une façon d'évaluer les politiques publiques, ou la moralité des actions, et les distinguer de la moralité privée *et* de l'évaluation du caractère de l'agent. On se retrouve par ce fait même, comme le souligne French, à concevoir une distance entre les institutions publiques qui focalisent sur les *accomplissements* de certaines actions, ce qui est une forte tendance vers le conséquentialisme, alors que les observateurs hors politiques focalisent sur la *manière* dont les actions sont produites (1982, p. 20).

---

<sup>59</sup> Nous soulignons.

Une difficulté se présente parce que pour les citoyens « privé », les actions contraintes par des situations extrêmes (la guerre, ou la torture) sont hors de leur portée, ainsi, un citoyen n'est pas en mesure de capter toute la complexité d'une frappe préventive, par exemple. De plus, une approche moralisante, hors contexte, aura tendance à ne pas prendre en considération la complexité des événements (Garrett, 1994, p. 165). Cela, pour French, biaise l'évaluation que peut avoir le citoyen sur les actions d'un agent politique.

À la lumière de cette courte présentation de l'enjeu que représente l'approche évaluative du problème des mains sales, on peut se poser la question : dans la mesure où le citoyen « ordinaire » peut articuler une évaluation, devons-nous avantager l'un ou l'autre des angles évaluatifs ? Nous pensons que malgré une présentation de deux sujets d'évaluation distincts, nous ne pouvons pas fractionner cet enjeu en deux, si ce n'est que pour démontrer que l'évaluation est une entreprise complexe. Nous rejetons ainsi ce que Stocker (1973) nomme le « *no conceptual connection claim* » qui soutient que « act evaluations and agent evaluations as well as their grounds are conceptually unrelated » (p. 42). En d'autres mots, l'agent ne peut pas se dissocier complètement de l'acte qu'il pose, pas plus qu'on ne peut évaluer l'agent sans tenir compte de la situation dans laquelle il se situe. Certains vont même jusqu'à affirmer que le degré de connaissance qu'a l'agent de ce qui est bon ou mauvais doit être pris en considération. Nous faisons face, en conséquence, à un problème de *double évaluation*. D'un côté le citoyen doit évaluer l'action posée par l'agent politique et, du même coup, d'un autre côté, il doit

évaluer (dans le cas où l'argument sentimentaliste est mis de l'avant) l'attitude morale de ce même agent face à l'action qu'il vient de poser<sup>60</sup>.

On retrouve cette ambiguïté de l'évaluation chez Walzer (1973), quoiqu'implicite, lorsqu'il cherche à répondre à la question « est-ce que l'on peut gouverner innocemment? ». En effet, en guise de réponse il écrit :

[m]y own answer is no, I don't think I could govern innocently; nor do most of us believe that those who govern us are innocent [...]. But this does not mean that it isn't possible to do the right thing while governing. *It means that a particular act of government (in a political party or in the state) may be exactly the right thing to do in utilitarian terms and yet leave the man who does it guilty of a moral wrong.*

Alors que la littérature sur les mains sales « critiqua beaucoup l'incohérence supposée du propos, et [que] l'article fut souvent réimprimé pour servir d'exemple d'incohérence philosophique [...] » (Walzer, 2005, p. 75) nous constatons qu'il y a une relation conflictuelle entre l'idée qu'un dirigeant politique, dans une situation extrême, peut être amené à décider d'entreprendre des actions immorales, même si la bonne chose à faire est aussi une mauvaise chose, ce même dirigeant devrait « assumer la culpabilité et l'opprobre liés à l'action condamnable [...] » (Walzer, 2005, p. 75). Mais c'est effectivement cette relation conflictuelle qui enrichit le problème des mains sales en lui donnant son caractère dilemmatique unique.

Finalement, nous pouvons poser la question en continuité de l'enjeu de l'évaluation : « quelle est l'utilité de l'évaluation? » ou de manière plus générale « pourquoi évaluer? ».

Une réponse complète et exhaustive dépasse la portée de notre travail, mais nous pouvons

---

<sup>60</sup> Il est pertinent de noter que la relation entre l'évaluation morale de l'acte et l'évaluation morale de l'agent est un point litigieux entre philosophes. Pour en savoir plus, nous invitons à lire Donagan, A. *Theory of Morality*, Press de l'Université de Chicago, Chicago, 1977, 294 p. Où il défend l'idée que la culpabilité de l'agent (ou pas) n'a de sens (conceptuellement) que si l'action est en soi permise ou pas.

au moins souligner la légitimité de la question. En ce qui nous concerne, nous retenons deux fonctions à cette approche : introduire l'aspect punitif du problème et récupérer la question concernant le consentement des citoyens.

Nous présenterons uniquement l'aspect punitif étant donné qu'il est davantage documenté dans la littérature des mains sales et plus simples à aborder, mais notons que l'approche évaluative permet aux citoyens de considérer le niveau de soutien qu'ils accordent à l'agent politique et de ce fait permet de repenser la question du partage de la responsabilité (*doubly-dirty hands*), où la population partage la saleté d'une décision de type mains sales, mais sous le statut de la légitimité ou de l'illégitimité d'une action de type mains sales. Dans notre revue de littérature, Alex J. Bellamy est un des auteurs qui pose la question de manière explicite, en effet il définit les actions légitimes « if they are justified in terms of common referents and if those justification are validated by other actors » (2007, p. 518).

En ce qui concerne l'aspect punitif, certains auteurs (N. Levy, 2004; M. Ramsay, 2012; et surtout, de Wijze, 2013) se sont demandé si les auteurs de décision de type mains sales doivent être punis, blâmés, etc. En effet, la question de la punition est soutenue par une réflexion évasive que propose Walzer dans son article de 1973 lorsqu'il écrit qu'« [i]f they were enforced, dirty hands would be no problem. We would simply honor the man who did bad in order to do good, and at the same time we would punish him » (p. 179). Cependant, il écrit par la suite « there are no authorities to whom we might entrust the

task » (179) de punir. En ce qui nous concerne, nous pensons que le citoyen a un rôle à jouer, mais est-ce que le rôle soit prospectif ou rétrospectif? Cela reste à voir<sup>61</sup>.

Si pour Walzer la punition fait partie du processus de « nettoyage » (en effet, Ramsay écrit dans cet esprit que « society must punish acts of torture out of respect for a norm that has been broken, and which prohibits such conduct. Punishment is necessary, to acknowledge the wrongness of the act, it is a statement of disapproval for the violation of the norm in question » [2011, p. 639]); pour Levy, il n'est pas le cas que l'agent politique doive être puni étant donné qu'il n'est pas responsable des circonstances qui entourent les actions de type mains sales. Pour ce dernier, on ne peut donc être coupable quand on agit dans une situation que l'on ne contrôle pas, il faudrait plutôt parler de *blâme* (p. 43). . Ainsi, de Wijze résume le problème : « how to justify [...] both punishing and praising (at the same time) those who get DH » (2013, p. 880).

Cependant il est possible, comme le fait de Wijze, de réfléchir sur des « justifications normatives » permettant de considérer la question de la punition. Si l'on retient son argument, trois justifications permettent de mettre en place une conceptualisation de la punition qui se distingue des théories standards sur la punition (conséquentialiste, punitive, et communicative) qui dominent la littérature philosophique en général, mais qui ne peut rendre compte de l'aspect paradoxal du problème des mains sales. Ainsi, de Wijze propose une justification cathartique, une justification du mal souffert (*evil suffered*), et une justification de la responsabilité causale, afin de se démarquer de la

---

<sup>61</sup> Tout comme l'aspect évaluatif du problème des mains sales, afin d'avoir une théorie de la punition adéquate on doit se demander pourquoi punir?; comment punir?; quelles sortes de punition devons-nous infliger et quel est le degré de suffisance pour une punition adéquate? Pour ce faire, voir le texte de de Wijze, « Punishing “ Dirty Hands” – Three Justification », *Ethic Theory Moral Practice*, Vol. 16, pp. 879-897.

punition en matière légale et focaliser sur l'aspect normatif de celle-ci. Ces justifications visent tantôt l'agent (cathartique), tantôt les scénarios et les situations où apparaît le mal moral (le mal souffert) et finalement, en faisant des liens entre intentionnalité, responsabilité, culpabilité et blâme (responsabilité causale).

Afin de conclure sur l'utilité de la punition, il faut noter que l'attribution de la faute est difficile à cerner étant donné que le niveau de justification peut également se partager et risque de changer entre une attribution des responsabilités au premier niveau (celles liées aux agents politiques) et les responsabilités de second niveau (celles liées aux citoyens).

Levy soulève cette problématique :

even if responsibility is shared, it is the politicians who bear the greatest burden. It is worth asking whether we, as private citizens, have the right to ask them to take it up on our behalf. It is asking a lot. It asks that they place themselves in the excruciatingly difficult position of being forced to do what is categorically wrong. It may be that we wrong them when we ask them to do this for us, or at least when we require them to do it, by refusing to take the burden ourselves. [...] On the assumption that politics is inevitably dirty, no one can avoid dirty hands in democracy. Dirty hands are an unavoidable fact of political life. [...] Why, then, is there a widespread tendency, on the part of philosophers and others, to think that dirty-hand agent are blameworthy (Levy, p. 49)?

Ainsi, l'agent n'est pas le seul à devoir subir une évaluation cathartique à la suite d'un problème des mains sales, mais cela pose la question, comme le souligne Levy, du degré de culpabilité, ce qui est hors de notre intérêt premier.

### **3.2. Les limites de l'évaluation morale**

Nous avons considéré, dans la première partie du présent chapitre, comment se posent les différents enjeux qui gravitent autour de l'inclusion du citoyen dans l'examen d'une décision du genre mains sales. Cependant, certaines limites doivent être mises en lumière afin de compléter notre analyse qui concerne l'approche évaluative du problème. En

effet, que le citoyen ait (ou n'ait pas) la volonté, ou la capacité, d'évaluer une décision politique de ce genre (qu'elle soit *agent-centered* ou centrée sur l'acte) il est difficile de penser que l'on peut développer une compréhension objective et complète d'une situation mains sales ou des contraintes qui mènent vers ce type décision. Yemini écrit en ce sens

while a person acting within a given situation will never be capable of viewing herself from a totally external (objective) viewpoint, *a person evaluating a given situation from an external viewpoint (i.e. without actually being situated in it) will never be capable of fully endorsing the internal (subjective) viewpoint of the situated agent; that person's own internal point of view will necessarily remain external to the situation evaluated* (2014, p. 174)<sup>62</sup>.

Nous devons souligner l'importance de ce que propose Yemini, étant donné que la distinction public – privé qui nous intéresse ne repose plus sur la différenciation de la moralité basée sur les rôles, mais sur la posture *évaluative* dans laquelle on se trouve. Dans ce cas, le citoyen qui est un observateur sera toujours externe à la situation, alors que l'agent politique est un agent *en situation* et vit activement le problème. Plus précisément, deux problèmes se présentent lorsqu'on veut faire état de cette approche et limitent le citoyen lorsqu'il veut formuler une évaluation. Le premier problème que nous présenterons est ce que Yemini nomme le « *problem of moral simulation* » qui survient lorsque le citoyen essaie de reconstruire une situation politique du genre mains sales. Le second problème survient lorsqu'il veut déterminer comment *lui-même* aurait réagi s'il avait été à la place de l'agent politique, c'est ce que Yemini nomme « *the issue of evaluator relativity* ».

En d'autres mots, ce que suggère Yemini est une voie médiane entre, d'un côté, une évaluation qui exige de l'agent politique de tenir les mêmes critères moraux (pour une

---

<sup>62</sup> Nous soulignons.

action) que ceux de l'observateur externe qui cherche à évaluer (dérivation), et de l'autre, l'affirmation qu'il existe des critères moraux que l'on peut différencier par les rôles (non-dérivation). Ainsi, « both the situated agent and the observer can draw from the same sources of morality, but still develop a different accounts of the same situation, depending on the point from which they evaluate it » (2014, p. 174).

En définitive, la distinction entre ce qui relève du public et ce qui relève du privé est une distinction entre l'agent politique *en situation* dans une relation discontinue avec l'observateur externe qui désire formuler une évaluation politique et morale de l'action et de l'agent politique, et ainsi se placer dans sa position. La finalité de cette section est donc de montrer comment le problème de la simulation morale et le problème de la relativité de l'évaluateur se présentent comme deux limites de l'approche évaluative.

### **3.2.1. La limite liée à la simulation morale**

D'abord, afin de formuler une évaluation, l'observateur doit, au mieux de ses capacités, essayer de reconstituer les éléments contraignants de la situation (qu'il s'agisse de contraintes morales ou de contraintes politiques) vécue par l'agent politique. Il doit ainsi, se projeter dans le sens où il se demande ce qu'il aurait bien fait à la place de l'autre. Il est alors confronté à simuler une situation qu'il a vécue de l'extérieur; c'est ce que Yemini nomme le problème de l'*externally-constructed simulation* d'une perspective qui se veut d'abord *externe* à lui-même, donc liée à l'agent politique ayant pris la décision de type mains sales, mais qu'il veut transposer d'un point de vue intérieur.

Mettre en perspective une situation, par exemple, nous demande de mettre en perspective les événements qui ont mené à cette décision. Décrire une expérience, explique



Hampshire, est semblable à raconter une histoire et la description est comme une narration qui met l'emphasis sur certains éléments et laisse d'autres éléments jugés superflus, c'est ce qu'il nomme les principes de sélection (1978, p. 38). Ainsi, en tant qu'individus qui reçoivent l'information brossée par le narrateur, on doit discriminer entre l'histoire générale et la situation que l'on cherche à évaluer, à ce moment on doit faire la distinction entre ce qui est moralement pertinent et ce qui ne l'est pas; et entre ce qui est politiquement contraignant et ce qui est possible. Hampshire écrit que

One cannot prove by a prior argument that one does not actually employ a definite criterion of right conduct, specifying a closed set of morally relevant features. One can only appeal to actual examples and call the mind back to personal experience, which will probably include occasions when the particular circumstances of the case modified what would have been the expected and principled decisions, and for reasons which do not themselves enter into any recognised principle (Hampshire, 1978, p. 39).

Cette difficulté de l'évaluation, en essayant de « recoller les morceaux », met en doute la capacité évaluative des observateurs non impliqués, et nous comprenons cette difficulté comme une limite à l'évaluation morale d'une situation de type mains sales étant donné les difficultés à concevoir une représentation intégrale des enjeux.

En d'autres termes, la limite se présente lorsqu'on essaie d'imaginer ce que l'on aurait fait *si nous avions été à la place du politicien* dans une situation particulière. Cependant, il se forme un hiatus entre le point de vue interne et la simulation construite de l'extérieur, et ce décalage est d'autant plus grand lorsqu'on est éloigné de la réalité de l'agent politique ou lorsqu'on connaît très peu les engrenages de la décision politique. La division du travail moral, comme nous l'avons souligné déjà à mainte reprise et comme le soutient Yemini, maintient cet écart.

Afin de surmonter ce premier défi, une solution est apportée par les auteurs des mains sales : elle consiste à se soumettre à l'abstraction d'une situation particulière. Cependant, elle est loin de dépasser cette limite, comme écrit Yemini, « an externally-constructed simulation of the internal point of view is not a fully reliable replica of an actual internal perspective » (Yemini, 2014, p. 176). Ainsi, conclut Yemini, les scénarios du genre bombe à retardement « can perhaps accurately capture the point of view of an *imagined*<sup>63</sup> insider, but there may still be some epistemological (and psychological) distance between that point of view and the point of view of a real insider » (2014, p. 176).

### *Expérience de pensée et bombe à retardement*

L'expérience de pensée, ou ce que Yemini nomme la simulation morale n'est pas un enjeu nouveau dans l'univers vaste de la philosophie et n'est pas inconnue de la philosophie morale (pensez au dilemme du tramway). En effet, chercher à résoudre un problème à l'aide d'exemple est quelque chose de particulier quand l'on se donne comme objectif d'analyser l'ensemble des possibilités fictives qui devraient conditionner nos actions dans le réel. Le problème pour plusieurs est l'excès de l'utilisation de la contrefactualité, c'est-à-dire, quand l'on se met à réfléchir sur des événements qui ne se sont pas réalisés, mais qui aurait pu se produire, afin de défendre des actions politiques aussi atroces et inhumaines que la torture.

L'exemple le plus courant dans la littérature des mains sales est celui du « scénario de la bombe à retardement ». Cette expérience de pensée met en scène un leader politique qui doit décider s'il permet l'emploi de la torture sur un suspect dans le but de récupérer,

---

<sup>63</sup> Tel quel dans le texte.

extraire de l'information, à propos d'une bombe qui est sur le point d'exploser, et potentiellement, de tuer des centaines de personnes. Elle cherche ainsi, dans sa forme positive, à démontrer la disjonction entre les principes moraux et la nécessité politique. D'une part, dans nombre de cas, la nécessité politique est attachée au fait qu'il faut agir dans des cas extrêmes, et que la réflexion d'ensemble concernant la meilleure action à entreprendre n'est pas disponible. D'autre part, les principes moraux sont considérés dans leur forme absolue, ne permettant pas la transgression d'action immorale comme<sup>21</sup>). C'est la tension entre ces deux normes, et que nous avons considérée ailleurs, que veut soulever cette expérience de pensée.

Pour Sutherland, on ne peut pas justifier une action politique comme les mains sales à l'aide d'un argument du genre « bombe à retardement » pour le simple fait que la généralisation de ce genre de scénario n'est pas une présentation suffisante de la réalité politique et de ce fait, ses prémisses empêchent une véritable réflexion sur la nature de l'action politique qui est soumise à la constitution ou aux textes de loi. En effet, elle appelle à la prudence lorsqu'on soulève ces expériences. Ainsi, alors que le problème des mains sales « shed light only upon the variables it explicitly takes into account in its specification of the important internal causal conditions. And, further, the feature of internal validity, assuming is attained [...] does not guarantee external validity » (1995, p. 485). En d'autres mots, ces scénarios possèdent une structure interne qui est difficilement transposable vers l'extérieur, dans le monde.

Dans le même ordre d'idée, van Erp affirme que ces scénarios sont une « fraude intellectuelle » qui « supports a highly hypocrite practice » tout en étant un argument moral et politique trompeur (2013, p. 110). Ainsi, les auteurs favorables à un scénario du

type « bombe à retardement » présentent de manière erronée la relation entre la nécessité politique et les principes moraux et limitent la trame narrative des scénarios aux situations d'urgence. De plus, ces scénarios *hypothétiques* « distract us from the real issue, which is not about emergencies, but about the normalization of torture » (2013, p. 146). Ce sont ainsi des constructions abstraites qui ont comme fonction d'être des discours rhétoriques permettant l'élaboration de maxime de moralité politique afin de démontrer que l'on ne peut pas considérer des actions (la torture, par exemple) uniquement de manière absolutiste<sup>64</sup>; plutôt que de démontrer comment et dans quelles circonstances la nécessité politique doit renverser les principes moraux.

En effet, van Erp écrit que

[e]xamples of practices with dirty hands, that would give a proof of the existence of insoluble moral dilemmas can be found in practice or in literature. But they are never a proof without a particular interpretation of the case, and it could be very well that the insoluble ambivalence of the moral dilemmas is less a question of necessity than *the product of interpretation* of what political necessity means » (2013, p.117).

Ce que van Erp entend prouver, enfin, est que l'accent que l'on met sur l'aspect « nécessaire » d'une action politique sera toujours influencé par *l'interprétation* politique et morale qu'en donne celui qui fait l'action et pourra difficilement se généraliser, au sens de Sutherland, donc de se transposer dans la réalité et ainsi démontrer qu'il y a dilemme.

---

<sup>64</sup> Voir le texte de David Luban « Liberalism, Torture, and the Ticking Bomb », *Virginia Law Review*, Vol. 91, pp. 1425-1461. Particulièrement à la page 14440 où Luban écrit que le scénario de la bombe à retardement « is proffered against liberals who believe in an absolute prohibition against torture. The idea is to force the liberal prohibitionist to admit that yes, even he or even she would agree to torture *in at least one situation* ». Nous soulignons.

### 3.2.2. La limite liée à la relativité positionnelle de l'évaluateur

Accepter l'hypothèse que le citoyen a les moyens épistémiques, pratiques, en plus de la volonté d'évaluer les décisions des agents politiques ne permet pas de répondre à la question de la *relativité positionnelle* de l'évaluation. C'est-à-dire, la prise en considération des différentes interprétations que l'on donne aux situations, et de la prise en considération de la *position* dans laquelle on se trouve lorsqu'on formule un jugement moral. En effet, pour Sen, « [w]hat we can observe depends on our position vis-à-vis the objects of observation » (1993, p. 126). Dans notre cas, les positions *possibles* dans l'évaluation d'une décision de type mains sales sont, soit on est dans une position d'agent politique, soit on est dans la position de l'observateur. Au surplus, il ne faut pas comprendre « relativité » dans un sens qu'on lui donne dans la philosophie morale, il n'est pas ici question de soutenir l'impossibilité d'établir la véracité d'une évaluation morale, mais de penser comment l'enjeu de l'évaluation d'une situation mains sales peut avoir une force différente et une perspective différente selon la position que nous avons dans le monde, politique dans notre cas.

Il faut noter, également, que l'explication de Yemini s'appuie sur une notion controversée d'Amartya Sen (*evaluator relativity*)<sup>65</sup> qui soutient que la moralité d'une conséquence, ou d'une action en général, peut être évalué de manière différente si l'on accorde aux agents des fonctions différentes, donc les agents ne sont pas neutres étant donné que la morale n'est pas universelle (elle ne s'applique pas à tous de la même façon). Il faut souligner, cependant, que Sen ne remet pas en question l'existence de faits moraux

---

<sup>65</sup> En effet, la notion de « evaluator-relative consequence-based morality » est complexe, mais ne fait pas l'unanimité voir les textes d'Amartya Sen « Relativity and Consequential Evaluation », *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 12, No. 2, 1983, pp. 113-132. Et de Donald Regan « Against Evaluator Relativity : A Response to Sen », *Philosophy & Public Affairs*, Vol. 12, No. 2, 1983, p. 93-112.

objectifs, mais plutôt *le sens* que l'on donne à ces faits moraux qui risquent de changer selon notre *position*<sup>66</sup>. En d'autres mots, Sen reconnaît que l'évaluation d'un état du monde, pour reprendre ses mots, dépend du point de vue de l'agent qui formule cette évaluation. Il écrit à ce titre que « [t]he positional interpretation of evaluator relativity makes the truth-value of such statements as “This state of affairs is good” or “x is a better state of affairs than y” primitively dependent on the position occupied by the person making the statement [...]. » (1983, p. 114).

La finalité de Sen, qui n'est pas la nôtre, est de démontrer que l'on peut combiner une « évaluation relative positionnelle », sans pour autant rejeter un conséquentialisme qui permet une évaluation des actions, mais également des conséquences. Il rejette de ce fait le « welfarist consequentialism » de Robert Nozick soutenant que la valeur morale d'une action est seulement affectée par la somme totale de l'utilité, ou le bien-être que l'action vise, et de la distribution de l'utilité, ou de ce bien-être (Sen, 1983, pp. 120-122). Inutile, en ce qui nous concerne, d'aller plus loin dans la relativité de l'évaluateur et de l'évaluation des conséquences, dans la mesure où ce qui nous intéresse est de savoir comment la position, de l'observateur et de l'agent politique, a une réelle influence sur la formulation d'une évaluation.

### *L'évaluation située et le problème des mains sales*

Selon ce qu'écrivent Sen et Yemini, l'approche relative est en contraste avec la formulation classique du conséquentialisme qui suggère que l'évaluation d'une action ou d'une règle doit être indépendante de l'évaluateur (Yemini, 2014, p. 176). Dans cette

---

<sup>66</sup> On retrouve un argument semblable chez Florian Cova et Jérôme Ravat « Sens commun et objectivisme moral : objectivisme “global” ou objectivisme “local” ? Une introduction par l'exemple de la philosophie expérimentale » *Klesis – Revue Philosophique : Actualité de la philosophie analytique*, Vol. 9, 2008.

optique, elle doit être alors *agent-neutral*<sup>67</sup>, c'est-à-dire objective. Or, l'« [e]valuator relativity holds that such independence is impossible because evaluations are *always situated*<sup>68</sup> in the life of the person doing the evaluation and making choices » (Yemini, 2014, p. 176). Ils remettent ainsi en question l'invariance de l'objectivité qu'on lie habituellement avec l'observateur externe (ce que Nagel nomme le point de vue de nulle part). Comme soutient Sen, ce qui est observé peut varier selon la position (1993, p. 127), ceci étant dit, le contraire n'est pas impossible, « different people can conduct their respective observations from similar positions and make much the same observations » (1993, p. 127).

Ce que veut nous dire Yemini, est que l'évaluation d'une action, ou d'un agent (un état du monde selon le vocabulaire de Sen) va toujours dépendre de la position et donc, de la relation que nous avons avec l'action ou l'agent et cela influence nos croyances, notre compréhension du monde et de nos décisions. Ainsi, alors qu'un observateur externe véritablement *non impliqué* peut avoir une position *détachée* des conséquences d'une action politique, l'agent politique qui est *dans* la situation ne peut ignorer sa propre place dans le cours des événements, pas plus que sa part de responsabilité en lien avec les conséquences des choix qu'il a faits. Si tel est le cas, les conséquences n'ont pas la même portée pour l'un et pour l'autre, pas plus que la signification des actions. De plus, l'attachement au rôle qu'ont les agents et les observateurs (citoyens) est important étant donné que « [a] person occupying a certain position has to value the states from that position [...]. It is not much a right as primarily an obligation » (Sen, 1983, p. 123), alors,

---

<sup>67</sup> Position défendue par Nagel, voir *The View from Nowhere*, New York – Oxford, Oxford University Press, 1986, 244 p.

<sup>68</sup> Nous soulignons.

un bien moral n'a de sens qu'en relation avec la position qu'ils occupent. Plus important encore, ils ne sont pas en mesure de se détacher de leur position afin d'évaluer leurs actions, cela fait peu de sens pour Sen.

Sen affirme, en fin de compte, que malgré notre capacité de produire des simulations morales (*counterfactual exercises*) cela n'affaiblit pas la pertinence que l'on peut accorder à une valeur morale selon notre position (1983, p. 124). Ainsi que nous l'avons soutenue, alors que la simulation morale ne permet pas de diminuer l'écart entre l'observateur externe et l'agent politique *en situation*, la limite liée à la relativité positionnelle de l'observateur suggère que cet écart existe et qu'il mène vers différentes évaluations de la décision politique.

Afin de résumer ce dernier chapitre, qui pose les bases de l'approche évaluative des mains sales et qui explique ce que l'on entend par « public – privé » comme étant les limites de ce que le citoyen est en mesure d'évaluer. Nous avons souligné que le problème de la simulation et l'enjeu de la relativité de l'évaluateur suggèrent, qu'étant donné que l'on est *situé* dans une *position* qui engage dans une décision, cela peut faire une différence autant au niveau épistémique (ce que l'on sait de la situation), qu'au niveau moral (comment forme-t-on nos jugements par rapport à un acte ou à un agent?). Yemini écrit ainsi, citant Amartya Sen, que « if the roles of different persons in the development of a state of affairs are totally different, it would be rather absurd to make the odd demand that the two must value that state of affairs in exactly the same way » (2014, p. 176). Ainsi, le poids et l'importance que l'on donne à une considération morale sur un autre, peut également dépendre de la position,



if a difference exists between the externally-constructed internal perspective and the actual internal perspective in situation of “dirty hands”, it is because the consequential side of the moral conflict is given extra weight by the situated agent when the stakes are real, compared to the weight it receives by the non-situated agent in theory (Yemini, 2014, p. 177).

On peut ainsi affirmer que les contraintes morales liées aux conséquences d’une omission (de torturer) ont plus de poids chez l’agent politique en situation réelle. C’est ainsi que cette différence de poids que l’on accorde aux contraintes et de ce fait une évaluation différente que l’on fait des actions, c’est ce qui maintient la distinction entre ce qui est public, ou dans les termes de Yemini, ce qui est situé dans un état du monde (politique), et ce qui est privé, ou personnel et donc hors de l’action politique située.

## Conclusion

Nous retiendrons au terme de cette étude que le problème des mains sales traduit bien la tension que vit l'agent politique contraint non seulement entre les demandes particulières de la politique et les exigences morales que l'on considère comme devant s'appliquer à tous de la même manière, mais aussi entre les différentes exigences morales. Autrement dit, il arrive que l'agent politique prenne une décision en se reposant sur une réflexion conséquentialiste (par exemple, torturer afin de sauver des vies), mais qui va, en même temps, à l'encontre de ses propres valeurs morales du point de vue absolutiste de la morale (qui rejette en tout temps l'utilisation de la torture, et ce même dans le cas où l'agent politique peut sauver des vies au nom de la dignité humaine et des droits individuels). C'est ce que nous avons nommé l'approche *interne* au problème des mains sales.

Au premier chapitre nous défendions que si l'on retenait une telle approche des mains sales, une logique de justification (ou de la punition) prend place et l'agent politique cherchera à démontrer aux citoyens qu'il est suffisamment « bon » (moralement bon) pour diriger, c'est-à-dire, qu'il devra publiquement démontrer qu'il a un dilemme moral. Le sentiment de culpabilité (s'il y a) manifeste ainsi, la volonté de l'agent politique à ne pas dépasser les limites chaque fois qu'un enjeu se présente. Or, cette approche nous a très peu informés sur la relation (qui existe pourtant) entre l'agent politique et le citoyen malgré le fait que l'un comme l'autre soit affecté par une décision du type mains sales. Pour concevoir une relation entre les deux partis, il nous fallait passer à une nouvelle approche, comme nous l'a suggéré Sharon Sutherland, qui cette fois est *extérieure* à l'agent politique et qui prend en considération le citoyen. À ce titre nous avons démontré

que la justification de son action ne peut plus se baser uniquement sur l'autocompréhension qu'il a de la situation, mais également de l'évaluation qu'en fait le citoyen. Nous avons en somme soulevé le fait que le problème des mains sales peut se comprendre sous deux approches différentes, mais complémentaires et nous défendons aussi la légitimité de l'approche *externe*.

Au chapitre deux, sous l'approche *externe*, nous avons argumenté que le couple conceptuel privé – public peut également se comprendre de deux *façons* différentes. D'une part, on peut soutenir l'autonomie de la politique face à la morale au travers une réflexion machiavélienne qui affirme que la morale n'est pas en mesure de dicter les actions de l'agent politique *a priori* d'un problème politique. Cela nous demande, par contre, d'inverser les priorités que l'on accorde aux domaines politique et personnel (donc public et privé) et en conséquence de développer une normativité de la politique qui est prépondérante à la normativité morale. Or, nous avons noté que cela crée une séparation radicale, un *effet de distance*, qui nous conduisent vers un examen de l'enjeu qui isole la sphère publique et la sphère privée de tout dialogue entre elles et qui justifie le politicien étant donné la particularité de son rôle.

Finalement, au chapitre trois nous avons offert une autre compréhension de l'approche externe, mais cette fois en rendant compte de l'effet de distance entre les sphères d'activité, sans opérer une *séparation* entre elles, mais une *distinction*. Nous avons interrogé indirectement l'enjeu de l'engagement citoyen qui est face à une décision aussi complexe que rare comme celle des mains sales. Nous avons, ainsi, présenté deux positions qui s'opposent : la première affirmant que le citoyen n'est pas intéressé ou n'a pas les moyens de s'intéresser à ce genre de question. La deuxième, défend la possibilité

pour le citoyen de s'impliquer dans l'évaluation d'une telle décision. En retenant l'hypothèse que le citoyen peut effectivement évaluer une situation du type mains sales, nous avons présenté deux limites qui maintiennent (tout de même) la distinction imposée par le couple conceptuel public – privé et qui répondent à notre question de départ qui était de savoir si le problème des mains sales peut se défendre à la lumière du couple conceptuel privé – public. En effet, nous avons soutenu que la simulation morale, donc le fait de faire appel aux expériences de pensée, ne nous permet pas de généraliser une situation de type mains sales, et de ce fait n'est pas suffisant afin de réduire l'écart entre les domaines d'activités étant donné l'aspect contrefactuel de l'exercice. Nous avons suggéré, de plus, que la *position évaluative* dans laquelle se trouve l'agent fait une différence, ceci dit, non plus comme séparation des normes liées aux sphères, mais parce lors de l'évaluation il y a une *relativité positionnelle* dans laquelle se trouvent ceux étant à l'intérieur du processus décisionnel et ceux étant hors de ce processus. En d'autres mots, non seulement la *relativité positionnelle* maintient une distinction au niveau épistémique (la somme d'information que l'on possède quand nous sommes à l'extérieur de la décision est très limitée), mais maintient également une distinction au niveau moral (nos évaluations morales seront également différentes étant donné notre position).

Ceci étant dit, nous sommes en droit de nous demander si cette différenciation entre deux variétés d'extériorités est suffisante. N'y a-t-il pas autre chose qui explique la distinction entre le privé et le public? Nous en sommes convaincus, cependant cette réflexion devra se trouver sur un autre terrain afin que l'on puisse développer davantage les propositions avancées dans ce travail. En effet, nous proposerions d'amener le problème des mains sales, compris comme une distinction entre le public et le privé, dans le domaine de la

méta-éthique. Ainsi, alors que le problème des mains sales est, dans la littérature que nous avons présentée, formulé dans un cadre normatif posant la question de l'évaluation de l'action politique, la méta-éthique s'intéresse plutôt à la nature de la morale en soi. On pourrait, par exemple, perfectionner l'argument proposé par le chapitre trois en soutenant un cadre proche des réflexions de Jonathan Dancy sur le particularisme moral.

Compte tenu de ce changement de direction, nous devrions maintenant nous intéresser non seulement à la signification des termes moraux (ce qu'est le *bien*), mais également au statut épistémologique de ces jugements (est-ce seulement une question de sentiment et d'intuition? Est-ce que l'on peut connaître quelque chose de ces sentiments?) et du statut métaphysique (réalisme, idéalisme), mais sans pour autant s'intéresser à la logique des systèmes moraux en particulier. À ce titre, Kevin DeLapp (2009) est à notre connaissance un des seuls universitaires à s'intéresser à cette question. En effet, en explorant la dimension méta-éthique du problème, DeLapp oppose des arguments empiriques contre la formule éthique « devoir implique pouvoir » (*ought implies can*) qui veut que si un agent est moralement obligé de faire une action, il doive alors être en mesure de le faire. En d'autres mots, il conteste la justification qui veut que l'on ne puisse pas blâmer moralement un agent qui n'a pas le choix, qui est contraint dans son action. Pour ce faire, DeLapp défend un réalisme moral auquel il adjoint à un pluralisme des valeurs, dans la mesure où ces jonctions accommodent les caractéristiques centrales pour avoir un problème des mains sales. Ainsi, nous passerions d'un problème des *mains sales*, où l'agent est en mesure (ou pas) de se justifier à un tiers, vers un *monde sale*, c'est-à-dire des situations où c'est la nature même de la morale qui engage l'agent politique vers la saleté, ce qui rend le problème réellement inévitable. Ceci étant dit, la compréhension du

passage des mains sales vers le monde sale devra faire l'objet d'une autre analyse plus approfondie.

## Bibliographie

### 1) ouvrages généraux

BOUDREAU, P., PERRON, C. (2002), *Lexique de science politique*, Montréal, Éditions Chenelière/McGraw-Hill, 205 p.

CANTO-SPERBER, M. (2004), *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, Paris, Éditions Quadrige, Presses Universitaires de France, 2199 p.

MÉTAYER, M. (2008), *La philosophie éthique, enjeux et débats actuels*, Québec, Éditions du Renouveau Pédagogique, 376 p.

PARQUIN S., DESCHÊNES, D. (2009), *Introduction aux relations internationales*, Montréal, Éditions Chenelière Éducation, 405 p.

### 2) Monographies

APPLBAUM, Arthur I. (1999), *Ethics for Adversaries*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 273 p.

BOK, S. (1978), *Lying : Moral Choice in Public and Private Life*, New-York, Éditions Pantheon Books, 326 p.

BUCKLER, S. (1993), *Dirty Hands : The Problem of Political Morality*, Brookfield, Éditions Avebury, 163 p.

COADY, C. A. J. (2008), *Morality and Political Violence*, Cambridge University Press, 317, p.

COADY, C. A. J. (2008), *Messy Morality, The Challenge of Politics*, Oxford, Oxford University Press, 123 p.

COURTOIS, S. (2003), (dir.) *Enjeux philosophiques de la guerre, de la paix et du terrorisme*, Presse de l'Université Laval, Québec, pp. 85-101.

FIALA, A. (2010), *Public War, Private Conscience : The Ethics of War of Political Violence*, New-York/London, Publisher Continuum, 177 p.

GARRETT, S. (1996), *Conscience and Power, An Examination of Dirty Hands and Political Leadership*, New-York, St. Martin's Press, 198 p.

IGNATIEFF, M. (2004), *The Lesser Evil, Political Ethics in an Age of Terror*, Toronto, Éditions Penguin Canada, 204 p.

JOHNSON, P. (1998), *Politics, Innocence, and the Limits of Goodness*, New York, Éditions Routledge, 1988, 283 p.

KIS, J. (2008), *Politics As a Moral Problem*, Budapest/New York, Central European University Press, 311 p.

MACHIAVEL, N. (1964), *Œuvres complètes*, textes présentés et annotés par Jean Giono, Paris, Gallimard, « Coll. » Bibliothèque de la Pléiade, 1639 p.

PARRISH, J. M. (2007), *Paradoxes of Political Ethics. From Dirty Hands to the Invisible Hand*, New York, Cambridge University press, 283 p.

PRIMORATZ, I. (éd.) (2007), *Politics and Morality*, New-York, Éditions Palgrave MacMillan, 258 p.

RYNARD, P. et D. P. SHUGARMAN (éd.) (2000), *Cruelty and Deception, The Controversy Over Dirty Hands in Politics*, Ontario, New York, Broadview Press LTD, 280 p.

SARTRE, J.-P. (1948), *Les mains sales*, Paris, COLL. « Folio », 806, Éditions Gallimard, 1948, 247 p.

SLEAT, M. (ed.) (à paraître 2016), *Politics Recovered : Essays on Realist Political Thought*, Columbia: Columbia University Press.

### **3) Thèse doctorale**

GOODWIN, T. L. (2009), *The Problem of Dirty Hands: Examining and Defending a Special Case of Inescapable Moral Wrongdoing*, Thèse (Ph. D.), University of Manchester, 268 p.



#### 4) Articles de périodiques

ARCHARD, D. « Dirty Hands and The Complicity of the Democratic Public », *Ethic Theory, Moral Practice*, Vol. 16, Septembre 2012, pp. 777-790.

BACON, M. (2010), « Realism and Political Theory », *Journal of Critical Globalisation Studies*, Vol. 2, pp. 158-160.

BELLAMY, A. J. (2007), « Dirty Hands and Lesser Evils in the War on Terror. » *British Journal of Politics and International Relations* Vol 9, No. 3, pp. 509-526.

BLATTBERG, C. (2013), « Dirty Hands », dans Hugh LaFollette, éd. *International Encyclopedia of Ethics*, éditions Hoboken, NJ and Oxford, Wiley-Blackwell.

BOURQUE, C. (2016), « Baromètre des professions 2016 : quel est votre rang? », *Leger : Recherche, Stratégie Conseil*, [En ligne], <http://leger360.com/fr-ca/blogue?id=4988>, page consultée le 29 juillet 2016.

COADY, C. A. J. (2004), « Terrorism, Morality, And Supreme Emergency », *Ethics*, Vol. 114, No. 4, pp. 772-789.

COADY, C. A. J. (2005), « The Moral Reality in Realism », *Journal of Applied Philosophy*, Vol. 22 No. 2, pp.121-36.

CONSTANT, B. (1819), « De la liberté des Anciens comparée à celle des modernes » dans *Écrits politiques*, textes choisis, présentés et annotés par GAUCHET, M., Paris, Gallimard, 1997, 864 p.

COX III, R. W. (2004), « Going to War: A Commentary on Ethical Leadership and Politics », *Public Integrity*, Vol. 6 No. 4, pp. 319-31.

DeLAPP, K. (2009), « Les Mains Sales Versus Le Sale Monde : A Metaethical Look at Dirty Hands, » *Essays in Philosophy* : Vol. 10, No.1, pp. 1-32.

DE WIJZE, S. (2009) « Targeted Killing: A "dirty Hands" Analysis », *Contemporary Politics* Vol. 15, No. 3, pp. 305-320.

DE WIJZE, S. (2012), « The Challenge of a Moral Politics: Mendus and Coady on Politics, Integrity and "Dirty Hands" », *Res Publica*, Vol. 18, pp. 189-200.

DE WIJZE, S. (2013), « Punishing "Dirty Hands" – Three Justifications », *Ethic Theory Moral Practice*, Vol. 13, pp. 879-897.

DIGESER, P. (1998), « Forgiveness and Politics: Dirty Hands and Imperfect Procedures », *Political Theory* Vol. 26, No. 5, pp. 700-724.

DOVI, S. (2005), « Guilt and the Problem of Dirty Hands », *Constellations*, Vol. 12, No. 1, pp. 128-146.

DUHAMEL, A. (2003), « Le problème des mains sales et la démocratie politique », dans COURTOIS, S. (dir.), *Enjeux philosophiques de la guerre, de la paix et du terrorisme*, Presse de l'Université Laval, Québec, pp. 85-101.

GARRETT, S. (1994), « Political Leadership and The problem of "Dirty Hands" », *Ethics and International Affairs*, Vol. 8, pp. 159-175.

GAUS, G. F. (2003), « Dirty Hands », dans FREY, R. G. et C. H. WELLMAN (éd.), *A Companion to Applied Ethics*, Blackwell Publishing, pp. 167-178.

GEISE, J.P. (1989), « The Problem of Dirty Hands : Political Necessities and Liberal Values », *International Journal of Moral and Social Studies*, Vol. 4 No 2, pp. 95-113.

GEUSS, R. (2015), « Realism and the Relativity of Judgement », *International Relations*, Vol. 29, No. 1, pp. 3-22.

GUAY, J. H. (2011), « L'apprentissage de la démocratie », *Éthique Publique*, Vol. 13, No. 2, [En ligne], <http://ethiquepublique.revues.org/526>, Page consultée le 4 mars 2016.

GRIFFIN, L. (1989), « The Problem of Dirty Hands », *The journal of Religious Ethics*, Vol.17, No.1, pp. 31-61.

HALL, E. (2015), « Bernard Williams and the Basic Legitimation Demand : A Defence », *Political Studies*, Vol. 63, pp. 466-480.

HARDIN, R. (2002), « Street-Level Epistemology and Political Participation » *Journal of Political Philosophy*, Vol. 10, No. 2 pp. 212-229.

HARDIN, R. (2004), « Representing Ignorance », *Social Philosophy & Policy Foundation*, Vol. 21, No. 1, pp. 76-99.

HARTLE, A. (2002), « Atrocities in War : Dirty Hands and Noncombatants » *Social Research*, Vol. 69, No. 4 pp. 963-979.

IGNATIEFF, M. (2013), « Machiavelli Was Right » *The Atlantic*, [En ligne], <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2013/12/machiavelli-was-right/354672/>, Page consultée le 4 mars 2016.

LAURITZEN, P. (2010), « Torture Warrants And Democratic States », *Journal of Religious Ethics*, Vol. 38, No. 1, pp. 93-111.

LEVY, N. (2007), « Punishing the Dirty » dans PRIMORATZ, I. (éditeur), *Politics and Morality*, New-York, Éditions Palgrave MacMillan, pp. 38-53.

LUBAN, D. (2005), « Liberalism, Torture, and the Ticking Bomb », *Virginia Law Review*, Vol. 91, pp. 1425-1461.

LUSKIN, R., FISHKIN, J. (S.D.) « Deliberation and “Better Citizens” », *Center for Deliberative Democracy*, [En ligne], <http://cdd.stanford.edu/2002/deliberation-and-better-citizens>, Page consultée le 4 mars 2016.

MAYNARD, J. L., WORSNIP, A. (2012) « The Realist Narrative About “Ethic-First” Political Philosophy », [En ligne], <http://www.alexworsnip.com/downloads/RNAEFPP.pdf>

NEDERMAN, C. (2014), « Niccolò Machiavelli », *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, [En ligne], <http://plato.stanford.edu/archives/win2014/entries/machiavelli/>, Page consultée le 4 mars 2016.

OBERDIEK, H. (1986), « Clean and Dirty Hands in Politics », *International Journal of Moral and Social Studies*, Vol. 1 No.1, pp. 41-61.

RUNCIMAN, D. (2012), « What is Realistic Political Philosophy? » *Metaphilosophy*, Vol. 43, Nos. 1-2, pp. 58-70.

RAMSAY, M. (2011), « Dirty Hands or Dirty Decisions? Investigating, Prosecuting and Punishing Those Responsible for Abuses of Detainees in Counter Terrorism Operations », *The International Journal of Human Rights*, Vol. 15, No. 4, pp. 627-643.

SEN, A. (1983), « Relativity and Consequential Evaluation », *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 12, No. 2, pp. 113-132.

SEN, A. (1993), « Positional Objectivity », *Philosophy & Public Affairs*, Vol. 22, No. 2, pp. 126-145.

SLEAT, M. (à paraître 2016) « The Politics and Morality of the Responsibility to Protect: Beyond the Liberalism/Realism Impasse », *International Politics*.

SLEAT, M. (à paraître 2016) « Realism, Liberalism and Non-Ideal Theory: Are there Two Ways to do Realistic Political Theory? », *Political Studies*.

STOCKER, M. (1973), « Act and Agent Evaluations, *The Review of Metaphysics*, Vol. 27, No. 1, pp. 42-61.

STOCKER, M. (1999), « Dirty Hands and Ordinary Life », dans RYNARD, P. SHUGARMAN, D.P. *Cruelty and Deception, The Controversy Over Dirty Hands in Politics*, Pluto Press, Australia, pp. 27-42.

SUTHERLAND, S.L. (1995), « The Problem of Dirty Hands in Politics : Peace in the Vegetable Trade, *Canadian Journal of Political Science*, Vol 28, No. 3, pp. 479-507.

SUTHERLAND, S.L. (2000), « Retrospection and Democracy : Bringing Political Conduct Under the Constitution », dans RYNARD, S. SHUGARMAN, D.P. (éd.), *Cruelty & Deception : The Controversy Over Dirty Hands in Politics*, Pluto Press, Broadview Press, pp. 207-227.

TERESTCHENKO, M. (2006), « Les sociétés démocratiques peuvent-elles rester des sociétés décentes », *Revue du MAUSS*, No. 28, pp. 337-366.

THOMPSON, D. (1987), « *Political Ethics and Public Office* », Cambridge, Harvard University Press, pp. 11-39.

TILLYRIS, D. (2014), « “Learning How Not to Be Good” : Machiavelli and the Standard Dirty Hands Thesis », *Ethical Theory and Moral Practice*, Vol. 17, No. 2, pp. 61-74.

TURMEL, P. « Éthique appliquée, institutions adversatives et moralité des rôles professionnels », *éthique publique*, Vol. 14, No. 2, [En ligne], <https://ethiquepublique.revues.org/1053>, page consultée le 4 mars 2016.

VAN ERP, H. (2013), « Political Obligation, Dirty Hands and Torture; A Moral Evaluation », *South African Journal of Philosophy* Vol. 32, No. 1, pp. 109-122

WALZER, M. (1973), « The Problem of Dirty Hands », *Philosophy & Public Affairs*, Vol.2, No. 2, pp. 160-180.

WALZER, M. (1984), « Liberalism and the Art of Separation », *Political Theory*, Vol. 12, No. 3, pp. 315-330.

WALZER, M. (2005) « Les États-Unis et le monde. À propos des guerres justes », *Mouvements*, N° 30, pp. 69-76.

WINSTON, K. (1994), « Necessity and Choice in Political Ethics : Varieties of Dirty Hands » dans, WUESTE, D. E. (ed.), *Professional Ethics and Social Responsibility*, Rowman&Littlefield, pp.37-66.